

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13572 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1988

Bonne nouvelle outre-Atlantique

Les marchés financiers ont sacrifié à un rituel désormais mensuel. L'annonce d'un déficit commercial de 9,53 milliards de dollars aux Etats-Unis, le plus faible depuis décembre 1984, a été saluée par une remontée des places boursières et du dollar. Les banques centrales se sont attachées à calmer ces premiers moments d'excitation en intervenant pour freiner l'envol du billet vert.

Mais, au-delà de ce rappel à l'ordre, deux facteurs devraient limiter les ardeurs spéculatives sur la devise américaine. Le quasi-stagnation de la production industrielle en août et la baisse des importations, premier gage d'une moindre bouillie des consommateurs et des investisseurs, apaisent les craintes de résurgence de l'inflation aux Etats-Unis. Dans un premier temps, tout au moins, le mercage d'un nouveau tour de vis du crédit semble écarté.

Ces signaux sont encore trop ténus pour que la Réserve fédérale baisse sa garde. Seul véritable pilote de l'économie américaine jusqu'à l'arrivée à la Maison Blanche du futur président, en janvier 1989, l'institut d'émission ne perd aucune occasion de rappeler sa détermination : la conjoncture sera surveillée de très près, et, au moindre signe de surchauffe, une hausse des taux d'intérêt sera décidée. Une position réaffirmée lors d'une discrète réunion à Paris de hauts fonctionnaires des pays industrialisés. Le soulagement né d'une croissance beaucoup plus vigoureuse que prévu en 1988 s'empare encore sur la crainte de voir s'enclencher un nouveau cycle inflationniste dans le monde. Mais, persuadé de l'importance de prévenir le mal - le retour aux anticipations de dérapage des prix - les dirigeants des pays industrialisés jouent l'extrême prudence.

Deux cas de figures sont envisagés. Ou l'activité américaine est de plus en plus tirée par les exportations et les investissements. Plus saine, une telle croissance permettrait de gagner du temps. Petites phrases de mise en garde et interventions sur les marchés des changes seront à même de calmer le jeu monétaire en attendant qu'on puisse évaluer la détermination de la prochaine administration à établir les équilibres économiques. Ou les Américains continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, à peu éparpiller pour consacrer et à contraindre leur pays à dépendre de l'humeur des investisseurs étrangers pour financer leurs déficits. Un relèvement des taux d'intérêt, seule arme dont dispose la Réserve fédérale, ne pourrait alors être évité.

Les Allemands ont déjà fait savoir qu'ils suivent le mouvement. Une hypothèse qui ne sourit guère au gouvernement français, toujours soucieux de stabiliser le loyer de l'argent, à défaut de pouvoir le baisser.

A quelques jours de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, à Berlin-Ouest, l'exercice consistant à convaincre les marchés que la concertation internationale est suffisamment cohérente pour garantir une croissance raisonnable et par là même durable tient plus que jamais de l'équilibrisme.

(Lire nos informations page 30.)

M 0147-0916-0-4,50 F



3790147604500 09160

200 000 personnes dans les rues

L'opposition exige la démission du nouveau président mexicain

Près de deux cent mille personnes se sont rassemblées, le mercredi 14 septembre, sur la place centrale de Mexico pour protester contre l'officialisation de l'élection à la présidence de la République du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel, M. Carlos Salinas de Gortari. Le dirigeant le plus en vue de l'opposition, M. Cuauhtémoc Cárdenas, a à cette occasion réitéré sa demande d'annulation de l'élection du 6 juillet dernier et annoncé un projet de fusion de l'opposition de gauche pour lutter contre le PRI.

MEXICO de notre correspondant en Amérique centrale

Après consultation des quatre partis formant le Front démocratique national (FDN), M. Cuauhtémoc Cárdenas, devenu l'homme politique le plus populaire du Mexique en quelques mois, propose de créer « une organisation reflétant la grande unité révolutionnaire et les changements culturels exprimés par le vote des citoyens le 6 juillet ».

Devant une foule immense réunie sur la place de la Constitution, M. Cárdenas a déclaré que cette nouvelle organisation, dont la forme exacte reste à définir - « une coalition, une fédération ou un parti politique » - lutterait pour un retour aux grands idéaux de la révolution de 1910 intégrés dans la Constitution de 1917 : « La démocratie, contrairement à l'autoritarisme actuel ; l'égalité,

pour mettre fin à l'exploitation et à la marginalisation de grands secteurs de la population ; l'exercice sans limite de la souveraineté nationale, pour en terminer avec la subordination du pays aux intérêts étrangers ; une justice, pour supprimer légalement la corruption et les privilèges... »

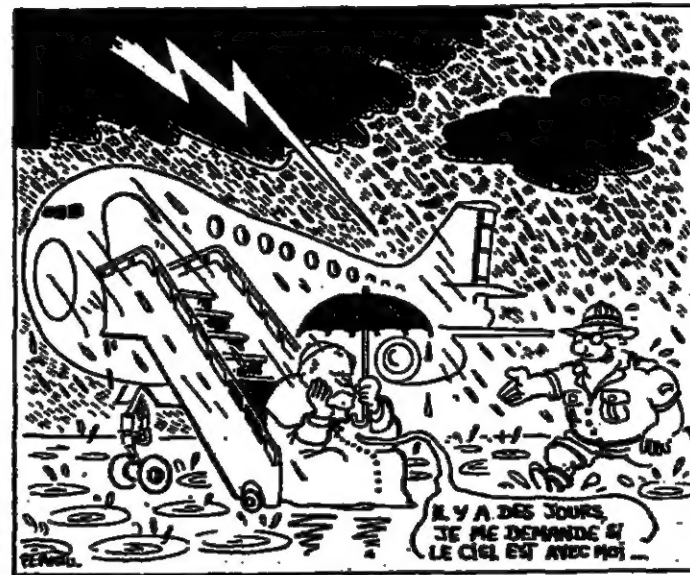
M. Cárdenas souhaite la création de « comités de base » à tous les niveaux de la société pour mener l'offensive contre le régime. Objectif principal : forcer à la démission le président élu le 6 juillet, M. Carlos Salinas de Gortari, qui doit normalement entrer en fonction le 1^{er} décembre. Les partisans de M. Cárdenas sont prêts à accepter les résultats des élections législatives qui leur ont été moins défavorables (les deux grandes forces d'opposition ont obtenu 240 sièges sur 500).

BERTRAND DE LA GRANGE. (Lire la suite page 6.)

Une escale imprévue due au mauvais temps

Pretoria se réjouit de l'étape du pape en Afrique du Sud

En route vers le Lesotho, troisième étape de son périple africain, Jean-Paul II a dû faire, le mercredi 14 septembre, à cause du mauvais temps, une escale inattendue de quelques heures à l'aéroport de Johannesburg où il a été accueilli par M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Celui-ci s'est félicité d'avoir eu ainsi « le privilège de pouvoir rendre service » au souverain pontife, qui a dû gagner par la route Maseru, la capitale du Lesotho. Il y est arrivé en fin de journée alors que s'achevait, de manière sanglante, une prise d'otages.



Lire page 4 l'article de PATRICE CLAUDE

Rentrée politique en RFA

M. Kohl à la recherche d'un second souffle.

PAGE 7

Le cyclone Gilbert

Ménaces sur les côtes des Etats-Unis.

PAGE 13

Consultation sur l'audiovisuel

MM. Giscard d'Estaing et Chirac refusent d'aller à Matignon.

PAGE 35

Les entêtes de Belleville

La résistance de « villageois » de Paris face aux promoteurs.

PAGE 12

Les crédits de la défense

Le préfet maritime de Brest critique une insuffisance de moyens.

PAGE 28

Le sommaire complet se trouve en page 35

Les mesures gouvernementales contre le chômage

Le « chantier » de l'emploi

En lançant ses « chantiers » pour l'emploi lors du conseil des ministres du 14 septembre, M. Michel Rocard tourne la page d'une certaine politique de lutte contre le chômage. L'effort porte sur les conditions économiques d'une reprise de l'emploi et se trouve facilité par la conjoncture. Mais ce choix repose également sur un pari.

Le plan pour l'emploi présenté par M. Michel Rocard constitue un tournant. Désormais, l'accent est mis, plus que sur les aspects sociaux, sur des mesures économiques, qui se déploient dans de nombreuses directions. A grand renfort de symboles, le gouvernement veut démontrer qu'il s'engage dans une orientation et qu'il s'y tiendra. Mieux, il se garde de promettre un résultat avant longtemps. Il se refuse à chiffrer les effets attendus, et le premier ministre rappelle lui-même, à propos du nombre des chômeurs, que « le retour à zéro est hors de portée ».

Décidément, les temps ont changé. Finies les spectaculaires actions de traitement social, telles que les préretraites ou les contrats de solidarité. Abandonnés, les rêves d'une croissance si forte qu'elle devait balayer le chômage. Rangée au magasin des accessoires l'illusion de la déréglementation à tout va. Cette fois, on

entrepris un travail en profondeur qui justifie l'appellation de « chantier », utilisée par M. Rocard, c'est-à-dire un patient processus de remise en marche. Il s'agit de multiplier les occasions pour que le dédicé se produise, à partir duquel les faits et les mouvements s'enchaîneraient selon un cycle vertueux.

Aucune solution n'est par conséquent écartée. Si le message privilégié l'effort fait en faveur de la réduction du coût de la main-d'œuvre, avec l'amorce d'un allègement des cotisations ou des exonérations de charges sociales, les dispositions prévues pour l'aide au financement des PME-PMI sont au moins aussi importantes. Ce sont bien les petites entreprises et même les micro entreprises dont le dynamisme est sollicité, et les gisements d'emploi du tertiaire qui sont visés. Cela se vérifie également dans la première mesure d'ensemble prise pour faciliter le développement local.

Ce changement dans la politique de l'emploi intervient à un moment privilégié mais repose sur un pari. Rendu obscur par ses excès, le traitement social s'est essouffé, a perdu de son efficacité et, surtout, ne peut plus être dopé une nouvelle fois.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 30.)

Hommes politiques, médias, citoyens

La vertu civile

par Pierre Bourdieu
professeur au Collège de France

Le monde politique est le lieu de deux tendances de sens inverse : d'une part, il se ferme de plus en plus complètement sur soi, sur ses jeux et ses enjeux ; d'autre part, il est de plus en plus directement accessible au regard du commun des citoyens, la télévision jouant un rôle déterminant dans les deux cas. Il en résulte que la distance ne cesse de croître entre les professionnels et les profanes ainsi que la conscience de la logique propre du jeu politique.

Il n'est plus besoin aujourd'hui d'être un expert en sociologie politique pour savoir que nombre des déclarations et des actions des hommes politiques, non seulement les « petites phrases » sur les « grands desseins » ou les grands débats sur les « courants », mais aussi les plus graves décisions politiques peuvent trouver leur principe dans les intérêts nés de la concurrence pour telle ou telle position rare, celle de secrétaire général, de premier ministre ou de président de la République et ainsi à tous les niveaux de l'espace politique.

La discordance entre les attentes de sincérité ou les exigences de désintéressement qui sont inscrites dans la délégation

démocratique de pouvoirs et la réalité des microscopiques manœuvres contribue à renforcer un indifférentisme actif, symbolisé un moment par Coluche, et bien différent de l'antiparlementarisme poujadiste auquel, pour se défendre, entendent le réduire ceux qui contribuent à le susciter. Mais elle peut aussi inspirer un sentiment de scandale qui transforme l'apolitisme ordinaire en hostilité envers la politique et ceux qui en vivent.

C'est ainsi que les volte-face répétées de dirigeants plus évidemment inspirés par le souci de leur propre perpétuation que par les intérêts de ceux qu'ils font profession de défendre ne sont pas pour rien dans le fait que le Front national recrute souvent aujourd'hui dans les anciens bastions du Parti communiste, qui a bénéficié plus que personne de la remise de soi confiante ou résignée au porte-parole (on sait en effet que cette disposition est de plus en plus fréquente à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale). Et si les alliances avec les partis de droite profitent tant au même Front national, c'est moins, comme on le dit, par la touche de respectabilité qu'elles lui assurent, que par le discrédit qu'elles infligent à ceux qui dénoncent leurs propres dénonciations en se montrant prêts à tout pour assurer leur propre reproduction.

(Lire la suite page 2.)

DIDIER VAN CAUWELAERT

Depuis *Vingt ans et des poussières*, *Poison d'amour* et *Les vacances du fantôme*, Didier van Cauwelaert était bien placé pour occuper la place laissée vacante par la disparition d'Aymé, de Queneau, de Nimier, et le silence de Blondin... Voici assuré le maintien d'une tradition bien française.

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde
de l'Éditions du Seuil

85 F

Le Monde

LIVRES

« Anna Maria Ortese, la femme ignare ; les dernières paraboles de Borges ; les cigaretes d'Harry Matthews ; la chronique de Nicole Zand ; Rybakov et la préhistoire de la terre. » Le Mexique intérieur de Le Clézio. « Histoire : la « destinée manifeste » des Américains ; les fantasmagories de l'armée des Lumières. » Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 15 à 22

مكتبة من الأصل

Débats

POLITIQUE

La vertu civile

BIBLIOGRAPHIE

Uriage d'hier à aujourd'hui

La défaite de 1940, on la gomme parfois lorsqu'on étudie les débuts de Vichy. Une armée battue, une moitié de la France repliée sur l'autre, une énorme confusion des hommes et des idées. Pour quelques-uns, une « divine » surprise : la mort de la III^e République et son remplacement par un régime patriarcal inspiré par des idéologies de droite et d'extrême droite. Pour d'autres, très peu nombreux alors, la volonté de reprendre le combat. Pour d'autres encore, sans exclure la lutte contre le nazisme et pour la libération, l'occasion de reconstruire à partir d'hommes nouveaux une société nouvelle. Et, pour la plupart des Français, le sentiment avivé ou retrouvé d'une patrie que ses malheurs rendaient à nouveau charnelle et non plus seulement abstraite : un soi et des hommes.

C'est un point que les détracteurs d'Uriage qui n'ont pas connu l'invasion étrangère saisissent difficilement : le nationalisme est une idéologie, le patriotisme un sentiment. Un sentiment fort, temporairement unificateur, et qui peut être créateur.

L'itinéraire d'Uriage en est l'exemple. Au départ, une volonté de renouveau n'appuie aucune recherche intellectuelle ou politique. Son premier avatar, au château de la Fauconnière, est une tentative pour former les chefs dont estime le capitaine Dunoyer de Segonzac, la France a besoin. Les fabrications de chefs pullulent alors à l'ombre de Vichy et du maréchal Pétain. Le vieux soldat trouve cela très gentil, « son cas bleu refait », dit Dunoyer, une certaine ironie. Chants, exercices virils, salut au drapeau, se pratiquent un peu partout et occupent une génération de jeunes déracinés et inoccupés, discrètement entretenus dans l'espoir d'une revanche.

L'immense intérêt d'Uriage, c'est d'être sorti de ce pas-tout-de-scoutisme, d'être passé de la gestation à la réflexion, de la réflexion à l'action. D'être devenu un monastère au désert où l'on veut bâtir un monde, où on s'éloigne des sermons béatifiants de Vichy, et où la machine à concasser les idées devient un instrument de combat sur le terrain, dans une résistance active.

Cette aventure et ses prolongements, de la Libération à aujourd'hui, Pierre Bitoun les décrit avec enthousiasme. Il a trente-trois ans et n'a connu Uriage qu'à travers les témoignages qu'il a recueillis. Après avoir rompu des lances avec Bernard-Henri Lévy et l'historien israélien Zeev Sternhell, pour qui Uriage fut sans le savoir un fleuron du « fascisme à la française », il fait défiler ses témoins. Pas tous favorables : c'est le cas de Philippe Lamour, qui donne une image sarcastique de ses voisins de la Fauconnière.

On voit Uriage prendre, à la grande horreur de Vichy et malgré une tentative de récupération de l'amiral Darlan, un tour-

nant décisif vers une « idéologie réformatrice » et une remise en cause radicale. Dunoyer de Segonzac et les « chefs » qui l'entourent rencontrent, loin du maurassisme dans lequel ils baissent plus ou moins consciemment, Emmanuel Mounier, philosophe du personnalisme, et les hommes de la mouvance de la revue *Esprit*. La vieille et inconfondable demeure du chevalier Bayard, au-dessus de Grenoble, devient alors à la fois un centre de formation où se réunissent cinq mille stagiaires de toutes origines et de toutes formations, un laboratoire d'idées de plus en plus hérétique aux yeux des « penseurs » de Vichy, enfin un lieu où la Résistance se prépare. L'extraordinaire mélange de hiérarchie militaire, de « dérasage » dans les petits intellectuels de haut niveau, est assez difficilement compréhensible aujourd'hui. Et probablement inimitable. Il y fallait la pression due à la défaite, la tension croissante avec Vichy jusqu'à la dissolution par Laval en 1942, le désir de revanche, le sentiment que tout était à faire et que tout pouvait être fait.

Hubert Beauvrière, Benigno Cacères, Paul Delouvrier, Jean-Marie Domenach, Gilbert Geoffroy et bien d'autres chefs, stagiaires ou maquisards comme Simon Nora, content tour à tour l'histoire et la vie du château, de la « Thébaïde » incendiée par l'ennemi, des tournées de formation des réfractaires en train de devenir des combattants.

Quelles traces demeurent de cette petite épopée où furent un instant mêlés des comédiens comme Madeleine Barbué, Olivier Hussanot, Yves Robert, qui côtoyèrent des autographes comme Mircea Barbu et Marcel Mermoz ? Pierre Bitoun a recueilli sur l'agréable Uriage de longs récits autobiographiques. On y mesure l'influence très variable de l'aventure. La tentative pour renouveler l'homme et la société à partir d'une éthique et d'un engagement personnel n'a pas abouti à la transformation profonde dont on rêvait sur la montagne. Mais beaucoup des hommes et des femmes qui ont vécu ce « rêve éveillé » ont porté la marque et l'ont donnée à leurs entreprises.

A travers le Monde d'Hubert Beauvrière, les multiples responsabilités de Paul Delouvrier, le *Peuple et culture* de Joffre Dumazedier et Benigno Cacères, un fil court : une manière d'être et d'agir, une volonté d'améliorer le monde et la vie à travers les rapports humains.

Uriage n'est pas devenu un Ordre, comme certains le souhaitent, ni une mafia. Mais, dans une société qui s'interroge, quelques-unes des réponses élaborées au « désert » gardent leur pertinence.

JEAN PLANCHAIS.
* Les Hommes d'Uriage, par Pierre Bitoun. Éditions La Découverte, 285 p., 130 F.

(Suite de la première page.)

Ainsi, le désengagement du politique résulte presque automatiquement du double mouvement de l'univers politique. D'un côté, ceux qui sont engagés dans le jeu politique s'enferment toujours davantage dans leurs jeux à huis clos, sans autre communication avec le monde extérieur bien souvent que des sondages qui produisent les réponses en imposant les questions, et nombre d'entre eux, mus par le seul souci d'exister (comme les prétendants) ou de survivre (comme les champions déchu), se déterminent les uns et les autres dans des actions qui, loin d'avoir pour principe la conviction éthique ou le dévouement à une cause politique, ne sont que des réactions aux réactions des autres. Et le comble de la perversion est atteint lorsque, la « performance télévisuelle » devenant la mesure de toutes choses, les conseillers en communication guidés par les sondeurs forment les politiques à mimer la sincérité et à jouer la conviction.

De l'autre côté, la télévision, par un de ses effets les plus systématiquement ignorés de ceux qui lui imputent tous les maux du siècle, autrefois la « massification » des « masses » et, aujourd'hui, la dégradation de la culture, a ouvert une fenêtre sur le champ clos où les politiques jouent leurs jeux de prince, avec l'illusion de passer inaperçus. Comme dans les anciennes démocraties des petits groupes d'interconnaissance ou dans la cité grecque imaginée par Hegel, les mandataires sont désormais sous le regard prolongé du groupe tout entier : pour qui les a observés, à longueur d'interviews, de déclarations ou de débats de soirées électorales, les protagonistes du jeu politique n'ont plus de secret et les perdants beaucoup de leur superbe s'ils pouvaient lire les portraits psychologiques d'une rare acuité que font d'eux les téléspectateurs, même les plus culturellement démunis, lorsqu'on les interroge à leur propos. Chacun sait que, comme le notait Hugo, « Quand la bouche dit out, le regard dit peut-être ». Et le citoyen, devenu téléspectateur, pour peu qu'il possède l'art de déchiffrer les impondérables de la communication infralinguistique, se trouve ainsi en mesure d'exercer le « droit de regard », qu'il a toujours plus ou moins consciemment revendiqué.

L'autre ouverture

L'« ouverture » que les électeurs ont approuvée lors de la dernière élection présidentielle n'est pas celle qui excite et divise les appareils, les apparatchikis et aussi les commentateurs politiques, celle qui renforce la tendance du microcosme politique à la fermeture sur soi, c'est-à-dire sur des formes simplement un peu plus compliquées des combinaisons ordinaires. C'est celle qui offrirait, plus largement encore, le monde politique au regard criti-

que de tous les citoyens, empêchant le corps politique d'interpocher l'écran de ses préoccupations particulières et de ses préoccupations que l'on a raison d'appeler politiques, puisqu'elles n'ont de cause et de fin que la défense du corps politique.

Tout le monde a compris qu'il y a trop de problèmes vrais pour que l'on puisse laisser aux hommes politiques le soin d'inventer les faux problèmes nécessaires à leur propre perpétuation. La solution que le gouvernement de Michel Rocard a apportée au problème calédonien est, en ce sens, exemplaire. Affronter, sans autre fin que de le résoudre, un problème qui venait de faire l'objet d'une évidente exploitation politicienne, c'était faire éclater au grand jour, rétrospectivement, l'instrumentalisme cynique d'une décision politique comme l'attaque de la grotte d'Ouvéa ; c'était rappeler que, comme l'avait enseigné en d'autres temps Mendès France, le courage politique consiste à se mettre au service des problèmes, au risque de ne pas durer, plutôt que de se servir des problèmes pour se perpétuer à tout prix. Et la réussite de la négociation a montré que la vertu civile, peut-être parce qu'elle est si rare, peut-être parce qu'elle est appelée la vertu, constitue parfois une arme politique hautement efficace.

On a le sentiment que, du fait du mode d'action politique qui s'est trouvé ainsi instauré, le monde politique est en train de rattraper le retard qu'il avait pris, en se fermant sur lui-même, par rapport aux attentes des citoyens et par rapport notamment aux exigences éthiques qui se sont manifestées tant de fois, au cours des vingt dernières années, à travers notamment des actions ou des manifestations comme celles de SOS Racisme, des étudiants ou des lycéens.

Les responsables politiques les plus libres, objectivement et subjectivement, par rapport aux exigences du jeu politique et aux contraintes des appareils peuvent se faire entendre, tandis que les apparatchikis sont momentanément réduits au silence. Et peut-être les conditions sont-elles en train de se créer pour que s'instaureront durablement des règles écrites ou non écrites, et, mieux encore, des mécanismes objectifs capables d'imposer pratiquement aux hommes politiques les disciplines de la vertu civile. Il dépend de tous les citoyens, et notamment de ceux qui, comme les intellectuels, ont le loisir et les moyens d'exercer leur droit de regard sur le monde politique, qu'un mode d'exercice du pouvoir qui est parfois dénoncé comme une forme de moralisme naïf (c'est bien ce que

l'on veut dire lorsque l'on parle de « boyscoutisme ») soit en réalité une anticipation créatrice d'un état du monde politique où les responsables politiques, sans cesse placés sous le regard de tous, à découvert, seraient contraints d'instaurer cette forme de démocratie directe que rendent transparente et l'ouverture du champ politique assurées par un usage démocratique de la télévision.

Prendre la parole

On a beaucoup parlé du silence des intellectuels en ces temps où il leur fallait beaucoup de vertu pour ne pas dénoncer à chaque instant, au risque de servir des desseins plus cyniques, les manœuvres à la vertu civile. Peut-être le moment est-il venu pour eux de prendre la parole, non pour célébrer les pouvoirs, comme on le leur demande d'ordinaire, mais pour participer, avec d'autres, et en particulier les journalistes, à l'exercice de la vigilance civique qui, par la critique et la révélation autant que par l'éloge ou la complicité tacite, contribuerait à instaurer un monde politique où les responsables politiques auraient intérêt à la vertu.

PIERRE BOURDIEU

Au courrier du Monde

SOLIDARNOSC

Où sont passés nos badges ?

C'était en 1981. Le badge de Solidarnosc était monté à l'assaut des poitrines. J'en avais acheté et distribué autour de moi, et je le portais partout dans mes déplacements. Il était beau, ce badge aux lettres flottant à l'infinitif. On le voyait aussi bien au revers du veston des politiques que sur le blouson des ouvriers, le chandail des profs, la chemise des syndicalistes, la veste des employés de banque, le chemisier des hôtesses ou serveuses, le col des journalistes...

Ce n'était pas un gadget, plutôt un signe discret, symbole de changement, porteur d'espoir. Il signifiait une longue histoire, parsemée de drames et de morts tragiques. Solidarnosc bouillonnait le temps et son badge nous aiguillonnait.

Puis il y eut le coup de force de Jaruzelski, glacé derrière ses lunettes noires, quelques jours avant Noël, le ori poignant d'Edmond Maire révolté, et la Pologne se referma sur elle-même, dans sa nuit informative, comme si les accords de Gdansk n'avaient jamais existé. Nous nous heurtâmes de nouveau à ses frontières.

Les années passèrent. Il restait cette période héroïque au cours de laquelle quelques hommes courageux avaient tenté l'impossible pour leur peuple. La nostalgie chaque année grandissait... Mais on savait que, grâce à sa formidable capacité de résistance, Solidarnosc ne pouvait pas disparaître. On ne raye pas d'un trait une organisation de ph-

sieurs millions de membres en marche sur un chemin nouveau.

Aujourd'hui, Walesa remplit, qui nous a appris à ne jamais baisser la tête. Mon badge est là, ressuscité. Vais-je avoir le courage de le remettre ?

Se multipliera-t-il de nouveau à l'infini ?
Dites : si nous réagissons nos badges ?
Pour que la Pologne ne fasse plus bêgayer l'histoire.

LOUIS GUINARD (Aras)

ALGÉRIE

Le sort de Zoulika Zenati

A la suite de la publication dans le Monde daté 4-5 septembre d'un article de Georges Marion sur l'affaire Jobic, l'attaché de presse de l'ambassade d'Algérie nous écrit pour protester contre « le lien que M. Georges Marion tente de suggérer entre l'affaire Jobic et l'Algérie ». Il ajoute : « Il n'est pas inutile de rappeler que Zoulika Zenati est une ressortissante algérienne et qu'elle relève, de ce fait, des lois et règlements établis souverainement par son pays. Mais, pour répondre aux interrogations de votre collaborateur, il est bon de préciser que Zoulika Zenati a été convoquée pour une affaire administrative la concernant, régulière dès vendredi 2 septembre et qu'elle ne fait l'objet

d'aucune mesure restrictive en ce qui concerne ses déplacements ».

[N.D.L.R. - Précisons que, depuis que cette lettre nous a été adressée, la situation de Zoulika Zenati a été réglée et qu'elle a pu revenir en France le 9 septembre.]

TABOU

Armes chimiques

Je ne comprends pas les médias qui condamnent l'Irak pour employer des moyens chimiques, pour détruire ses ennemis. On ne parle jamais de ceux qui les fabriquent. Comme si ce sujet était « tabou ». C'est un problème analogue à la drogue. On parle de ceux qui l'utilisent, mais pas de ceux qui en produisent : « dealers et producteurs ».

FRANÇOIS VERGONZANNE (Castres)

● PRÉCISION. - Dans la lettre intitulée *Hommage à Jean-Marie* datée 13 septembre) rapportant le rôle dans le mouvement de « Jeune République », de M. Gruber, maître verrier récemment décédé, une confusion de notre correspondant a été attribuée à M. Jean-Jacques Gruber le prénom de son frère Francis. L'hommage en question concernait bien Jean-Jacques. Quant à Francis Gruber, qui fut un peintre de renom, il est mort en 1948, à l'âge de trente-six ans.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPA 850623 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvrière (1944-1969), Jacques Fauvarde (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des Jeunes du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvrière, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts
Rédacteur en chef : Daniel Verdet
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPU 206 136 F

ABONNEMENTS
RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	RUSSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	607 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 260 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou partiels : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

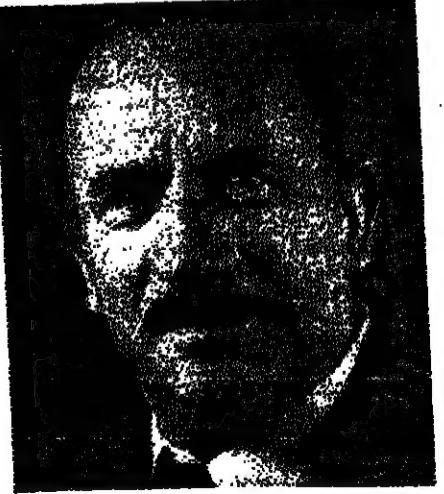
9 mois

1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Philippe CURVAL



Akiloë
Roman

Flammarion

Diplomatie

La réforme de l'UNESCO

Les « petits pas » de M. Mayor ne font pas tous l'unanimité

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture vient de lancer à Paris la Décennie mondiale du développement culturel 1988-1997, dont l'idée a été approuvée il y a quelque vingt mois par l'Assemblée générale de l'ONU à New-York et qui a pour but, selon M. Federico Mayor, de « remettre la culture à sa vraie place ». La première, dans son esprit.

Le directeur général de l'UNESCO a profité de ce lancement pour mettre en circulation, lors d'un discours prononcé lundi 12 septembre, l'idée qui lui est chère de nommer auprès de lui un « Conseil mondial de la culture ».

Ce projet, s'il séduit nombre d'intellectuels, ne suscite guère l'enthousiasme des gouvernements, car sa réalisation réduirait sans doute le rôle du Conseil exécutif de l'organisation.

Depuis la fondation de l'UNESCO, en 1945, et jusqu'à la réforme de 1954 voulue par les Etats-Unis, les membres du Conseil étaient surtout des savants et des penseurs, choisis pour leurs qualités propres. Depuis lors, ils sont généralement des fonctionnaires désignés par leurs administrations nationales, puis élus par le conseil pour la forme. Ainsi, aujourd'hui, s'agissant de la France, c'est la même personne — M^{me} Marie-Claude Cabane — qui est à la fois ambassadrice près l'organisation et membre de son Conseil exécutif.

Des projets plus avancés de M. Mayor suscitent d'autres remous. Ainsi sa décision de nommer bientôt directeur de la division des droits de l'homme et de la paix un juriste polonais, M. Janusz Symonides (quarante-neuf ans), « fonctionnaire sans grand relief, proche du régime de Varsovie », assurent ses détracteurs. L'entourage du directeur fait valoir, au contraire, que « le candidat est à mi-chemin de son gouvernement et des opposants et qu'aucun ressortissant des pays communistes n'avait jamais occupé cette direction ». M. Mayor a lui-même déclaré : « Il est inadmissible de

prétendre que les droits de l'homme sont une exclusivité des Occidentaux. Ce sont, au contraire, des gens qui ont eu à souffrir dans ce domaine qui sont particulièrement qualifiés pour s'en occuper ».

Autre mesure décidée par le directeur général et assez contestée : l'éclatement en deux postes de même rang de la fonction de directeur général adjoint — le numéro deux de l'UNESCO — actuellement occupée par un diplomate français, M. Michel De Bonneconse. Celui-ci sera prochainement remplacé par M. Edouardo Portella, ancien ministre brésilien de l'éducation, qui prendra en charge les programmes de l'organisation, et par M. Charma, qui quittera ses responsabilités de directeur adjoint d'Air India pour s'occuper de la gestion de l'UNESCO.

Les déplacements de M. Mayor à travers la planète, presque aussi fréquents mais généralement plus brefs que ceux de son prédécesseur, M. Amadou Mahtar M'bow, provoquent également maintes questions.

Nombreux sont enfin les délégués du tiers-monde, principalement ceux d'Etats islamiques, qui reprochent verbalement à M. Mayor d'avoir, lors d'une allocution prononcée au cours d'un symposium culturel à Lisbonne, placé la création d'Israël parmi les réalisations majeures de l'humanité depuis 1945, au même titre que les Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, et cela sans mentionner la décolonisation.

Il est, en revanche, un domaine où la politique des petits pas choisie par M. Mayor réalise la quasi-unanimité place Fontenoy : la réorganisation de l'Office d'information du public, auquel s'adressent en particulier les journalistes. Sous la férule d'un haut fonctionnaire yougoslave, M. Léon Davico, ce service, longtemps déficient, est aujourd'hui nettement plus efficace.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Asie

BIRMANIE : les manifestations à Rangoun

L'opposition cherche à obtenir une transition pacifique vers la démocratie

BANGKOK de notre envoyé spécial

Tandis que Rangoun était de nouveau complètement paralysée mercredi 14 septembre et que des manifestations montres contre le régime s'y déroulaient, les chefs de l'opposition ont tenté une nouvelle fois d'obtenir un dénouement pacifique de la crise. Mais, dans la soirée, rien n'indiquait encore, selon des sources diplomatiques, que le gouvernement s'en soit prêt à céder la place à un gouvernement intérimaire, ainsi que l'exige les manifestants.

La tension a encore monté d'un cran au cours d'une manifestation qui a réuni des centaines de milliers de gens dans le centre de la capitale. Les étudiants, de mieux en mieux organisés, s'impatentent chaque jour davantage. Les slogans se durcissent. Le ravitaillement fait de plus en plus défaut. Mercredi, tous les commerces étaient fermés à Rangoun. Une nouvelle fois, bouzes, carriers des entreprises d'Etat, écoles, policiers et pilotes de la compagnie nationale aérienne s'étaient joints aux étudiants. Les services d'ordre, de plus en plus efficaces, canalisaient cette foule qui dénonçait le « fascisme » du BSPP, le parti unique, dont elle réclame, depuis des semaines, la dissolution.

Les trois personnalités les plus en vue du mouvement — les anciens généraux Aung Gyi et Tin U, ainsi que M^{me} Aung San Suu Kyi — ont toutefois adjuré les étudiants de patienter encore de deux à trois jours afin de leur donner une dernière chance d'obtenir du président Maung Maung une transition pacifique du pouvoir. Dans la soirée de mercredi, elles ont également fait savoir qu'elles reportaient d'autant leur projet de gouvernement intérimaire pour ne pas former une administration « parallèle ». En bref,

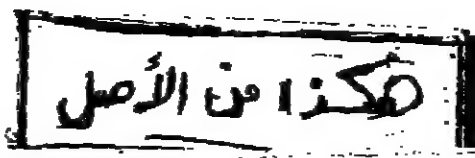
elles s'accrochaient à l'espoir, si mince soit-il, d'un transfert dans l'ordre du pouvoir.

Mais, depuis son discours du 10 septembre, dans lequel il a renoncé au système de parti unique et annoncé des élections générales, M. Maung Maung est demeuré muet. On ignore tout des tractations qu'il peut conduire avec les éléments les plus durs de l'armée demeurés fidèles au général Ne Win. Comme les jours précédents, les militaires conservent un profil bas à Rangoun, y laissant défiler une population de plus en plus exaspérée. Selon des informations difficiles à recouper, la « justice populaire » y aurait tranché encore quelques têtes de pilards ou de provocateurs.

Selon des diplomates en poste à Rangoun, tous les scénarios demeurent concevables. Si le pouvoir a mis sur un essai d'ouverture de l'insurrection, il s'est lourdement trompé. Il peut donc soit céder, soit préparer un mauvais coup, avec de terribles conséquences et en sachant que, de toute manière, l'époque de Ne Win est révolue. Mais, de l'avis général, l'impasse actuelle ne peut s'éterniser.

Les deux raffineries de Rangoun sont maintenant fermées depuis plus d'un mois. Le prix du riz a dérapé. Même les ambassades sont contraintes de se ravitailler au marché noir. Faute de transport — trains, camions, autobus — les denrées de première nécessité se font de plus en plus rares. Pour l'instant, la Birmanie et ses quelque trente-huit millions d'habitants continuent de sombrer par la volonté d'une poignée de généraux qui, véritablement, excrochantes privilégiés passés à l'état, jusqu'à nouvel ordre, l'essentiel de leur troupe.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



Afrique

Le voyage de Jean-Paul II en Afrique australe

L'escale imprévue du pape à Johannesburg

JOHANNESBURG de notre envoyé spécial

Ce devait être une simple et gentille tournée pastorale, légèrement pimentée certes, mais le quatrième voyage africain de Jean-Paul II a brutalement versé, le 14 septembre, d'abord dans l'imprévu puis dans le cauchemar.

Quatre hommes sont morts déchiquetés par des balles de mitrailleuse, mardi à Maseru, la capitale du Lesotho, lors d'une prise d'otages de seize personnes, dont huit religieuses et une quarantaine d'enfants. Tous ces gens n'avaient, ce jour-là, qu'un point en commun : ils voulaient voir le pape.

La journée avait commencé dans la bonne humeur, et les Non-Flon africains, à l'aéroport de Gaborone, avaient célébré dans la fête le séjour papal au Botswana, marqué « par la cordialité et l'affection » d'une des nations les plus douces de la terre.

Le Boeing-707 de Jean-Paul II et de sa suite devait s'envoler à 9 heures. Un quart d'heure avant, une tempête s'étant abattue sur Maseru, étape suivante du programme, le départ a été reporté au Botswana, marqué « par la cordialité et l'affection » d'une des nations les plus douces de la terre.

Le Boeing-707 de Jean-Paul II et de sa suite devait s'envoler à 9 heures. Un quart d'heure avant, une tempête s'étant abattue sur Maseru, étape suivante du programme, le départ a été reporté au Botswana, marqué « par la cordialité et l'affection » d'une des nations les plus douces de la terre.

Le Boeing-707 de Jean-Paul II et de sa suite devait s'envoler à 9 heures. Un quart d'heure avant, une tempête s'étant abattue sur Maseru, étape suivante du programme, le départ a été reporté au Botswana, marqué « par la cordialité et l'affection » d'une des nations les plus douces de la terre.

Dans la zone des tempêtes...

Ce n'est pas la première fois qu'une visite du pape provoque directement ou indirectement des incidents sanglants. Des boucanades avaient causé la mort de neuf personnes le 4 mai 1980 à Kinshasa (Zaire). Deux mois plus tard, le 8 juillet 1980, un accident identique endeuilla la visite de Jean-Paul II au Brésil : sept fidèles meurent pâmées à Fortaleza. Le 3 avril 1987, à la suite de manifestations anti-férocités, des émeutes ont fait deux cents blessés au stade O'Higgins de Santiago du Chili, où le pape était en train de célébrer la messe. En trente-neuf voyages, c'est cependant la première fois que se déroule une

prise d'otages liée à une visite de Jean-Paul II.

Par deux fois en revanche, en raison du mauvais temps, son avion avait dû être détourné : le 20 septembre 1984, il n'avait pu se poser à Fort-Simpson, dans le pays indien, au nord du Canada, et il avait fait escale à Yellowknife avant de regagner Rome. Retour de l'Inde, le 10 février 1986, l'avion pontifical était également détourné vers Naples, l'aéroport de Rome étant enneigé. Le fait que le pape soit obligé d'atterrir dans un pays qu'il n'avait pas prévu de visiter — ici l'Afrique du Sud — est cependant sans précédent.

H. T.

Prise d'otages à Maseru : quatre morts

MASERU (Lesotho) de notre envoyé spécial

Le cortège papal était passé à 800 mètres de l'endroit depuis un quart d'heure à peine, au centre de Maseru, quand un déluge de mitraille s'abattit sur l'autobus. Quatre membres d'un commando sud-africain blanc, visage noir à la suite, s'engouffrèrent armés dans le véhicule. A l'intérieur, il avait une douzaine de blessés et quatre cadavres : ceux de trois « terroristes » et celui d'un otage.

L'autobus rempli de pèlerins sud-africains, en route pour la messe de Jean-Paul II à Maseru, avait été détourné, la veille au soir, sur la frontière entre le royaume du Lesotho et le Transkei, un bantoustan noir de la république blanche. Comment était-il arrivé là, garé devant les grilles de l'ambassade britannique, au cœur de Maseru ? Mystère ! Les pirates, auxquels l'ambassadeur britannique avait refusé de pénétrer avec leurs otages dans l'enceinte de la mission diplomatique, ne voulaient, semble-t-il, qu'une chose : avoir un entretien avec Jean-Paul II,

faute de quoi ils allaient « tuer les otages ».

Qui étaient-ils et quelles étaient leurs intentions finales ? L'interrogatoire du seul survivant du commando, composé de quatre hommes, devrait éclairer les enquêteurs. Mais d'ores et déjà, les autorités locales accusent l'Armée de libération du Lesotho (LLA), branche militaire de l'ancien Bechuanaland Congress, un parti politique éliminé de la vie publique basotho par les deux régimes dictatoriaux qui se sont succédés à Maseru depuis 1970, quatre ans après l'indépendance accordée par Londres.

Soutenue jusqu'en 1986 par Pretoria — car l'ancien dictateur du « chef » Jonathan était devenu au fil des ans anti-sud-africain — la LLA s'est retrouvée, après le coup d'Etat militaire d'il y a deux ans face à deux ennemis : le gouvernement local et son puissant allié sud-africain.

Les forces armées de Pretoria, qui entretenaient une présence discrète mais permanente au Lesotho depuis cette époque, sont bien, malgré les dénégations officielles, à l'origine de

Réfugiés au consulat américain

Les trois militants anti-apartheid refusent l'offre de liberté aux autorités

JOHANNESBURG de notre correspondant

Les autorités sud-africaines ont assuré, le mercredi 14 septembre, que les trois personnalités de l'UDF (Front démocratique uni) réfugiées depuis la veille au consulat général américain de Johannesburg étaient libres de leur mouvement et qu'elles se retourneraient pas en prison. Murphy Morobe, Vusi Khamyile et Mohammed Vaili Mooka s'étaient échappés de l'hôpital général de Johannesburg, où ils recevaient des soins de physiothérapie (le Monde du 15 septembre).

Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, et le porte-parole de la police ont donné leur assurance que les trois hommes ne seraient pas à nouveau appréhendés s'ils quittaient le consulat. Selon le

ministère des affaires étrangères, un accord aurait été conclu en ce sens entre les gouvernements américain et sud-africain. Les autorités ont même affirmé que leur libération était en cours d'examen au moment de leur éviction.

Les trois militants anti-apartheid ont refusé l'offre de liberté des autorités sud-africaines. Dans un communiqué rendu public par leurs avocats, ils déclarent que leur geste est un « appel à tous les Sud-Africains et à la communauté internationale pour qu'ils ne permettent pas que l'on oublie le sort des prisonniers politiques ». Pour deux d'entre eux, les militants étaient détenus sans inculpation depuis quatorze mois, et pour Vusi Khamyile, depuis vingt et un mois.

M. B.R.

de « cordialité », selon Pretoria, puis Jean-Paul II traversa 550 kilomètres de terre sud-africaine. Le pape et son entourage dans une limousine du « gouvernement de l'apartheid » et toute sa suite religieuse et journalistique installée dans trois luxueux autocars, fournis, protégés, alimentés par le même gouvernement.

Quand il s'agit de faire bonne figure pour l'image et la réputation de leur pays, les Sud-Africains savent être efficaces. En deux heures, tout avait été minutieusement organisé. Personne ne l'a dit, mais il y avait, c'est certain, un petit air de revanche dans l'air, mardi après-midi, à Johannesburg.

Plus tard, le pilote d'Air Zimbabwe (1) vint expliquer que le mauvais temps régnait aussi au Swaziland et au Mozambique. Il a choisi « personnellement » Johannesburg.

« Le pape avait promis de visiter l'Afrique du Sud lors d'un séjour prochain », constate son porte-parole. Eh bien, voilà, le moment est venu. Quant à Jean-Paul II, il a lui-même ce mot : « Voilà qui n'était pas prévu au programme ! » Avant que son avion ne soit détourné vers Johannesburg, il avait envoyé un message radio au président Pieter Botha. « En survolant le territoire sud-africain, je présente mes salutations respectueuses à Votre Excellence et je prie pour la paix et le bien-être de tous les habitants de votre pays ».

Le déjeuner privé du pape et de M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, dans un salon de l'aéroport, fut empreint

de rencontrer deux fois (au Vatican), tous les problèmes de la région. Je lui ai parlé de nos efforts en faveur de la paix et du récent voyage de notre président au Mozambique et au Malawi. Comme d'habitude, le pape a montré une grande connaissance de la géopolitique de cette région », a précisé M. Botha.

Immortalisés par les photographes sud-africains, le poignee de main du pape et d'un dirigeant de Pretoria dans l'aéroport Ian Smuts à Johannesburg a fait le tour du monde. Et les images de ce cortège, un convoi insolite sur une autoroute d'Afrique du Sud, jonchant avec une dizaine de voitures de police, graphes allumés et toutes sirènes hurlantes en direction du Lesotho, ces images-là aussi feront longtemps jauger dans toute l'Afrique.

« Toute l'affaire sent la reconnaissance », nous dira, à Maseru, un diplomate occidental, résumant ainsi l'opinion de ses collègues. Mais, les autorités de Pretoria, qui ont saisi l'occasion qui leur était offerte — ce sont les mêmes policiers sud-africains qui ont encore assuré la sécurité du cortège papal jusqu'à 30 kilomètres à l'intérieur des frontières du Lesotho — commanderaient-elles aussi aux éléments ?

PATRICE CLAUDE.

(1) Bien que les vols au départ de Rome aient toujours lieu sur Alitalia, une fois sur place, le pape a l'habitude d'utiliser les lignes locales pour se déplacer d'escale en escale.

Le rite zaïrois autorisé par le Vatican

Les partisans de l'inculturation des rites liturgiques en Afrique viennent de gagner à Rome une vieille bataille : celle du rite liturgique zaïrois. « On a christianisé l'Afrique. Il faut maintenant africaniser le christianisme », a coutume de dire le cardinal Melula, archevêque de Kinshasa. La Curie romaine vient seulement de reconnaître, par un décret de la Congrégation du culte divin publié le mercredi 14 septembre, des pratiques liturgiques en vigueur depuis le début des années 60-70 dans l'ouest et le nord du Zaïre.

Les prêtres et les fidèles se voient officiellement autorisés à danser pendant la messe, à

accompagner le prêtre, dit le tacte du Vatican, « de mouvements du corps selon les rythmes traditionnels du peuple ». Le tam-tam et le pong vont pouvoir remplacer l'harmonium et les clochettes. Dans le litane des saints, les fidèles pourront invoquer leurs « ancêtres au cœur droit ».

D'autres innovations — comme la lance d'apparat au pied de la croix — n'ont pas été retenues. On ne touche pas non plus, bien sûr, au pain et au vin, contrairement à ce souhait de ceux qui veulent introduire d'autres substances — le miel, par exemple — dans le sacrifice eucharistique.

Les catholiques majoritaires au Lesotho

Superficie : 30 344 km², enclavés dans l'Afrique du Sud. Population : 1 560 000 habitants. Capitale : Maseru.

Situation religieuse : la population est très majoritairement chrétienne (90 %). Les premiers missionnaires étaient des presbytériens, établis dès 1822. Les protestants représentent 30 % de la population chrétienne, dépassés par les catholiques arrivés plus tard (43 % environ, soit 653 000).

Le clergé est surtout composé de missionnaires OMI (Oblats de Marie Immaculée), y compris l'évêque du seul diocèse de Maseru. C'est l'un d'eux, le Père Joseph Gérard, né en 1931 près de Nancy et mort en 1914 au Basutoland que le pape doit béatifier au cours de sa visite au Lesotho.

P.C.

MAURITANIE : condamnations au procès des « basistes ». — La Cour spéciale de justice de Nouakchott a prononcé, mercredi 14 septembre, trois peines d'emprisonnement ferme — six à cinq ans, cinq à quatre ans, une à trois ans et une à deux ans — contre des opposants accusés de participation à une entreprise de démolition de l'armée, enlèvement de soldats pour le compte d'une puissance étrangère non identifiée et non-dénégation d'activités subversives. Au nombre des condamnés figurent les ex-capitaines de la garde nationale, Moutar Ould Selek, Mohamed Mahmoud Ould El Hadj, Mohamed Hafed Ould Mohamed Lemine et l'ex-secrétaire Mohamed Said Ould Houssein, l'avocat Mohamed Ould Badah, le professeur Mohamed Ould Ahmad et le journaliste Braedjeil, ancien ministre de l'information.

La cour a prononcé trois acquittements. Les accusés étaient réputés appartenir à un mouvement basiste pro-iranien, hitlerite. Dix avocats ont assuré leur défense, en présence de deux observateurs de la Commission internationale des juristes et d'Amnesty International. — (Reuters.)

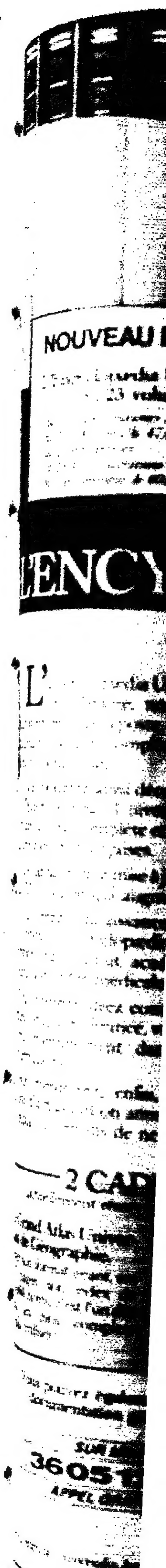
LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE



NOUVEAU EN 1988

L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes

- * 23 grands volumes 21 x 30 cm
- * 28.100 pages * 47.000 entrées
- * 21.800 articles
- * 26.400 illustrations
- * Bibliographie de 80.000 ouvrages

Découvrez GRATUITEMENT L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS.

L'Encyclopædia Universalis n'étant pas vendue en librairie, nous aimerions vous envoyer gratuitement, par la poste, une brochure de 32 pages en couleurs, claire et complète. Et cela sans aucun engagement pour vous.

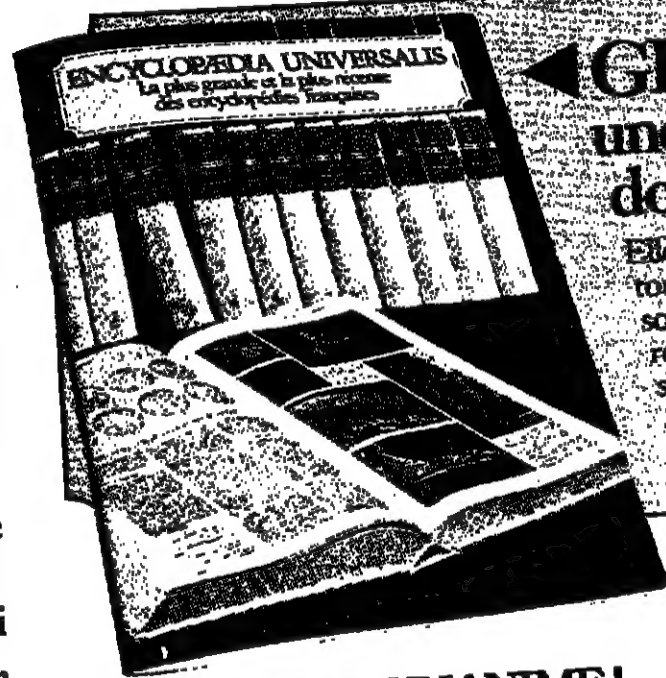
Vous pourrez ainsi découvrir la nouvelle collection de L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes - la plus grande, la plus complète et la plus actuelle des grandes encyclopédies françaises.

En plus de sa récente mise à jour, en effet, elle s'est enrichie d'un 23^e volume qui augmente encore sa nouveauté.

Vous ferez connaissance avec les 4.000 savants qui ont conçu L'Encyclopædia Universalis : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, historiens, chercheurs, sommités médicales...

Vous comprendrez comment sa structure en trois parties, unique en France, vous permet de choisir votre propre cheminement dans cette masse immense d'informations.

Vous mesurerez, enfin, tout l'intérêt du service exclusif d'actualisation annuelle, qui permet à L'Encyclopædia Universalis de ne jamais vieillir.



GRATUIT, une passionnante documentation.

Elle vous indiquera également tous les avantages qui vous sont réservés. Vous découvrirez notamment tout un ensemble de plans de crédit, du 3 mois de crédit gratuit jusqu'au paiement en 36 mois.

LA PRESSE UNANIME!

"La plus prestigieuse des encyclopédies françaises, la plus intellectuelle, la plus récente." **Le Monde**

"A coup sûr, l'entreprise actuelle la plus passionnante dans le domaine des ouvrages de référence." **Lire**

"L'Encyclopædia Universalis, sans rien nier de l'humanisme qui est le sien depuis l'origine, a joué - et gagné - le pari du futur." **LE FIGARO**

Renvoyez ce Bon dès aujourd'hui. ▼

2 CADEAUX

actuellement réservés aux souscripteurs

Le Grand Atlas Universalis de Géographie

Avec son format géant, ses 432 pages, son index de 140.000 points, c'est l'un des atlas les plus complets jamais réalisés!

Le Grand Atlas Universalis de l'Histoire Mondiale

Réalisé par 150 historiens, toute l'histoire du monde "en mouvement" à travers 600 cartes inédites!

Vous pouvez également demander votre documentation gratuite par Minitel.



CFL-Encyclopædia Universalis, 4 rue Galilée, 75782 PARIS Cedex 16.

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à renvoyer dès aujourd'hui sous enveloppe non affranchie à CFL-Encyclopædia Universalis, Libre-Réponse 19 75, 75789 PARIS CEDEX 16.

Veuillez m'envoyer gratuitement, par la poste, votre documentation complète sur la nouvelle collection de L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes. Indiquez-moi également les avantages réservés aux souscripteurs. Il est entendu que cela ne crée pour moi aucune forme d'engagement.

M. _____ Prénom _____
 Mme _____
 Mlle _____
 N° _____ Rue _____
 Code postal _____ Localité _____

كنا من الأصل

Europe

POLOGNE : nouvelle rencontre Walesa-Kiszczak Solidarité tente d'arracher des assurances sur sa législation

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Deux semaines après sa première rencontre avec le ministre de l'Intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, M. Lech Walesa a repris le chemin de Varsovie mercredi 14 septembre pour un second rendez-vous avec le pouvoir.

Le président de Solidarité, qui détecte l'aviation, est donc arrivé mardi dans la soirée en voiture, conduit par le secrétaire de l'évêque de Gdansk. Il a aussitôt retrouvé au siège de l'épiscopat l'un de ses plus proches conseillers, M. Tadeusz Mazowiecki, et son fidèle assistant, le Père Janowski, arrivé de Gdansk la veille.

Cette nouvelle rencontre avec le général Kiszczak, membre du bureau politique, qui passe pour un interlocuteur extrêmement rusé, devait se tenir jeudi en fin de matinée suivant les mêmes modalités que celles du 31 août : dans une villa isolée appartenant au gouvernement, à quelque 300 mètres de la résidence du général Jaruzelski dans le quartier de Makotow, avec la participation de M. Stanislaw Ciosek, membre suppléant du bureau politique depuis juin dernier, et de l'évêque Jerzy Dabrowski dans le rôle d'observateur.

Mais si l'objet de la première rencontre était très clair puisqu'il s'agissait pour le pouvoir d'obtenir de M. Walesa l'arrêt des grèves lancées quinze jours plus tôt, celui de ce second face-à-face est beaucoup moins évident. Chaque côté veut entraîner l'autre dans une négociation qu'il perçoit différemment : pour l'opposition, le temps est maintenant venu de négocier le retour de Solidarité à une existence légale ; pour le pouvoir, l'objectif est de parvenir à créer une structure d'« entente nationale » dans laquelle on discuterait des possibilités de « réformes politiques, économiques et sociales » et éventuellement de « enrichissement du modèle syndical polonais ». Formule ingénieuse en vigueur depuis quelque temps dans la terminologie officielle mais qui, aux yeux de plus d'un responsable de Solidarité, vise essentiellement à « noyer le poisson ».

Prudents, car ces grands médians demeurent parmi les militants de Solidarité, les dirigeants du syndicat interdié espèrent donc obtenir de cette nouvelle rencontre une décision sur une réunion élargie vendredi à quelque vingt personnes, au cours de laquelle Solidarité tenterait d'arracher au pouvoir des « assurances » sur sa législation.

« La porte est légèrement entrouverte », assurait, mercredi, M. Mazowiecki, intellectuel catholique qui est au cœur de tous ces contacts, comme il l'a été en août 1980. Le pouvoir a donné ces derniers jours, en particulier à travers la presse, certains signes d'ouverture, et M. Mazowiecki lui-même, si longtemps traité d'extrémiste au haut lieu de l'hebdomadaire officiel Polityka : « Il ne faut plus seulement discuter du problème fondamental de la législation de Solidarité », écrit-il, mais aussi le résoudre. Le temps où l'on cherchait à ignorer ce problème est dépassé. Mais le communiqué sur la réunion hebdomadaire du bureau politique publié mercredi soir est infiniment moins positif. Après une critique des récentes prises de position de Solidarité, le bureau politique estime qu'« un accord sur les changements dans la vie politique, sociale et économique » est « le plus important ». Il a été constaté, poursuit ce communiqué, que tous les groupes représentatifs des différentes opinions et des différentes aspirations peuvent trouver leur place dans un seul syndicat au sein de chaque entreprise. Voilà pour le pluralisme dont un responsable de cellule du PC polonais, interrogé mercredi par l'agence PAP, donnait cette semaine dernière l'assurance : « Le pluralisme est au sein d'un syndicat unique dans l'entreprise ».

SYLVE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE Les indépendantistes écossais jouent l'Europe contre M^{me} Thatcher

INVERNESS
de notre envoyé spécial

« Engagez les écossais ! Exigez la souveraineté, rien de moins ! » Ce ne sont pas des roses, mais ces mauvaises herbes qui sont fièrement dessinées sur le badge arboré par de nombreux militants. Le congrès du Parti nationaliste écossais (SNP) s'est ouvert, mercredi 14 septembre, à Inverness, en présence de sept cents délégués, sur cette note un peu détonnante : l'idée est que l'indépendance, objectif inchangé de cette formation vieille de cinquante ans, sera peut-être un processus douloureux, mais que l'indépendance écossaise ne doit pas reculer devant l'épreuve.

Les nationalistes écossais sont moins folkloriques qu'ils n'en ont l'air. En raison de l'effondrement des conservateurs, ils sont devenus, après les travaillistes, la deuxième formation politique d'Écosse. L'attention s'est portée à nouveau sur eux lorsque ils ont obtenu 21,2 % des voix lors des élections locales de mai dernier. Ils avaient quasiment doublé leur score par rapport au précédent scrutin, qui avait eu lieu en 1984.

Les nationalistes se sont réunis après le double traumatisme qu'ont été pour eux en 1979 l'échec du référendum sur la Dévolution et l'arrivée de M^{me} Thatcher au pouvoir. La Dévolution prévoyait une large autonomie au sein de la Grande-Bretagne, fondée sur l'élection d'un Parlement écossais pour la première fois depuis le traité d'Union de 1707 avec l'Angleterre et l'Écosse (1). Elle figure toujours au programme du Parti travailliste, mais elle ne suscite plus l'intérêt du SNP, qui réclame l'indépendance totale, de façon pacifique, par l'obtention d'une majorité de sièges aux élections législatives.

Les nationalistes sont encore très loin du compte puisqu'ils n'ont que trois parlementaires à Westminster sur les soixante-douze qu'envoie l'Écosse. La règle du scrutin minoritaire majoritaire à un tour joue contre eux. Mais ils peuvent se flatter d'une remontée de leurs thèses dans l'opinion. Selon un sondage effectué en avril pour le compte du quotidien The Scotsman, 35 % des électeurs écossais sont favorables à l'indépendance (contre 29 % un an auparavant), 42 % souhaitent l'autonomie dans le cadre du Royaume-Uni (contre 41 %), 20 % sont satisfaits du statu quo (contre 25 %).

« Pensez-vous que je ne serais lancé dans cette aventure si je ne pensais pas avoir une chance de réussir avant l'âge de la retraite ? », nous explique Alistair Salmond, leader adjoint du parti, âgé d'une carrière d'économiste à la Banque d'Écosse pour se consacrer à la cause indépendantiste. M. Salmond a gardé le costume et les manières de sa profession d'origine. Le leader du SNP, M. Gordon Wilson, est juriste. M. Salmond est avocat, enseignant, médecin. Quelques-uns portent le kilt, mais très rares sont ceux capables de s'exprimer en gaélique, une langue qui n'est plus parlée que dans quelques régions reculées.

Comme le Danemark en Finlande

« L'Écosse est une des nations les plus anciennes d'Europe et elle est économiquement et politiquement viable », dit M. Salmond. Nous avons le pétrole et le gaz de la mer du Nord. Nous avons déjà une administration autonome. En plus, avec le Scottish Office, notre entité en non dépendance, nous sommes en mesure de nous défendre. Les étrangers, y compris les Anglais, vivent en Écosse, seraient les bienvenus. Avec cinq millions d'habitants, pourquoi ne pourrions-nous pas être indépendants, comme la Suisse, l'Autriche, le Danemark ou l'Irlande ?

L'Europe est une façon d'échapper au reproche de ségrégation. Dans la salle de théâtre où se tient le congrès, sur les bords de la rivière Ness, par où s'écoule vers la mer le trop-plein du Loch Ness voisin, une banderole proclame en anglais et en gaélique : « L'avenir de l'Écosse : l'indépendance au sein de l'Europe ».

Le SNP avait, en 1984, lors des dernières élections européennes, pris publiquement position contre l'Europe supranationale. Mais la situation a évolué depuis que le Fonds européen d'aide régionale a exoré ses bienfaits, et surtout en raison de l'hostilité de M^{me} Thatcher à la construction européenne.

Les nationalistes jouent désormais Bruxelles-contre la « Dame de fer », qu'ils accusent de remettre en cause le particularisme écossais. Ses projets de centraliser le système d'éducation ou l'insécurité d'un programme scolaire unique sont très mal reçus. Il y a également la querelle du nouvel impôt local identique pour chaque habitant que les nationalistes appellent à boycotter.

Mais ce qu'ils reprochent le plus à M^{me} Thatcher est en fait sa condescendance. Ils ont le sentiment que la main pétrolière de la mer du Nord a servi à lancer le boom économique du sud de l'Angleterre sans véritablement créer d'emplois qualifiés chez eux. Le gouvernement conservateur met en avant l'ampleur des allocations de chômage et des aides sociales distribuées en Écosse. A cette situation humiliante d'assistés, ils préféreraient un véritable développement industriel, à l'image de celui qui a construit l'Écosse à la fin du dix-neuvième siècle lorsque les chantiers navals de Glasgow exportaient dans le monde entier jusqu'en Inde et en Chine.

DOMINIQUE D'HOBBES.

(1) Les Écossais avaient voté à 52 % en faveur de la dévolution, mais les « oui » ne représentaient que 33 % des électeurs inscrits, alors que la barre avait été fixée par Londres à 40 %.

Amériques

HAÏTI : après le massacre de dimanche Des bandes armées continuent de sévir dans la capitale

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Comme aux pires moments de la dictature duvalériste, la terreur s'est abattue sur Haïti après le massacre perpétré dimanche dernier, dans l'église Saint-Jean Bosco. Des bandes armées ont continué de sévir dans la capitale au début de la semaine sans être inquiétées par les autorités : une autre église, l'Immaculée-Conception, dans le bidonville de Cité-Soleil, a été saccagée ; deux stations de radio, Radio Soleil (la station de l'Église catholique) et Radio-Cacique, ont été attaquées, ainsi que les sièges de deux partis d'opposition.

L'objectif des instigateurs de cette nouvelle vague de violence ne fait guère de doute, il s'agit de terroriser la population et d'empêcher l'opposition démocratique de se manifester. Dimanche dernier, les partis regroupés au sein du Comité d'entente démocratique (ICD) avaient appelé la population à manifester en faveur de la Constitution libérale de 1987 en portant des vêtements blancs. « L'opération de Saint-Jean-Bosco a permis au pouvoir de faire d'une pierre deux coups : frapper le Père Aristide, l'opposant le plus acharné du régime, et empêcher le mouvement démocratique de reprendre son souffle », explique un sociologue haïtien qui préfère garder l'anonymat « pour des raisons de sécurité ».

Selon un diplomate, le Père Aristide et le dirigeant paysan Jean-Baptiste Chavannes, qui assistait à la messe, n'ont eu la vie sauve que

grâce à l'intervention d'un petit groupe d'officiers qui a pu les soustraire à la bordée déchaînée et les remettre au nonce apostolique. Le Père Aristide est désormais « en lieu sûr » sous la protection de l'Église.

Alors que la conférence épiscopale n'a toujours pas réagi officiellement, deux évêques ont vivement condamné la tuerie de dimanche. Mgr Joseph Lafontant, l'évêque auxiliaire de Port-au-Prince, a exigé que « justice soit faite pour toutes les victimes » et qualifié le massacre de « gifte au peuple » haïtien. Pour sa part, Mgr Willy Romelus, l'évêque de Jérémie (sud du pays) a appelé la population « à se délivrer des assassins ».

« Tous ensemble nous devons livrer bataille par la prière et la non-violence jusqu'à la victoire », a déclaré l'évêque de Jérémie, qui avait joué un rôle moteur dans les mobilisations populaires contre le gouvernement provisoire du général Namphy durant l'été 1987. Le gouvernement militaire a quant à lui, exprimé mercredi « sa profonde indignation » et a annoncé que les auteurs de la tragédie de Saint-Jean-Bosco seraient poursuivis.

Aucun d'entre eux n'a pourtant encore été arrêté. Alors que divers témoins affirment avoir reconnu des employés municipaux parmi les assaillants, le maire de Port-au-Prince, M. Franck Romain, un duvalériste notoire, a affirmé à la radio que le Père Aristide, « qui a toujours prôné la violence, a récolté ce qu'il avait semé ».

JEAN-MICHEL CAROTT.

ÉTATS-UNIS : à New-York La chute d'un bastion du racisme ordinaire

NEW-YORK
de notre correspondant

Ruinés, divisés, profondément bouleversés, la ville de New York, une banlieue-dortoir de deux cent mille habitants, dans le voisinage immédiat de New-York, sur les rives de l'Hudson, s'est finalement inclinée, samedi 10 septembre, devant la loi, après l'avoir froidement décliné pendant quarante ans, mais surtout depuis quelques mois. Le conseil municipal a voté, lors d'une séance spectaculaire, le permis de construire d'un ensemble de HLM sur un terrain inclus dans ce que les habitants de la ville considéraient comme une « zone blanche ».

Tout avait commencé par un don. L'Église catholique, propriétaire du terrain en question, l'avait décliné à la ville à condition que celle-ci y construise des logements à bon marché. L'État fédéral devait fournir le reste de l'investissement, conjointement avec la ville.

« Qui dit HLM dit population noire » s'est exclamé, publiquement, l'un des conseillers municipaux lors d'une protestation organisée, au printemps dernier, devant le Congrès de Washington. « Qui dit population noire dit drogues, violence, criminalité », a précisé une brave dame toute blonde, qui croyait dur comme fer que son jérôme serait « envahi par des dealers de cocaïne » dès l'achèvement du premier immeuble et que sa fille de seize ans ne pourra plus sortir pour se rendre au lycée.

Nantis d'un tel soutien « populaire » et arguant de « principes de sécurité », quatre des sept conseillers municipaux se sont fermement opposés, le 1^{er} août dernier, à la déviance du permis de construire, mettant ainsi la ville en contradiction flagrante avec la loi fédérale sur la déségrégation.

Dès le lendemain, le juge fédéral de New-York a sévi avec ferocité, infligeant une amende de 3 100 F par jour aux conseillers récalcitrants et de 500 F à la municipalité, président que cette dernière amende allait doubler chaque jour. A ce rythme, le montant de l'amende aurait été supérieur au budget annuel de la ville (2 milliards de francs français) en l'espace de vingt-deux jours. Le 9 août, alors que le conseil venait de refuser, une fois de plus, le permis de construire, l'État de New-York a imposé à New York la tutelle d'un comité d'urgence prévu par la Constitution.

Assurant le paiement des amendes, le comité d'urgence taillé à tour de bras dans les activités municipales, licenciant des dizaines de fonctionnaires. Vendredi dernier, alors que le montant de l'amende atteignait, pour ce seul jour, 6 millions de francs, le maire annonça que, à moins d'un vote positif lors d'une réunion convoquée pour le lendemain, tous les fonctionnaires de la ville seraient licenciés immédiatement.

Devant une telle perspective, les quatre croisés de la race supérieure ont fini par rendre les armes. Alors que la salle, remplie de militants venus des quatre coins du pays, scandait des slogans antiracistes, les sept conseillers municipaux, tous des Blancs, ont levé le bras droit, déclarant ainsi le permis de construire. Alors qu'assistait une tristesse impudique, mêlée de colère, se lisaient sur les visages des habitants des quartiers sud de New York, dans le sud, ce fut la fête d'une victoire longtemps attendue.

La tradition du ghetto

En effet, pour les quarante mille non-blancs (Noirs, Hispaniques, Asiatiques) de New York, le local identique pour chaque habitant que les nationalistes appellent à boycotter.

« Malgré Lincoln et malgré Kennedy, j'ai vu passer toute ma vie à lutter pour le plus simple des droits », constate un vieux non-blanc venu devant la mairie de New York crier « Liberté ! »

CHARLES LESCAUT.

MEXIQUE : 200 000 personnes dans les rues

L'opposition exige la démission du nouveau président

(Suite de la première page.)

L'opposition estime, en revanche, qu'on lui a volé la victoire à l'élection présidentielle en déplaçant, par toutes sortes de procédés frauduleux, 4 millions de voix en faveur de M. Salinas qui a obtenu officiellement 50,7 % des voix (31,5 % pour M. Cardenas et 17 % pour M. Emmanuel Clouthier, le candidat de la principale formation de droite, le Parti d'action nationale).

M. Cardenas a été plus particulièrement applaudi quand il s'est prononcé en faveur de la poursuite de la lutte pour « imposer la volonté populaire », c'est-à-dire la destitution de M. Salinas. « La bataille sera longue », ajoute M. Cardenas. La foule répond en scandant : « Maintenant ! Maintenant ! » « Si on nous impose Salinas il y aura la révolution ! »

Poursuivant son discours sur le ton monocorde qui le rend si différent des hommes politiques traditionnels, le fils du général Lazaro Cardenas - président de 1934 à 1940 et responsable de la nationalisation du pétrole - met en garde la foule contre les « provocations ». « Le pouvoir, dit-il, souhaiterait que nous appelions à la confrontation violente pour déclencher une répression dévastatrice et provoquer un bain de sang ».

Pour l'instant les autorités jouent plutôt la carte de la tolérance en laissant l'opposition de gauche et de droite occuper la rue sans restrictions. Simultanément, M. Salinas poursuit ses activités de président élu, recevant les corps constitués et les différents groupes économiques comme si de rien n'était. Du moins en apparence car, et c'est

pour le moins étonnant de la part de cet homme qui aimait tant les bains de foule au cours de la campagne électorale, M. Salinas n'a pas participé à une seule manifestation populaire depuis le 6 juillet.

La stratégie de M. Salinas s'inscrit dans la durée : il espère que d'ici au 1^{er} décembre, date de sa prise de fonctions, il aura réussi à convaincre les Mexicains que les choses vont changer avec lui. Il veut, dit-il, mettre fin à « l'exercice arbitraire et capricieux du pouvoir ». Il dit souhaiter la « concertation et le dialogue » plutôt que la confrontation avec l'opposition. Les mesures qu'il propose vont dans ce sens : réduire le poids de la dette extérieure pour relancer l'économie, réformer la loi électorale pour faire avancer la démocratie, mettre sur pied des

« programmes » efficaces de lutte contre la pauvreté, etc.

Cette volonté de rester au-dessus de la mêlée et sa disponibilité pour le dialogue ont, semble-t-il, déjà produit quelques résultats : la droite et certains commentateurs ont perdu de leur agressivité à l'égard de M. Salinas au cours des derniers jours. Seule la gauche conserve sa combativité, mais, malgré les appels à l'unité de M. Cardenas, elle reste très divisée. Le PRI, qui affirme représenter la véritable gauche mexicaine, n'a pas dit son dernier mot et continue de contrôler la plupart des syndicats. Les partisans de M. Cardenas vont peut-être être en besogne quand ils jouent avec le sigle du parti, affiché sur un dinosaure en papier mâché sur la place de la Constitution.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ÉTATS-UNIS : prise d'otages dans un centre de recrutement militaire. — Un homme d'origine libanaise a tenu onze personnes en otage pendant cinq heures, mercredi 14 septembre, dans un centre de recrutement militaire de Richmond, en Virginie, en exigeant la lecture, sur les ondes d'une radio locale, d'une déclaration en faveur de la paix au Liban. L'homme, armé d'un pistolet mitrailleur, s'est rendu sans que la radio ait diffusé son message. — (Reuter.)

RDA : M. Honecker suggère une rencontre des ministres de la défense de la RFA et de la RDA. — Le chef de l'Etat et du parti socialiste unifié (SED) est-allemand, M. Erich Honecker, a déclaré mercredi soir 14 septembre à Berlin-Est qu'il souhaitait que les ministres de la défense des deux Etats allemands se rencontrent. Déjà avancée en août dernier par le ministre est-allemand de la défense, M. Heinz Kessler, cette proposition avait suscité une réponse très prudente de la part des autorités ouest-allemandes. — (AFP.)

DÈS JANVIER USA ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie au Pérou, soit pour améliorer votre anglais, soit pour commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Coûté : hébergement, repas, un semestre à partir de 5.400 \$. Doc. contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
USA-France-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 82200 Neuilly, 47-22-94-94

TAPIS PERSANS FAITS MAIN
exceptionnellement soldés à **30% 50%** et à **MAISON DE L'IRAN**
65, Champs-Élysées (8^e)

exemples :
GRAND sole 160 x 200 40.000 F - 20.000 F
MAGN sole et robe 120 x 115 30.000 F - 15.000 F
RAMENAN robe 205 x 125 20.000 F - 10.000 F
CROISE robe 300 x 200 24.000 F - 12.000 F

Le char

Si vos n'aboutis Ou ap

Europe

RFA : rentrée morose pour la coalition au pouvoir à Bonn

Le chancelier Kohl à la recherche d'un second souffle

BONN de notre correspondant

La rentrée politique s'est effectuée dans une ambiance plus que morose pour le chancelier Helmut Kohl et son gouvernement de coalition chrétien-démocrate-libéral. Les sondages de l'été étaient catastrophiques : pour la première fois depuis leur arrivée au pouvoir en 1982, les partis de la coalition sont dépassés par l'opposition dans la faveur du public. Si le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher (libéral), caracolait toujours en tête de la liste des hommes politiques les plus populaires, les principaux leaders chrétiens-démocrates sont largement dépassés par les personnalités de l'opposition, en particulier par les représentants de la nouvelle génération social-démocrate, comme M. Oskar Lafontaine et Björn Engholm.

Les causes de cette désaffection de l'opinion sont multiples : la CDU a subi, à l'automne dernier, le contrecoup du « scandale Barschel », qui a abouti au mois de mai à la conquête du Land de Schleswig-Holstein par une majorité absolue SPD. Les malchances dans la mise en œuvre de la réforme fiscale — l'exemple le plus frappant a été l'exemption des taxes sur le carburant pour l'aviation privée — ont suscité le mécontentement jusque dans les rangs des militants chrétiens-démocrates, y provoquant une vague de démissions. Les incartades des « barons » chrétiens-démocrates dirigeant les Länder, MM. Franz-Josef Strauss à Munich, Lothar Späth à Stuttgart et Ernst Albrecht à Hanovre, qui assuraient leur popularité dans leur fief en prenant leurs distances vis-à-vis de Bonn, ont contribué à saper l'autorité du chancelier. Inversement, l'opposition social-démocrate a retrouvé de la vigueur et du mordant, en surmontant les déchirements internes qui avaient marqué la dernière période du gouvernement du chancelier Helmut Schmidt.

Et pourtant, le chancelier semble confiant et remonte ses man-

ches pour préparer les élections de 1990. « A partir de Pâques 1989, nous serons en campagne électorale permanente », estime-t-on dans l'entourage du chancelier. Anparavant seules auront lieu les élections au Sénat de Berlin-Ouest, où la facile victoire de la CDU et du bourgmestre sortant, M. Eberhard Diepgen, ne fait guère de doute face à un SPD berlinois qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut jadis. Mais dès le printemps, les choses commenceront : élections européennes en juin, élections municipales en Hesse et en Rhénanie-Palatinat. La consultation-phare se déroulera en mars, à Francfort, où le SPD tentera de reconquérir la mairie. S'il y parvenait, on pourrait voir se reconstituer une alliance social-démocrate d'un côté, M. Volker Hauff, et... Daniel Cohn-Bendit de l'autre, placé par les Verts de Francfort en position d'être élu.

Chômage incompressible

Au début de 1990, les parlements régionaux de trois Länder seront à renouveler : ceux de Rhénanie du Nord-Westphalie, où le ministre du travail, M. Norbert Blum, tentera de déloger le vice-président du SPD, M. Johannes Rau ; la Sarre, où M. Oskar Lafontaine, l'enfant terrible de la social-démocratie allemande, s'opposera à M. Klaus Töpfer, ministre CDU de l'environnement ; et la Basse-Saxe, où le ministre-président sortant, M. Ernst Albrecht, actuellement ébranlé par un scandale sur l'attribution de licences d'exploitation de casinos, aura bien du mal à conserver son unique voix de majorité face à son challenger SPD, M. Gerhard Schröder.

Les stratégies du chancelier et l'équipe dirigeante de la CDU réunis autour du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, ont mis au point une tactique qui devrait, selon eux, leur permettre d'aborder ces échéances en bonne posture : « Nous allons mener le travail législatif sur les pro-



chaines réformes au pas de charge, nous affirmerons un proche du chancelier. La réforme du système de santé et la réforme postale devraient être adoptées d'ici au mois de mars. Après, Helmut Kohl passera son temps à vanter les mérites de son action à la tête du gouvernement. Le pari du chancelier est simple : les réformes, on l'a bien vu pour la réforme fiscale, sont pénibles à avaler, suscitent la levée de boucliers de divers lobbies attachés à leurs privilèges mais, une fois que les premiers effets de la médecine réformatrice se font sentir, le moral revient, suivi de la confiance des électeurs...

Le gouvernement ne compte pas trop sur une baisse spectaculaire du chômage pour assurer son succès lors des prochaines consultations : selon ses experts, les efforts conjugués de la croissance (3% prévus pour 1988) et de la baisse de la population active ne feront sentir qu'en 1991. L'arrivée massive des réfugiés d'origine allemande des pays de l'Est, dont l'accueil a été promu au rang de

« devoir national » par le chancelier, ne devrait pas modifier notablement le physionomie des prochains scrutins : si l'on estime que les quelque trois cent cinquante mille nouveaux électeurs (0,8% du corps électoral) revenus d'URSS, de Pologne et de Roumanie voteront en majorité pour les chrétiens-démocrates, on n'oublie pas qu'ils passeront, avant d'être complètement intégrés, sur les chiffres du chômage, empêchant celui-ci de descendre au-dessous de la barre symbolique des deux millions.

Le chancelier entend également utiliser un autre atout pour regagner la faveur de ses concitoyens : ses succès dans le domaine de la politique extérieure. Il est bien décidé à ne pas laisser à son seul ministre des affaires étrangères les fruits de la détente, dont les résultats sont hautement appréciés par l'opinion ouest-allemande : amélioration des relations quotidiennes avec la RDA, retrait de fusées de l'OTAN du territoire de la Répu-

blique fédérale. Si jusqu'à présent le chancelier apparaissait comme le meneur de jeu de la politique européenne du gouvernement — on l'a bien vu lors du sommet de Hanovre au mois de juin dernier — et des relations franco-allemandes en raison de ses rapports privilégiés avec François Mitterrand, les succès de la diplomatie de la RFA dans les rapports Est-Ouest étaient plutôt mis au crédit de M. Hans Dietrich Genscher.

M. Helmut Kohl compte beaucoup sur son prochain voyage à Moscou, le 24 octobre prochain, pour remettre les montres à l'heure dans ce domaine. L'accueil que lui réservera M. Gorbatchev devrait effacer complètement le souvenir de la « gaffe » de 1986, où l'on avait vu le chancelier comparer, dans un entretien avec le magazine Newsweek, le numéro un soviétique au propagandiste de Hitler, Josef Goebbels. M. Kohl effectuera également au début du mois d'octobre un voyage en Indonésie et en Australie, poursuivant l'affirmation de la vocation ouest-allemande à jouer un rôle dans toutes les parties du monde, comme cela avait été le cas en Afrique l'an passé.

Prochain remaniement

Comme on ne peut pas faire de politique en Allemagne sans faire référence, encore et toujours, au passé, M. Helmut Kohl, historien de formation, interviendra dans ce domaine. Le discours — « très important » selon son entourage — qu'il prononcera le 9 novembre, à la synagogue de Francfort, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal », parviendra-t-il à faire oublier le malentendu créé par la malheureuse formule de la « grâce de la naissance tardive » prononcée lors de son voyage en Israël ? ou sa présence au côté du président Reagan au cimetière militaire de Bitburg, qui avait soulevé, en 1986, une large réprobation ? Le chancelier, en tout cas, semble avoir pris conscience que tout

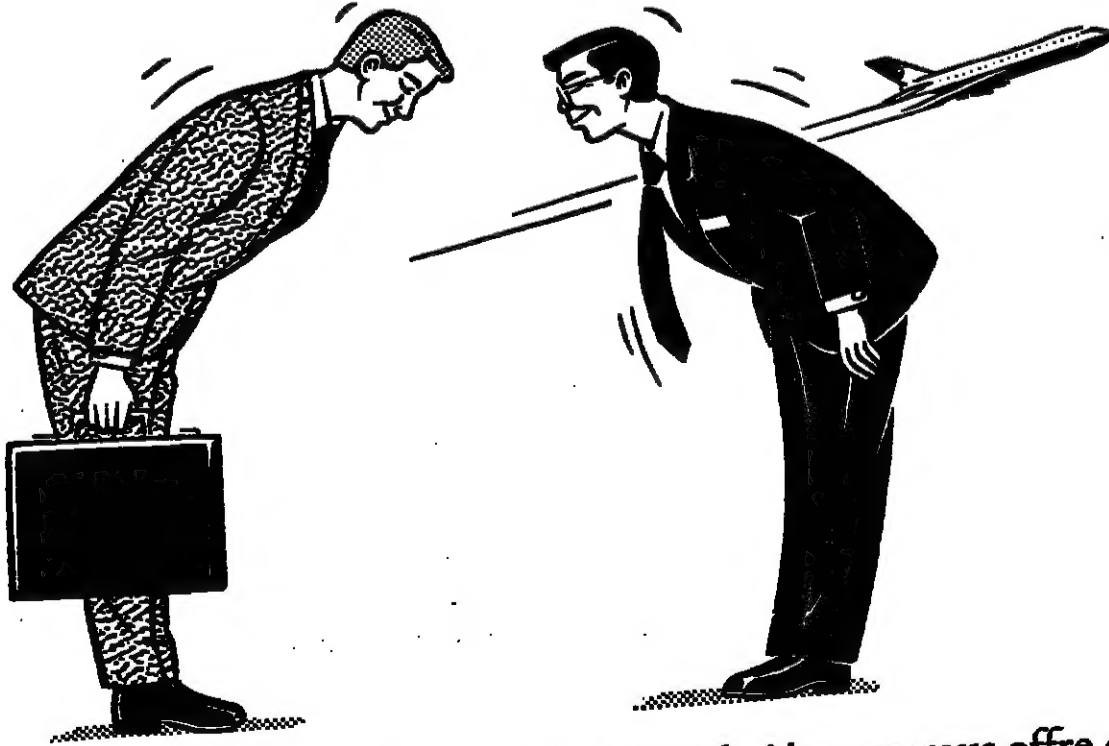
faux pas sur ces questions est lourd de conséquences.

Reste, pour que le dispositif soit complet, à remanier, comme il l'avait laissé entendre en entamant son second mandat, son équipe gouvernementale. Ce remaniement est rendu nécessaire par le départ, à la mi-novembre, du ministre de l'économie, M. Martin Bangemann (libéral). Le chancelier, tenu par les accords de coalition avec ses partenaires du FDP et de la CSU bavaroise, n'est pas entièrement maître de ses choix. La succession de M. Bangemann dépend de l'issue du duel que se livrent pour la présidence du FDP le comte Otto Lambsdorff et M^{me} Ingrid Adam-Schwärzer, secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Si cette dernière l'emportait lors du congrès du parti, le 8 octobre prochain, elle revendiquerait le ministère de l'économie, ne pouvant décemment pas rester sous les ordres de M. Genscher, membre du FDP.

M. Kohl réfléchit actuellement à l'ampleur du remaniement ministériel qui aura lieu, en tout état de cause, avant Noël. Une renégociation de la répartition des postes au sein du cabinet risque de faire réapparaître en public les tensions au sein de la coalition, notamment avec son vieil allié- adversaire bavarois Franz Josef Strauss, qui ont des effets désastreux sur l'opinion. Il manque, pourtant, un élément essentiel à M. Kohl pour achever d'élaborer sa stratégie de maintien au pouvoir en 1990 : le nom de son principal concurrent. Qui, de M. Hans Jochen Vogel ou de M. Oskar Lafontaine, portera les couleurs du SPD en 1990 ? L'intérêt des sociaux-démocrates est de faire durer le suspense le plus longtemps possible, à l'image de ce que fit François Mitterrand pour l'élection présidentielle française. Cette attitude leur permet, de plus, de se donner du temps pour tenter de régler les conflits entre les partisans de M. Lafontaine et les syndicats qui se sont cristallisés au congrès de Münster (Le Monde du 3 septembre).

LUC ROSENZWEIG.

Si vos négociations en Extrême-Orient n'aboutissent pas aujourd'hui, revenez demain. Ou après-demain. Ou le surlendemain.



Vos affaires vous appellent de plus en plus en Asie ? British Airways vous offre 45 vols par semaine à destination de l'Extrême-Orient : Paris - Tokyo* : 12 vols/semaine. Paris - Hong Kong* : 15 vols/semaine. Sur ces vols vous pouvez bénéficier de la classe Club World.

BRITISH AIRWAYS

(* via London Heathrow)

هكذا من الأصل

FRANCE jouent l'Europe
Thatcher

DES JANVIER
STUDIEZ AUX USA

PARIS PERSANS

50

MAISON DE L'IRAN

Politique

La préparation des élections cantonales

La loi du 2 mars 1982 a considérablement renforcé le rôle du département. Six ans après son entrée en application, la décentralisation se soide par un bilan jugé globalement positif par les partenaires. Même si le mandat cantonal recense moins de faveur que celui de maire, les conseillers généraux et surtout les présidents des

assemblées départementales ont commencé une longue marche vers plus d'autonomie (Le Monde du 14 septembre). Les transferts de compétences qui, au début, ont suscité des inquiétudes devant le risque d'un manque de moyens, sont désormais acceptés et assumés, que ce soit dans le domaine du développement économique (Le Monde du 15 septem-

bre) ou dans celui de l'action sanitaire et sociale et de l'éducation. La loi du 22 juillet 1983 a tiré la leçon de l'incapacité de communes trop petites et d'un Etat trop éloigné pour agir dans le domaine social et en matière scolaire. Demain nous évoquerons le rôle des préfets, qui ont transmis, en 1982, leur pouvoir exécutif aux présidents des conseils généraux.

Aide sociale : une maîtrise des dépenses mais pas de véritable réorientation

Héritage majeur de la décentralisation avec les trente-huit mille fonctionnaires des directions départementales d'action sanitaire et sociale (DDASS) passés du service de l'Etat à celui des départements, l'aide sociale avec (43 milliards de francs en 1986, derniers résultats connus) pèse lourd dans les budgets des conseils généraux : un tiers du total et 44 % des dépenses de fonctionnement.

Elle couvre un ensemble très large : subventions aux hospices et maisons de retraite, aux centres

d'aide par le travail (CAT), aux foyers pour l'enfance inadaptée, allocations compensatrices versées aux personnes handicapées (1) ou encore aide médicale à celles qui ne sont pas couvertes par une assurance-maladie obligatoire... Avec en plus depuis 1986 les « compléments locaux de ressources » pour les plus pauvres. Un enjeu de taille si l'on sait que plus de 1 million de salariés du secteur sanitaire et social dépendent des subventions des conseils généraux. On aurait pu craindre que la décentralisation ne

soit l'occasion de laxisme et de débauche. En fait, il n'y a pas eu de dérapage. Les conseils généraux ont « tenu » les dépenses. Celles-ci ont même légèrement diminué en francs constants (de 3,3 % en 1984, de 1,6 % en 1985 et de 1 % en 1986), alors qu'elles avaient augmenté les années précédentes (de 6 % en 1982 et de 4,7 % en 1983). « Le rythme d'évolution a bel et bien été cassé », écrit M. Jean-Claude Jacquet dans un rapport récent au Conseil économique et social sur les conséquences de la décentralisation.

Dont acte. Les conseils généraux ont-ils pour autant mené de véritables politiques d'aide sociale ? C'est moins évident. Certes, on constate d'importantes disparités dans le montant des crédits, indépendamment de la population : de 361 F par habitant en Haute-Savoie à 1 006 F dans le Val-de-Marne en 1986.

Une forte rigidité

A l'intérieur, les parts consacrées aux trois grands blocs - aides à l'enfance et à la mère, aux personnes âgées et enfin aux infirmes et handicapés - qui représentent ensemble plus de 80 % du total, sont encore plus disparates : la première représente de 15 % dans la Loire à 65 % dans le Territoire-de-Belfort. Mais ces disparités préexistaient à la décentralisation, et depuis 1983 il n'y a pas eu de variations significatives ni dans la répartition ni dans

l'enveloppe globale. Certes on a constaté une tendance à un resserrement de l'éventail entre les départements les plus « économisés » et les plus « dépensiers » : les premiers (Haute-Savoie, Ardèche, Aisne) ont augmenté leurs dépenses d'aide sociale de 11 % à 16 %, les seconds (Val-de-Marne, Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Nord) de 5 % au maximum. Mais les conseils généraux ont clairement choisi la continuité.

Rien d'étonnant à cela : l'aide sociale comporte une forte rigidité dans la mesure où une grande partie des dépenses (73 % pour l'aide aux personnes âgées, un tiers pour celles à l'enfance ou aux handicapés) est constituée par le paiement des prix de journée aux différents établissements. Et pour certaines allocations - autre gros morceau - les transferts avaient précédé la décentralisation : par exemple le nombre de handicapés bénéficiaires d'allocations compensatrices, qui avait doublé en 1980 et augmenté de 60 % en 1981, de 22 % en 1982, de 12,7 % encore en 1983.

Mais la répartition des dépenses héritée du passé ne répond pas nécessairement à l'adaptation aux besoins et aux particularités économiques et sociales. S'il y a, inévitablement équilibre entre les diverses formes d'aide, les raisons de la répartition ne sont pas évidentes. Rien de surprenant à ce que la Loire, département rural « vieillissant » consacre plus d'argent que d'autres à l'aide aux personnes âgées, mais ce

n'est pas le cas général ; de même, ce ne sont pas nécessairement les départements « jeunes » qui accordent la priorité à l'aide à l'enfance. Le volume des dépenses se correspond pas non plus à la structure économique ou aux ressources des départements : la Savoie, « économisée », par exemple, a un potentiel fiscal comparable à celui des départements les plus dépensiers de la petite couronne parisienne.

« Qui paie décide »

Les conseils généraux - ou plutôt les présidents qui sont les véritables décideurs - ont examiné avec soin les budgets. Cet examen a été parfois mal ressenti par les gestionnaires d'établissements, en particulier les associations sans but lucratif, qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires et du personnel du secteur social et pouvaient avoir certains droits acquis.

S'il y a eu peu de conventions non renouvelées, peu de coupes sévères, le climat est resté assez serein. Lors du débat au Conseil économique, en juin dernier, le porte-parole des associations a critiqué assez vivement le « pouvoir discrétionnaire et unilatéral » des conseils généraux : « Trop souvent, a-t-il dit, la décentralisation donne l'impression de se réduire à la substitution d'un centralisme à un autre. » Il est vrai que les présidents des conseils généraux se montrent assez fermes sur le principe « Qui paie décide » ; ils ont

notamment obtenu du gouvernement Chirac la suppression dès août 1986 - au bout de six mois seulement - des conseils départementaux du développement social, (consultatifs, auxquels, ils devaient présenter leurs programmes).

Mais, hormis le souci de continuité et de bonne gestion, les conseils ne paraissent pas avoir encore le temps d'établir de véritables politiques. Un signe : quelques-uns seulement ont établi les schémas des équipements sociaux et médico-sociaux prévus par la loi.

Les départements risquent d'être contraints à des choix plus nets s'ils ne veulent pas à l'avenir augmenter leurs dépenses. Les besoins vont sans doute croître. Par suite de décisions prises à l'extérieur, comme l'explication à ses collègues, ou décembre dernier, M. Jean-François Demais (UDF) président du conseil général de Chère : désengagement relatif des caisses de retraite en matière d'aide ménagère, réorientation des CAT qui en exclut certains handicapés « insuffisamment productifs », ou transfert de personnes âgées d'hospices vers des centres médico-sociaux. Mais plus encore par les répercussions de la crise (malgré la création du revenu minimum ou, à plus long terme, de l'allongement de la vie, accroissant le nombre de personnes âgées dépendantes).

GUY HERZLICH.

(1) Allocation versée à celles qui ont besoin ou menace de l'aide d'une tierce personne.

En Meurthe-et-Moselle : enfance et personnes âgées

NANCY de notre correspondant

L'action sociale reste depuis plusieurs années la grande affaire du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Présidée par un médecin, néphrologue de formation, le professeur Claude Huriet, sénateur centriste, l'assemblée départementale va cette année consacrer 589 millions de francs aux affaires sociales, soit 46 % de son budget total. Ce chiffre donne satisfaction à celui qui reste le « M. Santé » de la campagne présidentielle de Raymond Barre, d'autant qu'il fut adopté à l'unanimité moins l'abstention des élus communistes.

La Meurthe-et-Moselle a profité pleinement de la décentralisation pour rapprocher son service départemental des affaires sociales des besoins réels des populations en difficultés. Dix-sept unités territoriales de petite dimension (UAMSD), regroupant en moyenne quarante-cinq mille habitants, couvrent le département pour permettre de mieux cerner ses besoins quotidiens. Cette philosophie développée par la majorité UDF-RPR du département s'est notamment traduite par l'incorporation dans ses responsabilités de deux services sociaux : la Mutuelle sociale agricole et l'Union régionale des sociétés de secours miniers de l'Est.

Un fonds d'action santé

Ce dispositif n'a pas remis en cause l'implantation des services sociaux polyvalents dans les quatre-vingts centres du département où chaque instance sociale a en charge cinq mille habitants.

En ce qui concerne les personnes âgées, cette politique s'est concrétisée par l'instauration d'un plan gérontologique tendant à la création de cinq cent quarante places nouvelles d'hébergement, subventionnées à 40 %, soit pour un montant de travaux de 150 millions de francs. L'assemblée départemen-

tales a favorisé l'implantation d'instances locales gérontologiques et édité le gérontologue (consultable par Minitel), qui donne toutes les informations sur les possibilités d'hébergement des personnes âgées.

En faveur des plus démunis, la politique sociale meurthe-et-mosellane a développé des mesures ne relevant d'aucune obligation législative. Ce fut le cas pour le complément local de ressources, qui accorde aux adultes une allocation représentative d'un minimum vital ainsi qu'une couverture sociale et une aide à l'insertion à charge du conseil général à hauteur de 30 %.

Dans le même esprit, l'assemblée a adopté la création d'un fonds de garantie d'accès au logement, cautionnant auprès des bailleurs les familles en difficulté. Elle a enfin et surtout mis en place une action pilote à l'échelon national destinée à favoriser l'accès aux soins des plus démunis grâce à un fonds d'action santé. La Caisse primaire d'assurance maladie, l'Etat et le mouvement ATD Quart-monde en sont les partenaires directs.

Conscient de l'évolution préoccupante des situations sociales dans un département toujours cruellement touché par la crise économique, le conseil général de Meurthe-et-Moselle vient cette année d'adopter de nouvelles orientations dans le domaine de l'aide à l'enfance. Avec 308 millions de francs, ce poste se taille la part du lion du budget de l'action sociale.

Dans ce domaine, les élus ont tenu à apporter une attention toute particulière à l'hébergement des mineurs en difficulté. Les services sociaux du département tentent de favoriser chaque fois que cela s'avère possible le placement en famille. Dans le même esprit, la Meurthe-et-Moselle a conforté ses orientations dans le domaine de la protection maternelle et infantile, qui se traduisent surtout par la mise en place de centres de planification et d'éducation familiale. - (Intérim.)

Les départements soignent leurs collèges

Depuis le 1^{er} janvier 1986, quatre mille huit cents collèges publics ont été mis à la disposition des départements, qui doivent en assurer la construction, le fonctionnement, l'entretien, l'équipement et l'entretien.

Le cadeau était quelque peu empesonné, car l'Etat souvenait notable des années 60 et 70 exigeait des investissements considérables de réhabilitation, parfois une reconstruction totale. Mais la décentralisation sociale portait en germe une dynamique nouvelle que les départements ont généralement su impulser.

Premiers symboles visuels de ce tournant, des collèges entièrement construits par les conseils généraux ont été inaugurés à la rentrée 1987. Dès les premières années, le transfert des compétences s'est révélé « payant » puisque l'effort financier des départements pour les collèges, à l'instar de celui des régions pour les lycées, est nettement supérieur à celui qui était consenti par l'Etat avant les lois de décentralisation.

En 1987, les dépenses des départements pour les collèges ont ainsi augmenté de 36 %. Des départements comme les Yvelines et le Pas-de-Calais se targuent de construire ou de reconstruire « un collège par an », et nombreux sont ceux qui ont multiplié les efforts de communication (presse, affichage) afin que nul contribuable n'ignore leurs efforts en la matière.

Les conseils généraux, dont les compétences se limitaient traditionnellement aux transports scolaires, ont désormais la capacité d'orienter la politique d'éducation par le biais du schéma prévisionnel des formations établi par les régions, mais sur lequel ils sont consultés, et surtout en décidant de la localisation des collèges à construire ou à rénover - enjeu électoral de taille ! - en attribuant des subventions de fonctionnement parfois à forte connotation pédagogique (ordinateurs, matériels pour l'enseignement de la technologie, etc.) et des bourses d'études. Les élus sont désormais associés aux opérations de carte scolaire - ouverture et fermeture de classes - et sont mieux à même d'adapter le choix des types de formations aux besoins locaux, même si le domaine pédagogique (gestion des professeurs, choix des programmes) leur reste totalement fermé, au grand regret de certains d'entre eux.

Il est même déjà arrivé que les départements aient indirectement sur les orientations du ministre de l'Éducation nationale lui-même. Effrayés par les conséquences qu'aurait eu l'instauration de libre choix total des établissements par les parents d'élèves sur le coût de transports scolaires qu'ils gèrent, et sur le risque d'une désertification de certains collèges, les conseils généraux

avaient incité M. René Monory, alors ministre de l'éducation nationale à défendre une politique de modulation dans ce domaine. Mais les départements n'avaient pas réussi à empêcher de supprimer de nombreux postes d'agents d'entretien, mesure dont une conséquence est la dégradation accélérée de leur patrimoine scolaire.

Les lycées aussi...

Héritiers, comme les régions, de bâtiments dégradés, les départements détiennent cependant deux atouts spécifiques : la baisse démographique dans les lycées (à l'inverse des lycées surchargés) et l'existence de moyens techniques propres pour construire, entretenir et

réparer, alors que les régions ont dû créer de toutes pièces des services pour leurs lycées. Mais les conseils généraux se plaignent des difficultés particulières dans leurs relations avec les services départementaux de l'éducation nationale dirigés par les inspecteurs d'académie, dont les inspecteurs propres viennent pourtant d'être élargis par des mesures de déconcentration destinées à en faire les véritables interlocuteurs des départements.

Les obstacles au dialogue naissent entre l'école et les collectivités locales n'empêchent pas de nombreux élus départementaux de rêver à un nouveau bouleversement du paysage. M. Claude Huriet, sénateur UDF et président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, s'appuie sur l'existence de pesanteur, de gaspillage et de conflit dans le système actuel pour souhaiter que lycées et

collèges soient confiés à une même collectivité : le département.

Une idée voisine est défendue depuis longtemps par M. Olivier Guichard, président RPR du conseil régional des Pays de la Loire qui souhaite que les conseils généraux prennent en charge l'ensemble des équipements scolaires du secondaire tandis que les régions auraient pour mission de planifier l'effort éducatif des mêmes établissements. Les nécessités d'une gestion rationnelle des équipements - les collèges se vidant tandis que les lycées débordent - viennent à l'appui de ce projet. Mais le bouleversement législatif qu'impliquerait une telle redistribution des cartes n'est pas à l'ordre du jour, alors que s'achève à peine l'an III de la décentralisation scolaire.

PHILIPPE BERNARD.

Dans l'Ain : une vraie compétence

BOURG-EN-BRESSE de notre correspondant

« La charge des collèges, domaine des citoyens du département, constitue une vraie compétence » pour les élus du conseil général de l'Ain. Telle est l'appréciation de M. Jean Grammont, directeur général des services départementaux de cette assemblée - à majorité UDF (1) - présidée par M. Jacques Boyon (RPR), député et ancien secrétaire d'Etat à la défense du gouvernement de M. Chirac.

Depuis les lois de décentralisation, précise M. Grammont, le conseil général s'est retrouvé en prise directe avec son électeur sur des dossiers pour lesquels il est maître de ses politiques. Au titre de l'exercice 1986, 180 millions de francs - dont 50 millions au titre de la dotation d'Etat - ont ainsi été consacrés à l'éducation par les conseils généraux de ce département rhône-alpin. Sur un budget total de 1,46 milliard de francs, l'intervention dans le domaine scolaire occupe le troisième rang des dépenses départementales, après l'action sociale et la voirie.

Quarante-trois collèges d'enseignement secondaire sont actuellement sous la responsabilité du conseil général de l'Ain qui - exception faite des salaires des enseignants - leur attribue les budgets de fonctionnement, assure l'entretien des bâtiments et finance conjointement avec la municipalité sociale (depuis 1988) les extensions nécessaires à certains établissements avec l'investissement dans des constructions nouvelles.

A ces charges, qui constituent le part d'obligations transférées par l'Etat au département, s'ajoutent « depuis l'indépendance » celles du transport scolaire dont la gratuité a été décidée par les élus et concerne quotidiennement trente mille élèves environ pour un coût annuel de 71 millions de francs.

Contribution volontaire

En fait, depuis plusieurs années déjà, de multiples actions ont été engagées par cette assemblée soucieuse d'aborder le dossier de l'éducation non en terme de contraintes imposées par la décentralisation, mais d'évolution économique et sociale du département. Et si le directeur général des services du conseil général est parfois tenté d'évoquer ici ou là des « transferts de charges » de la part de l'Etat plutôt que des « transferts de compétences », il résume le choix concerté des élus : « Si nous voulons attirer et faire évoluer les entreprises qui apportent des emplois (2), nous devons justifier d'une main-d'œuvre stable, qualifiée et de bonne culture, en assurant à la population l'égalité des chances devant la formation qui doit être la meilleure possible. »

Dans cette perspective, le département, qui plaide pour un développement de l'enseignement supérieur dans un contexte de forte croissance démographique, a d'abord financé conjointement avec la municipalité sociale liste de Bourg-en-Bresse un Centre d'études universitaires (CEUBA) de statut privé, sous

tutelle de l'université Jean-Moulin Lyon III.

Par ailleurs, un premier programme de logements a été lancé en faveur des étudiants originaires de l'Ain qui suivent leurs cours dans la capitale rhodanienne, parallèlement à la mise en place d'un système de « prêts d'honneur » permettant aux jeunes les moins favorisés de financer leurs études. Des bourses de transport ont également été attribuées aux lycéens vivant en internat à l'extérieur du département au sein duquel le conseil général poursuit notamment une politique d'aide aux communes pour la construction ou le fonctionnement des écoles primaires et maternelles en milieu rural. Cela, tout en subventionnant les projets d'actions éducatives des collèges.

« Au-delà des strictes responsabilités que lui a confiées la loi dans le domaine de l'éducation, le département apporte une contribution volontaire de 114 millions de francs », calcule M. Grammont, dont les chiffres sont contestés par la gauche, minoritaire au conseil général. M. Marcel Gache (PS), membre de la commission des affaires culturelles et sociales (chargée de l'enseignement), juge « les efforts de l'assemblée appréciables ». Il n'émet qu'une observation à propos de l'éducation artistique : « Il pourrait mieux faire ».

MICHEL LECOMTE.

(1) Vingt-deux sièges pour l'UDF, douze au RPR et sept à la gauche (PC, PS, MRG), avant renouvellement.
(2) L'Ain affichait au 1^{er} juillet 1988 le plus faible taux de chômage de France avec 6,3 %.

L'ÉNERGIE

Sous la direction de Marguerite Boucher

Le point sur la situation énergétique mondiale. L'économie, les statistiques, les politiques de l'énergie. Bilan et perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2000.

Collection Les Cahiers Français n° 238, 45 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Politique

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie et les difficultés dans l'opposition

Le RPR tente de soulever des obstacles juridiques

Comme prévu, le RPR a longuement débattu, mercredi 14 septembre, du projet de référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie au cours de réunions successives de ses deux groupes parlementaires et de son comité central. Comme prévu également le RPR n'a pas encore définitivement arrêté la position qu'il prendra pour la consultation du 6 novembre. Il le fera vers le 15 octobre à

l'occasion d'une nouvelle réunion du comité central. D'ici là, le secrétaire général, M. Juppé, amènera en Nouvelle-Calédonie une délégation composée de parlementaires et de responsables du mouvement « qui prendra tous contacts utiles avec les diverses parties intéressées » et qui présentera à son retour un rapport devant le comité central.

Le RPR, dans le communiqué publié à l'issue de ses travaux du 14 septembre, ne fait à aucun moment allusion au RPRC, à ses deux leaders M. Jacques Lafleur, député, et Dick Ukevé, sénateur, au fait qu'ils sont les co-signataires avec le leader du FLNKS, M. Tjibou, de l'accord Matignon et à leurs appels à voter « oui » le 6 novembre. Il se limite à « réaffirmer sa pleine et entière solidarité avec tous ceux qui, sur le territoire, ont exprimé leur attachement au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République lors du référendum de 1987 ». S'agit-il d'une prise de distance du RPR à l'égard de la formation qui l'incarne sur le territoire néo-calédonien et dont le changement d'attitude, consécutif au changement de gouvernement, a quelque peu surpris — et pour certains choqué — les militants et les cadres du parti métropolitain ?

La solidarité du RPR avec le RPRC qui était rituellement évoquée naguère est dans ce texte totalement absente.

« Inutile » et « nuisible »

Il est vrai que les débats du comité central ont confirmé que chacun des choix possibles — non, abstention, oui — avait des partisans. Toutefois, ceux qui sont favorables au « oui » sont apparus très nettement minoritaires. Alors que le cœur des députés penche pour le « non », toute l'action des dirigeants consiste à les convaincre de se rallier à une abstention « écrite » ou « motivée ». Mais à M. Pasqua, a pu affirmer qu'« il ne saurait être question de voter non », deux autres élus des Hauts-de-Seine, MM. Labbé et Besamel, ont soutenu le contraire, tout comme M. Bernard Pons.

Restent donc les deux autres possibilités entre lesquelles, en définitive, le RPR devra bien choisir. Davantage qu'au sein des groupes parlementaires, les députés au comité central tendent vers l'abstention, qui permet de penser « non » sans dire « oui ». Toutefois les défenseurs du « oui » ont pu librement et abondamment développer leurs raisons, bien que M. Etienne Finte (Yvelines), lorsqu'il l'a fait, ait soulevé des murmures de désapprobation, ce qui a contraint M. Chirac à réclamer le calme à deux reprises. Cette manifestation, il est vrai, visait moins sa prise de position que sa personne en raison de l'article qu'il avait écrit dans le *Monde* (daté du 30 août), où il accusait le RPR d'avoir « perdu son âme ». Pourtant les arguments de ceux des « rénovateurs » qui sont partisans du « oui » n'ont pas été différents de ceux des autres dirigeants prenant cette solution, comme M. Chaban-Delmas. Mais tous ceux qui souhaitent l'abstention, ou le « non », chaleureusement soutenus, ont promis de se rallier au choix qui sera fait par vote à bulletins secrets lors du prochain comité central.

En réalité le RPR, en attendant ce moment-là, déplace le problème du plan politique au plan juridique. Il lance donc un appel à M. Mitterrand pour qu'il saisisse le Conseil constitutionnel afin que celui-ci

émette « un avis public sur la conformité de la question référendaire à la Constitution et aux lois fondamentales de la République ». Le RPR reprend ainsi la formule utilisée par le président de la République dans sa Lettre à tous les Français, où il prenait un tel engagement pour tout éventuel référendum qui concernerait « les problèmes majeurs qui naissent de l'évolution de notre société ». Le RPR estime que le terrain juridique sur lequel il se place est assez solide. Le changement de statut d'un territoire, disent les membres du comité juridique du RPR que dirige M. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie, ancien conseiller d'Etat, ancien ministre, « est bien un problème majeur », une simple réforme par voie parlementaire suffirait.

Il contestent également l'article 2 de l'avant-projet de loi qui limite le droit de voter au référendum envisagé pour 1998 aux seuls électeurs inscrits sur les listes électorales en 1988. Le RPR en déduit que cette disposition « écarte arbitrairement du droit de vote tout les Français qui choisiraient leur résidence dans ce territoire dans les dix années à venir, alors que l'article L. 11 du code électoral leur ouvre ce droit à partir de six mois de résidence ». Une exception a été toutefois admise en 1966 en exigeant trois ans de résidence avant le référendum d'autodétermination de la Côte française des Somalis et en 1987 pour le référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie. Un tel délai correspondait à la durée d'un séjour outre-mer d'un fonctionnaire métropolitain. Selon le RPR, en revanche, « une restriction de dix ans ne se fonde sur aucun critère tangible et apparaît clairement abusive ». La

notion de « population intéressée » est donc jugée trop restrictive. Accessoirement les juristes du RPR notent que, pendant les dix prochaines années, les Français s'installant en Nouvelle-Calédonie pourront cependant voter aux élections locales. M. Aurillac, ancien ministre, voit là « un redoutable précédent pour l'unité nationale ».

Une autre disposition est jugée contraire à la Constitution : celle contenue dans l'article 80 de l'avant-projet, qui prévoit que « les personnes exclues de l'amnistie, car inculpées pour des crimes ou des assassinats, ne peuvent plus être placées ou maintenues en détention provisoire ». Les juristes du RPR assurent que cette disposition « impose un comportement au juge par des faits qui échappent précisément à l'amnistie et qui relèvent donc de l'appréciation souveraine du magistrat instructeur ». Cette intervention directe sur un élément de procédure porterait ainsi atteinte à l'indépendance de l'autorité judiciaire vis-à-vis du pouvoir législatif alors que l'article 64 de la Constitution prévoit que « le président de la République est garant de l'autorité judiciaire ».

Fort de tous ces arguments, le RPR estime que l'usage du référendum est « dévoyé » et rappelle sa préférence pour la voie parlementaire. M. Juppé trouve le choix référendaire de M. Mitterrand « inutile et nuisible » et guidé seulement par « le souci d'éviter la censure probable du Conseil constitutionnel ». Mais si celui-ci donnait un avis favorable, le secrétaire général du RPR s'engage par avance à le respecter.

ANDRÉ PASSERON.

Les députés UDF appellent les centristes à l'unité mais admettent leur autonomie

L'UDF a tenu, le mercredi 14 septembre à l'Assemblée nationale, sa première journée parlementaire depuis la scission du groupe centriste. L'UDF avait tenté de maintenir un semblant d'union, en prévoyant une journée parlementaire commune UDF-UDC à Ajaccio, au début du mois d'octobre. Devant les réticences des « léotardiens », l'initiative ne devait pas aboutir. Pour plus de prudence, les travaux des soixante-dix députés UDF présents (sur les quatre-vingt-dix du groupe) se sont déroulés à trois étages, autour de

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe, et M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF. L'UDC devait, de son côté, rassembler ses troupes, pour une journée parlementaire autonome, le jeudi 15 septembre, dans un grand hôtel parisien. Son président, M. Pierre Méhaignerie, devait y réaffirmer que, plus que jamais, les députés centristes veulent garder leur autonomie pour être à la fois un pôle de « références » à droite et « le pôle à gratter de la gauche ».

« Nous faisons chambre à part à l'Assemblée nationale, mais nous vivons sous le même toit à l'UDF », s'est confié M. Jean-Claude Gaudin en évoquant la séparation de corps des élus UDF et UDC, pour la première fois depuis la création de l'UDF, il y a dix ans. Une forte volonté de ne rien faire qui puisse rapprocher les centristes vers les socialistes s'est dégagée de la réunion de mercredi. « Les bulles de l'ouverture ont éclaté », s'est félicité M. Alain Madelin, qui surveille les dérives du continent centriste, comme un volcanologue les frémissements du sol. Engagés dans une double course électorale (cantonales et municipales), l'UDF joue la carte de l'union sans faille avec les centristes. Nul n'a entendu M. François Léotard renoncer la proposition qu'il avait faite, au printemps dernier, de « punir » les centristes en présentant contre eux aux élections cantonales des candidats UDF. Chacun a pris acte, avec un « oui » de soulagement, des dernières déclarations de M. Pierre Méhaignerie et de son « ni » aux socialistes. Preuve de ce changement de climat, M. Gaudin a longuement téléphoné à M. Méhaignerie pour lui rendre compte de la tenue des travaux.

« Le succès politique va à celui des deux camps dans la cohésion interne est la moins mauvaise (...). Evitons les divisions entre nous et essayons de nous rapprocher », a insisté M. Gaudin.

Comme les parlementaires socialistes à Vienne, les élus UDF ont pris la mesure du temps, celui d'une opposition qu'aucun rêve d'une fin prématurée du pouvoir socialiste ne viendrait adoucir. M. François Léotard a plaidé pour une « opposition responsable porteur d'une alternance ». « Il faut assumer l'héritage de 1988 », a-t-il encore déclaré. MM. André Rossinot et Hervé de Charette lui ont emboîté le pas pour que l'opposition ne s'engouffre pas

dans les délices de l'obstruction façon 1981-1983. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est fait le chantre de l'union en expliquant que « la stratégie actuelle du pouvoir » consistait « à diviser l'opposition ».

Pour le président de l'UDF, le modèle espagnol doit être pour tous un sujet de méditation : « Le gouvernement socialiste espagnol tient parce qu'il n'y a rien en face. Il faut éviter les clivages trop forts entre le RPR et l'UDF ». Le mot d'ordre est donc au rapprochement des rangs entre l'UDF et l'UDC et entre l'UDF et le RPR. M. Gaudin l'a dit et répété : l'ouverture est un « feu à plusieurs coups » ; le prochain tir est attendu pour les élections européennes de 1989. L'UDF veut d'ici là bétonner le terrain. C'est dans cet esprit que M. Giscard d'Estaing a conseillé fermement à M. Méhaignerie de ne plus aller voir le premier ministre, M. Michel Rocard, ni de lui envoyer des missives, comme il l'a fait récemment.

En échange, l'UDF est disposée à faire des pas en direction de l'UDC. Même si les avis divergent sur son sein à propos du référendum sur la Nouvelle-Calédonie — ils vont du « oui » à l'abstention, en passant par le « oui, mais » —, l'UDF devrait se rallier au « oui » prôné par les centristes. La confédération maintient pour l'heure un faux suspense, en dénonçant les ambiguïtés constitutionnelles du projet de référendum.

« L'accessoire — l'ISF — masquera l'essentiel, le déficit d'ambition du gouvernement ». L'ISF est, selon lui, « le chiffon rouge idéal pour faire croire que Rocard est à la fois socialiste et centriste ». Mais M. Gaudin a reconnu qu'il fallait se saisir avec dégoût d'un impôt « imbécile que les Français aiment tant » et pour lequel la droite « a payé un tribut suffisamment lourd » après sa suppression.

A propos de la visite de M. Yasser Arafat à Strasbourg, M. Gaudin a dénoncé la « discrétion » de M. Rocard devant cette initiative « profondément choquante » pour la communauté juive. Enfin, le président du groupe a annoncé qu'il allait déposer une proposition de loi pour le regroupement des élections territoriales (municipales, cantonales, régionales et européennes) afin de limiter les week-ends électoraux.

PASCALLE ROBERT-DIARD et PIERRE SERVENT.

« Procédure d'exclusion dans le Var contre six adhérents de l'UDF ». — M. Maurice Arreckx, sénateur (UDF-PR) du Var, président de la Fédération UDF de ce département, a demandé l'exclusion de six adhérents directs de sa formation qui se présentent aux élections cantonales contre les candidats investis par l'opposition. L'une de ces personnes, M. Claude Nabès, se présente dans le septième canton de Toulon avec le soutien du Front national, dont le sigle figure sur ses affiches à côté de celui de l'UDF, tout comme son adversaire, le RPR Louis Bernard.

Devant les sénateurs centristes

M. Lecanuet plaide pour les « alliances traditionnelles »

« La comédie de l'ouverture est terminée », M. Jean Lecanuet a sifflé la fin de la récréation devant ses collègues sénateurs de l'Union centriste, réunis pour une journée d'études, mercredi 14 septembre. L'ancien président de l'UDF leur a expliqué que c'était une « arme » contre les centristes et qu'il revivait désormais à ces derniers de bien mettre en évidence que les socialistes n'ont pas la majorité. Selon lui, les échéances électorales obligent aux alliances traditionnelles, l'opportunité d'ouverture n'est pas pour tout de suite. Bien que le ministre de Roussin ait été une occasion de renouer la porte si le dessin du chef de l'Etat est bien de construire l'Europe.

M. Lecanuet, sans que cela soit contesté, a enfin observé que « la cohésion de l'UDF est exigée par notre électoral », lequel est attaché aux alliances UDF-RPR.

Résumant les travaux à huis clos des membres du groupe qu'il préside, M. Daniel Hoellès a indiqué que les sénateurs centristes sont favorables au « oui » pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Sur l'ISF, les sénateurs centristes

insistent sur la nécessité de le rendre temporaire, de le replacer dans le contexte de 1993. Pour la réforme de l'audiovisuel dont le Sénat devrait discuter dans le courant de l'année, M. Jean Chazal a plaidé pour que les nominations au futur Conseil supérieur résultent d'un consensus entre le président de la République, celui de l'Assemblée nationale et celui du Sénat. Il s'est déclaré hostile à une inscription dans la Constitution sans qu'apparaissent il y ait une « période probatoire ».

« M. MÉHAIGNERIE : « Il y a de bons maîtres socialistes » — « Les positions du Parti socialiste favorables à une alliance systématique avec le Parti communiste rendent improbables la constitution de listes entre socialistes et centristes », affirme, le jeudi 15 septembre dans un entretien au *Figaro*, M. Pierre Méhaignerie. Néanmoins, le centre soutient ses alliances traditionnelles », a réchampi le président de l'UDF, jeudi sur France-Inter, il reconnaît qu'« il n'est pas interdit, parfois, de mettre un peu d'oxygène dans le vie politique ». « De toute façon, ne décidez pas tout de Paris pour des élections locales », a conclu M. Méhaignerie.

« TERRITOIRE DE BELFORT : Le secrétaire départemental du CDS « en congé » de l'UDF. — M. Philippe Garot, secrétaire départemental du CDS du Territoire de Belfort, a annoncé, le mercredi 14 septembre, qu'il se mettrait en congé de l'UDF et qu'il conserverait ses trois mandats d'élus locaux. M. Garot a ainsi renoncé le pointisme qui l'oppose depuis une semaine à la fédération départementale de l'UDF, présidée par M. Jacques Bichet (UDF-PR), après qu'il eut annoncé que le CDS ne donnerait pas de consigne de vote aux élections cantonales. M. Bichet avait alors violemment critiqué l'attitude de M. Garot, qui avait constaté « une large convergence de vues avec les objectifs récemment définis » par la majorité socialiste du conseil général. Le président départemental de l'UDF lui avait demandé de se démettre de ses mandats de conseiller régional de Franche-Comté, de conseiller général et de conseiller municipal de Belfort, obtenus, selon lui, « grâce à l'intervention de la confédération ».

Le FN récidive

Les élus européens du Front national persistent et signent MM. Michel Collinot et Roland Gaucher, représentant de l'extrême droite française au Parlement européen de Strasbourg, apportant un soutien sans faille à leur chef, M. Jean-Marie Le Pen, qui, après avoir qualifié le ministre de la fonction publique de « Durafour-crématoire », s'était traité de « saleté ».

Dans une lettre adressée au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, et publiée par *Nouvel Observateur*, les deux élus du FN indiquent qu'ils partagent, sur M. Michel Durafour, « le même jugement que M. Le Pen » et le tiennent « par conséquent pour un saleté ».

Fort de cette profession de foi politique, MM. Collinot et Gaucher invitent le ministre de la justice à exercer contre eux « les mêmes poursuites » que celles qu'il a engagées contre le président du Front et lui demandent donc d'ouvrir pour le levée de leur immunité parlementaire européenne.

Vers un épanouissement individuel et social
YOGA-ÉNERGIE RELAXATION RÉGÉNÉRATION
43-31-65-88

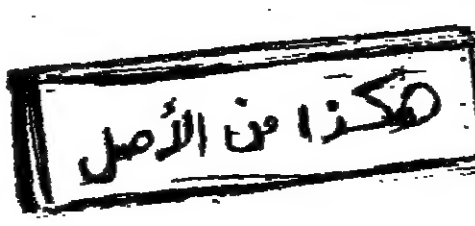
Les « traîtres » et les autres

S'agissant de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les groupes UDF et UDC sont sur la même longueur d'onde. L'UDF déposera notamment quatre amendements préparés par M. Michel d'Ornano pour tester la volonté du gouvernement d'écouter l'opposition. L'ISF, propose-t-il, ne devrait être voté que pour une année, la résidence principale doit être exonérée, cet impôt devrait être considéré comme un acompte sur les droits de succession, et il ne devrait pas pénaliser les couples mariés par rapport aux concubins. Sur ce dernier point, M. Pierre Bérézngovoy, entendu mercredi par la commission des finances, a estimé qu'il serait possible de faire quelque chose pour rétablir l'équilibre (le fisc prendrait en compte le patrimoine cumulé des concubins).

Le chapitre élections a été également longuement évoqué dans la matinée. M. Gaudin a estimé une nouvelle fois qu'il ne fallait pas « froisser l'électorat légitime. Il faut comprendre ceux qui ont des difficultés chez eux », a-t-il expliqué. « Je comprends que certains, comme Carignon dans son département, se déplacent vers la gauche parce qu'il en a besoin, mais il y en a d'autres pour lesquels le problème est différent ». Au terme de cette journée, M. Gaudin a rendu compte des travaux en insistant sur le fait qu'il n'est de centristes que dans l'opposition.

LES AFRIQUES EN L'AN 2000 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
sous la direction de Philippe Hugon
Un numéro indispensable pour comprendre les enjeux géographiques d'une Afrique contrastée, à l'aube du troisième millénaire.
Numéro spécial : 45 F
Abonnement France : 130 F (14 € par an)
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

LA POLITIQUE CULTURELLE DE LA FRANCE
Conseil de l'Europe
« La première histoire impartiale de trente années de politique culturelle de l'Etat en France »
Maurice FLEURET (Le Nouvel Observateur)
« Le culteur en France a sa bible, c'est la revue *Wangemann* »
Jacques de DECKER (Le Soir)
95 F
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.



Politique

Le communiqué du conseil des ministres

POINT DE VUE

Morale et politique

par Claude MALHURET ancien secrétaire d'Etat (UDF) aux droits de l'homme

A gauche rejetant la proposition de loi de Raymond Barre relative aux élections municipales...

1) On mesurait toute l'importance de ces deux décisions presque simultanées ?

Commençons par la première : les dirigeants socialistes se sont précipités pour enterrer le projet d'amendement de la loi électorale...

Peut-on en rester là ? Peut-on se dispenser d'analyser ce refus ? Je ne le crois pas.

Le refus des socialistes vient à deux raisons : 1) ils ne souhaitent pas, malgré les apparences, que l'opposition se démarque du Front national...

2) ils ont la ferme intention de maintenir et d'approfondir leur alliance avec le Parti communiste.

Plus que jamais, il est donc clair qu'il y a deux poids et deux mesures. Et cela, moralement, n'est pas acceptable.

Veut-on que je reconnaisse le caractère particulier, spécifique, de toute idéologie raciste ? Je le reconnais.

Veut-on nous rappeler la tragique filiation de la pensée de Jean-Marie Le Pen ? Je n'ai pas besoin qu'on me le rappelle.

N'est-il pas temps de rappeler que les extrêmes sont l'un comme l'autre inacceptables ?

Aujourd'hui, le menace communiste est banalisée. L'audience réduite du Parti communiste, sa perte d'influence idéologique, ses mutations de son grand frère, ressu-

rent et tranquilisent. Cette banalisation est dangereuse : le totalitarisme n'est pas affaire de degré.

De ce raisonnement certains de mes amis ont dans le passé été tentés de tirer une mauvaise conclusion : puisque la gauche s'allie avec le Parti communiste, la droite peut s'allier avec le Front national.

La décision du RPR me réjouit. Elle est l'aboutissement d'une longue marche qu'à quelques-uns nous avons entrepris bien seuls et où nous sommes désormais rejoints.

Et cela impose une nouvelle réflexion à ceux qui sont tentés par les sirènes de l'ouverture. A Jean-Pierre Soisson, avec qui j'ai milité au sein du Parti républicain, à Bernard Kouchner, que j'ai connu à Médecins sans frontières au temps où nous dénoncions les totalitarismes et qui aujourd'hui se retire pour faire être un communiste, à leurs collègues du gouvernement qui viennent de l'UDF, à ceux de mes amis qui seraient tentés de les rejoindre, je tiens à dire fort nettement ceci : vous gouvernez aujourd'hui, vous gouvernez demain avec des hommes qui tous, sans exception, ont été et seront élus dans leurs villes et dans leurs circonscriptions grâce à l'alliance jamais démentie avec le Parti communiste.

Désormais, les choses sont claires. Il n'y aura pas dans notre camp de compromis. Mais dans celui qui vous tend les bras rien n'a changé. Vous avez le droit d'être attirés par ceux qui ont accepté de s'allier au parti de l'asservissement de la Pologne, du million de morts algériens et de Pol Pot.

Mais vous ne pouvez plus ignorer qu'aujourd'hui le mensonge politique n'est le monopole de d'un seul camp. A ceux qui ont déjà rejoint la majorité présidentielle j'aimerais demander : pourquoi n'avez-vous pas exigé de vos nouveaux amis les décisions que vous craigniez de ne plus obtenir des anciens ?

Plus que jamais, il est donc clair qu'il y a deux poids et deux mesures. Et cela, moralement, n'est pas acceptable.

Veut-on que je reconnaisse le caractère particulier, spécifique, de toute idéologie raciste ? Je le reconnais.

Veut-on nous rappeler la tragique filiation de la pensée de Jean-Marie Le Pen ? Je n'ai pas besoin qu'on me le rappelle.

N'est-il pas temps de rappeler que les extrêmes sont l'un comme l'autre inacceptables ?

Aujourd'hui, le menace communiste est banalisée. L'audience réduite du Parti communiste, sa perte d'influence idéologique, ses mutations de son grand frère, ressu-

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 14 septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits.

MESURES POUR L'EMPLOI

Face à l'évolution du chômage, une action déterminée et persévérante en faveur de l'éducation, de la formation et de la recherche est entreprise, conformément aux orientations définies par le président de la République.

Le ministre de la culture et de la communication, des grands travaux et du bicentenaire a présenté au conseil des ministres une communication relative au transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon.

En décidant cet hommage, le président de la République et le gouvernement honorent la personne et l'œuvre de Jean Monnet, homme de foi et de réconciliation, qui, après la deuxième guerre mondiale, s'est attaché à la reconstruction du pays en encourageant, le premier, les fonctions de commissaire au Plan avant de se consacrer à la construction de l'Europe.

TRANSFERT DES CENDRES DE JEAN MONNET AU PANTHÉON

Le ministre de la culture et de la communication, des grands travaux et du bicentenaire a présenté au conseil des ministres une communication relative au transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon.

En décidant cet hommage, le président de la République et le gouvernement honorent la personne et l'œuvre de Jean Monnet, homme de foi et de réconciliation, qui, après la deuxième guerre mondiale, s'est attaché à la reconstruction du pays en encourageant, le premier, les fonctions de commissaire au Plan avant de se consacrer à la construction de l'Europe.

La cérémonie aura lieu le 9 novembre 1988, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Après une manifestation organisée par l'association des amis de Jean Monnet dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la cérémonie officielle se déroulera devant le Panthéon en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne. Elle sera organisée avec le concours de jeunes des pays d'Europe et sera retransmise en direct à la télévision.

ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE

Le ministre délégué chargé de la francophonie a présenté au conseil des ministres les orientations de la politique du gouvernement en matière de francophonie.

M. Alain Decaux a rappelé l'importance considérable de la réunion de 1986 à Paris, à l'initiative du président de la République, de quarante chefs d'Etat et de gouvernement francophones. Dès ce premier sommet, une communauté francophone est née. La conférence de Québec en 1987 a confirmé sa solidarité. Le prochain sommet aura lieu à Dakar en mai 1989.

Le ministre délégué chargé de la francophonie a défini les principales orientations de son action destinées à renforcer les liens au sein de la communauté francophone.

Dans nos relations extérieures, la francophonie est un atout politique. Elle doit favoriser l'action de notre pays, soutenu, voire relayé par les initiatives des Etats de la communauté francophone qui s'expriment parfois d'une même voix sur les grands problèmes internationaux.

Dans l'Europe de 1993, la langue française doit garder une place de

premier rang. Un des meilleurs moyens d'assurer la pérennité de l'usage du français est d'obtenir, de nos partenaires, la réciprocité dans l'apprentissage des langues étrangères.

Dans le secteur audiovisuel, il convient de soutenir TV 5, qui vient d'être inauguré au Canada et doit être développé en Europe et envisagé en Afrique.

En France même, les moyens des institutions dont la mission est de défendre et de promouvoir notre langue seront renforcés.

Enfin, le ministre a présenté le calendrier des grands événements qui feront de 1989 une année importante pour la francophonie :

- Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement au Sénégal ;

- Réunion des ministres de la justice francophones en janvier à Paris ;

- Jeux de la francophonie en juillet au Maroc ;

- Etats généraux de la création francophone ;

- Forum francophone scientifique et technique.

LES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE EDITION 1988. Sous la direction d'Alfred Grosser. Chaque année, une analyse attentive de la situation de 17 pays de l'Europe occidentale...

LA DOCUMENTATION FRANCAISE 31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

le journal mensuel de documentation politique après-demain. Fondé par le Ligue des Droits de l'Homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur : SANTÉ ET DROIT AU TRAVAIL.

Selon BVA La cote de M. Rocard en hausse. La popularité de M. Michel Rocard s'est sensiblement améliorée durant la période estivale, selon le sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 15 septembre, dans Paris-Match (1). 57,5 % des personnes interrogées (dont 35 % de sympathisants de droite) expriment une opinion favorable à l'égard du premier ministre, alors que 33 % par conséquent est avis en juillet dernier.

LE NOUVEAU RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES. Justice, santé, collectivités locales, banques, enseignement, ... comment améliorer l'information de notre société et la garantie de nos libertés ? Le bilan exhaustif des travaux et décisions de la CNIL. 120 F.

LA DOCUMENTATION FRANCAISE 31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-68

Vente au Palais de Justice de Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. UN APPARTEMENT dans un immeuble immobilier à PARIS 17^e.

Vente au Palais de Justice de Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. APPARTEMENT de 3 P. PRINC. CAVE et PARKING à PONTOISE (95).

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le mardi 27 septembre 1988 à 13 h 30. PAVILLON à SEVRAN (93).

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 27 septembre à 13 h 30. PAVILLON à CLICHY-SOUS-BOIS.

Vente au Palais de Justice de Paris le Mardi 27 septembre à 14 h 30. MAISON DE TYPE 6 pièces à BREUILLET (91650).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h. D'UN APPARTEMENT à PARIS 88-90, avenue Foch.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. APPARTEMENT et CAVE à IVRY-SUR-SEINE.

Vente au Palais de Justice de Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. UNE CHAMBRE avec salle de bain dans l'immeuble sis à PARIS 9^e.

Vente au Palais de Justice de Paris, le Jeudi 22 septembre 1988, à 14 h 30. APPARTEMENT de 3 P. PRINC. CAVE et PARKING à PONTOISE (95).

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le mardi 27 septembre 1988 à 13 h 30. PAVILLON à SEVRAN (93).

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 27 septembre à 13 h 30. PAVILLON à CLICHY-SOUS-BOIS.

Vente au Palais de Justice de Paris le Mardi 27 septembre à 14 h 30. MAISON DE TYPE 6 pièces à BREUILLET (91650).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h. D'UN APPARTEMENT à PARIS 88-90, avenue Foch.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. APPARTEMENT et CAVE à IVRY-SUR-SEINE.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. UN LOGEMENT à PARIS 4^e Dans un Immeuble 8, rue Le Regratier.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry le mardi 27 septembre 1988 à 14 h. PAVILLON à BRUNOY (91).

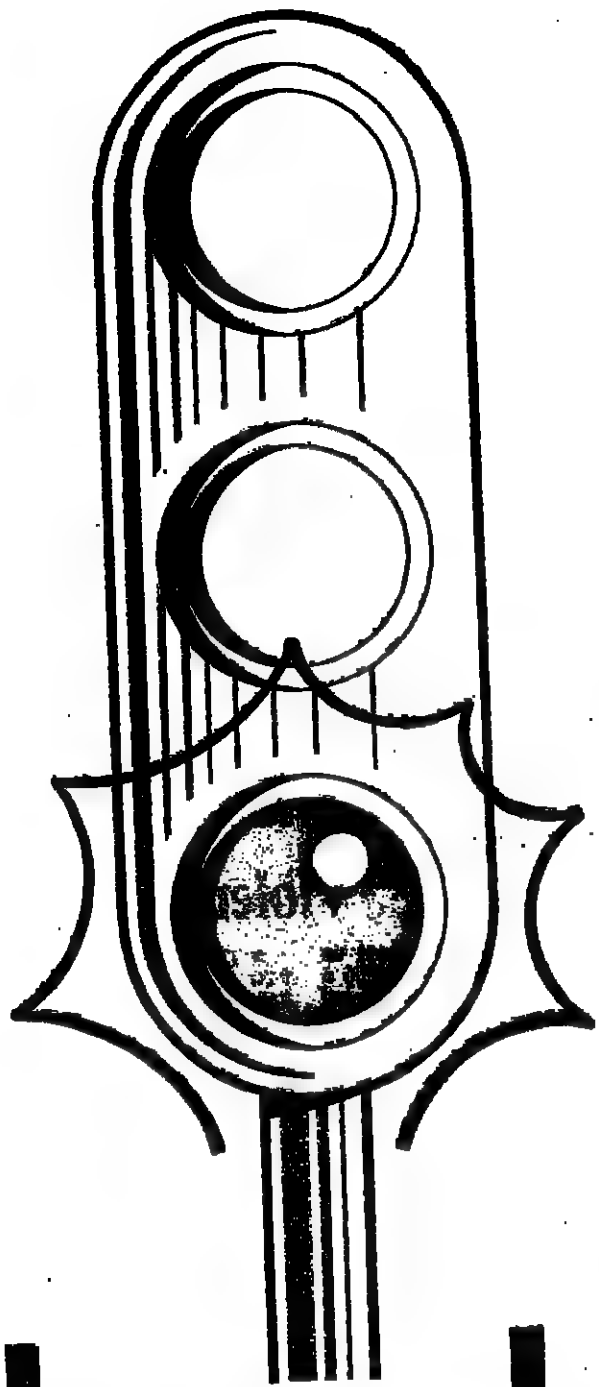
Vente au Palais de Justice, le mardi 27 septembre 1988, à 13 h 30. PAVILLON à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93).

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1988, à 14 h 30. D'UN PAVILLON avec JARDIN sis à CHAMPIGNY (Val-de-Marne).

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 22 sept. 1988 à 9 h 30. PROPRIÉTÉ à CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE Cce 3 187 m² - M. à Px 1 000 000 F.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le Jeudi 22 septembre 1988 à 14 h 30. UN STUDIO à PARIS 15^e Dans un Immeuble 88, avenue Félix-Faure.

Vente sur saisie au Pal. de Just. de Créteil (94) Jeudi 29 sept à 9 h 30. APPARTEMENT et CAVE à IVRY-SUR-SEINE.



150 villes donnent LE FEU VERT aux transports publics

LES BUS DE LA VIE...

Les transports publics sont les sillons du progrès urbain.

La politique d'investissement menée durant plusieurs années par les pouvoirs publics a préparé la ville aux exigences de demain. Les collectivités locales ont pu concevoir des réseaux confortables plus adaptés au développement économique et social des villes de France.

Les transports publics urbains roulaient résolument vers l'avenir.



...SONT LES ATOUTS DE LA VILLE

L'État ne devrait-il pas aujourd'hui accélérer sur la route du progrès ?

La réduction de l'aide financière publique inquiète les collectivités locales.

Les principales villes européennes roulent en autobus, en métro, en tramway. Les centres urbains respirent. Les déplacements sont rapides, faciles et agréables. Les transports publics libèrent la ville et ses habitants.

Pour que la France reste en tête des transports publics, 150 villes font aujourd'hui des propositions concrètes qui permettront aux transports publics de repasser au FEU VERT !

TRANSPORTS PUBLICS URBAINS, UNE PRIORITÉ ÉCONOMIQUE.

...na Maria Orto
...femme iguane

...LETA DE BERTINA

...choc d'une vie

...[Illegible text from a newspaper page]

Le Monde DES LIVRES

Anna Maria Ortese, la femme iguane

Nous avons rencontré à Rapallo cet écrivain italien secret, traduit pour la première fois en français, à soixante-quatorze ans.

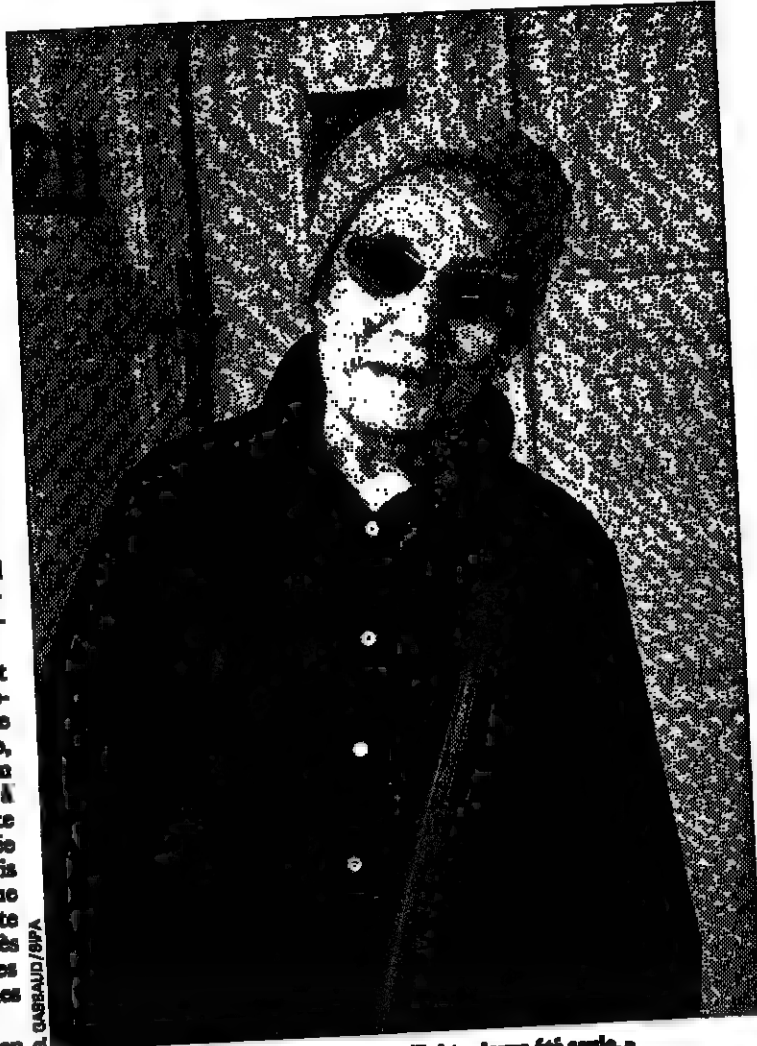
D'EMBLÉE, on voit qu'Anna Maria Ortese n'est pas faite pour se rendre aux raisons de la société, qu'elle est ailleurs. Pas du tout par goût de la pause, mais par impossibilité radicale et méconnaissance consentie. Quand on la rencontre, on n'est plus étonné qu'elle n'occupe pas la place qui devrait lui revenir dans la littérature européenne, tant semble évidente son incapacité à se mouvoir dans la mondanité carnassière du journalisme (elle en fit pourtant, avec un certain plaisir, pour tenter de gagner sa vie) et de l'édition.

Toujours sur la réserve, voire sur la défensive, elle a refusé toutes les interviews qu'on sollicitait en Italie, à l'occasion du prix Elsa-Morante qui vient de lui être décerné. Du seul entretien qu'elle ait accepté — avec *Le Monde* — elle se repent déjà quand on arrive chez elle. Elle affirme n'avoir rien à dire. Puis elle se met à parler magnifiquement, comme si elle composait, au seul usage de son interlocuteur, un long poème lyrique. Soudain, elle se repent encore, s'interrompt et s'accuse de proférer des banalités. On conçoit qu'elle puisse provoquer une irritation immédiate, tant elle se met hors jeu. Mais ses répétitions, son malaise, son indécision dans la forme, sa certitude quant

au fond, forment aussi — tant il est clair qu'elle ne joue pas — quelques-uns des traits d'une infinie et complexe séduction.

Alors on ne sait plus comment quitter cet appartement modestement confortable, situé dans une rue un peu excentrée de Rapallo, à côté de Gênes. Et l'on sait qu'on pourrait rester des jours entiers à écouter l'étrange parole de cette femme de petite taille, habillée sans recherche, aux cheveux gris enserrés d'un bandeau, retenue que dément l'amplitude élégante de ses gestes, et des yeux très mobiles, brillants derrière les lunettes à verres fumés censées les dissimuler.

Tout en s'en défendant, bien sûr, Anna Maria Ortese parle avec un égal bonheur d'elle, de son travail, et même du livre qui sort ces jours-ci en France *l'Iguane*. On hésite à qualifier de « roman » la fatale histoire de Daddo, architecte milanais, et de la « servante-iguane », qui se déroule dans une drôle d'île, imaginaire — Ocaña, au large du Portugal. « Certes, on peut lire l'Iguane comme un conte, comment Anna Maria Ortese, comme une plaisanterie, ou un apologue. J'ai voulu jouer sur l'équivoque de l'argent. Est-ce que l'iguane n'a pas d'argent. Quelqu'un est



Anna-Maria Ortese: « J'ai toujours été seule. »

sans culture est, dans la société, un animal. Or la culture est donnée à ceux qui ont été sélectionnés par l'argent. Ceux qui en sont dépourvus sont donc considérés comme des animaux. J'avais d'abord écrit le livre, avec un autre personnage d'iguane, beaucoup plus ténébreux, plus temporel. Puis il a été recouvert par l'iguane qu'on lit aujourd'hui, figure de l'éternelle douleur. J'aime les choses intactes, et qui portent le sens de la douleur. Enfin, je me suis posée la question: qui doit mourir? Daddo ou l'iguane? J'ai conclu qu'il fallait faire disparaître le personnage le plus innocent, celui qui avait cru à la bonté. Alors, des deux, qui? La réponse est donnée par ce livromythe où l'on est emporté si violemment dans l'univers d'Anna Maria Ortese, qu'on croit à la servante-iguane — sans s'étonner d'entendre parler l'animal et de voir chacun se comporter comme si tout cela était normal, — avant de comprendre que l'« ignarité » est l'emblème de la pauvreté et de la douleur et que, dans cette femme-iguane, Anna Maria Ortese a mis beaucoup de sa propre existence.

Sa vie? Commencée dans « une famille modeste », elle est marquée par la gêne, les démentagements répétés, d'abord vers la Libye (son père était militaire), puis à l'intérieur de l'Italie — Naples, Rome, Venise, Milan. En 1978, Anna Maria Ortese a enfin posé ses valises à Rapallo, en compagnie de sa sœur aînée, qui habite avec elle depuis trente-quatre ans.

« Pour ce qui est de l'école, je l'ai quittée vers quatorze ans, raconte-t-elle. Cela ne m'intéressait pas. Mais je lisais. Parce que mes frères, eux, faisaient des études, et qu'il y avait des livres à la maison. Je me suis mise aussi à lire en français, langue que j'apprenais seule, comme l'espagnol aussi, tout Stevenson, Yeats, Poe, James, mais en traduction. J'étais toujours seule, sans argent pour rien, pas même pour des vêtements. Ces années d'adolescence furent très pénibles. »

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 21.)

Le mythe Léonard

Serge Bramly raconte la vie de Léonard de Vinci, héros légendaire mais personnage énigmatique et trompeur.

LÉONARD DE VINCI plaît aux écrivains français, auxquels sa gravité majestueuse et sa réputation d'universalité n'ont cessé d'imposer depuis deux siècles. « *Miroir profond et sombre* », écrivait Baudelaire. Peïsdan, Valéry et une foule de biographes et de commentateurs nés de Freud ont depuis alimenté la flamme, régulièrement, dévotement.

Serge Bramly, que l'on connaît surtout jusque ici pour ses romans, a l'admiration moins aveugle et le savoir plus précis que bien de ces hagiographes. Les quelques cinquante pages de sa biographie célèbre sans doute de caractère de son héros. Léonard apparaît ainsi sous les traits d'un humaniste acharné à la découverte de la nature, passionnément épris de physique, d'anatomie, de botanique et de géométrie, inventeur infatigable, ingénieur en fortifications, hydraulique et chimie, dessinateur sans égal et peintre enfin.

Les preuves d'une telle fécondité sont si nombreuses et pittoresques que Bramly, qui connaît son Léonard par cœur, s'accorde le plaisir de plonger dans les Carnets de Léonard par cœur, s'accorde le plaisir de pecher quelques bizarreries peu connues: projet de scaphandre destructeur de galères ottomanes ou pendule à eau qui réveillerait le dormeur en lui soulevant pieds et jambes à l'heure dite. Ces extravagances, certaines très sérieuses, d'autres très « Jules Verne », donnent au livre l'apparence d'un de ces cabinets des merveilles à la mode de la Renaissance où voisinaient l'admirable et le burlesque: un dragon fabriqué avec un lézard et un tableau de Léonard, par exemple.

L'admiration du biographe pour son sujet l'incite même à venger de très anciens méfaits. Michel-Ange, qui ne respecta guère la gloire de Léonard, est présenté comme un homme « brutal, intolérant, irascible », « sale, déguenillé » et « écrivain comme un bagnard » — ce qui manque un peu de nuances. Vasari, quant à lui, paie pour avoir osé recouvrir de ses propres fresques — « émissives », d'après Bramly — ce qui restait de la *Battaglia d'Anghiari* au Palazzo Vecchio. Mais ces excès de zèle, qui animent l'ouvrage, ne compromettent pas la finesse de l'analyse.

Les portraits d'amis et de princes que Bramly a multipliés contribuent à l'inverse à « dédiviniser » Léonard. Ils rappellent ce qu'il dut à l'excellent Verrocchio, son premier maître, aux Médicis, Sforza et Borja, ses mécènes successifs, et à leurs bibliothèques, où il prit nombre de ses idées. Ils rappellent

encore que sa vie ne fut pas exempte de scandales, qu'il fut accusé publiquement de sodomie et qu'il entretenait une cour d'« élèves » choisis pour leur beauté plus que pour leur talent. Cela n'a pas empêché Freud d'expliquer l'« inactivité sexuelle » de Léonard — explication que Bramly ne peut que tenir pour douteuse.

Léonard avait en effet trop coutume de se mettre en scène pour que l'on ne se méfie pas. A Florence, à Milan, à Rome et, pour finir, à Amboise, il s'est montré sans cesse en équipage de grand homme, vêtu de rose, la barbe proéminente et peignée, l'esprit ailleurs, le regard méditatif, ainsi qu'en ses autoportraits. Il soigne sa légende, tout en multipliant au secret les offres de service aux puissants du moment, changeant de protecteur avec quelque cynisme, au gré des défaites et des fortunes. Ce Léonard-ci, peu héroïque, passablement mercenaire et très près de ses sous, son biographe le révèle et suggère à demi-mot qu'il faut compter l'autocélébration au rang de ses principaux talents. N'obtient-il pas d'être peint par Raphaël en costume de Platon dans l'École d'Athènes?

Il est vrai que si le personnage ne s'était changé en mythe de son propre chef, on se fit peut-être avisé de ce qu'il avait l'habitude de ne rien achever. Michel-Ange n'avait pas tort de le lui rappeler: peut-être par malchance, du fait de guerres ou d'inconstance de sa part, Léonard n'a ni fondé son cheval monumental de Milan, ni réussi à détourner l'Arno pour vaincre Pise, ni terminé sa fresque de la *Battaglia d'Anghiari*. La Cène de Milan a souffert des innovations techniques de son auteur. Quant à la *Jocunde*, on ne peut ni la voir ni en dire quoi que ce soit, tant elle a suscité de sottises.

Restent les dessins, l'essentiel de ses travaux et leur meilleure part, ne serait-ce que parce que Léonard n'est jamais plus à l'aise dans l'exécution que quand il se sert d'une plume et d'un papier. Là, dans ces exercices sur nature qui évoquent parfois les croquis de Dürer, autre observateur appliqué, Léonard est admirable. Il dessine un chat dans toutes ses positions, une plante, un talus, une vague, les ronds que fait une pierre tombée dans l'eau, des visages, des mains, des nus. On croirait qu'il travaille à rassembler tous les éléments d'une peinture à venir, et qu'il n'a pas exécuté lui-même, nouvelle parodie que fidèle à la réalité des choses.

PHILIPPE DAGEN.
★ LÉONARD DE VINCI, de Serge Bramly. Lattès, 488 p., 160 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Un été dans l'Ouest, de Philippe Labro

Le choc d'une vie

IL n'y a pas de doute: pour qu'un livre vous saute un peu à la figure, que les pages tournent toutes seules, qu'allèges et besoin de transmettre soulèvent les lignes, bref pour que ça palpite, là-dedans, comme un testament urgent, au lieu de sentir le devoir imposé et l'huile de bras, rien ne vaut une bonne vieille marotte, chez l'auteur, une affaire qui a dominé et marqué toute son existence. Pour d'autres, ce sera un amour fou, un chagrin tenace, une cause ravageuse, une terre adorée; ce fut longtemps, avant qu'ils ne s'ouvrent trop loin de nous, les champs de bataille. Pour Labro, sa véritable guerre de quinquagénaire trop jeune pour avoir fait le coup de feu, sa cause de reporter non engagé, le choc de sa vie, ce fut l'Amérique des *fitées*, découverte à vingt ans et toujours présente, le paradis perdu, l'enfer aperçu, la Meque journalistique et cinématographique, la référence, son Occident, son Orient, son Sud, son Nord. Disons le mot: sa manie.

L'*Étudiant étranger* (1986) racontait les débuts de l'expérience: un campus de Virginie avec ses règles douillettes, ses flirts à peine teintés de drames (une Noire mal acceptée, une déviante qui paie de névrose son attachement au système). Pour acquitter sa deuxième année de scolarité, notre *college boy* prend un *summer job* — un boulot d'été, — qui va le plonger brutalement dans l'autre Amérique, aux antipodes de la première: un camp forestier du Colorado, où aventuriers et repris de justice passent les arbres à l'insecticide pour une poignée de dollars...

DÈS le départ par la route, le changement éclate. Des évadés de l'Ohio traqués pour crimes de sang veulent impliquer le naïf auto-stoppeur dans une minable attaque de station-service. Après les protections riantes de l'université, voici la jungle américaine du chacun-pour-soi, de la mouise sans issue, de la violence nue, celle que cachent les téléphones blancs et les décolletés pigeonnants de Hollywood, ou qu'avaient seulement suggérées Steinbeck ou Caldwell, et que le cinéma de Macadam Cow-Boy, *Déivance* et *Bagdad Café* montrerait bien plus tard.

On tombe toujours à pic quand on est vraiment curieux. Cette chance des vrais reporters nourris de Jack London, Labro en bénéficie, car c'est justement vers 1958 qu'apparaissent outre-Atlantique les végétaux à guitare et les « filles-fleurs » dont naît la poésie de la « route ». Une de ces errantes, Amy Clarke, assaille le narrateur de son doux concertant, à l'arrière d'un bus Greyhound, et s'offre à lui dans un champ de colza secoué par une tornade... La troisième Amérique, celle d'une tendresse sans illusion ni lendemain, restera fichée dans son cœur. Un pays où l'on se livre totalement et où l'on se quitte en vingt-quatre heures, sans les précautions des convenances: l'Europe est loin.

Plus loin encore, au chantier forestier l'Aux finalités près, le système régnant rappelle celui des camps totalitaires. Les arrivants sont « sélectionnés » selon leur carrure, et l'ordre naît de leurs différences physiques, érigées en castes.

APRÈS l'instruction théorique et délicate des campus, c'est l'école à l'école d'une collectivité hors-la-loi, que régent la vitesse des camions, le poids des bidons, les litres de bière, la perversité des hommes. Pour tenir, il faut être « tough »; prononcez: *taïf*, et comprenez: « dur à cuire ». Le *co'lege boy* doit tout assimiler d'un coup, y compris soigner la vérole que lui a passée la fille-fleur du champ de colza. A part le courrier alambiqué de la névrosée de l'an passé, qui manque d'épouser un psychanalyste fétichiste et choisira finalement de disparaître, le narrateur n'a plus de contact avec le passé « civilisé ». Il doit apprendre à rester sur le qui-vive jour et nuit, sans spectateur de western, il se mue en acteur exposé aux vrais types, et éprouve que sa bonne vieille idéologie de la non-violence pèse peu en face d'un camionneur ivre...

La violence et la bêtise culminent dans un affrontement entre deux camps voisins, que leur dureté égale de vie devrait pourtant rapprocher. Aucuns pourparlers ne parviennent à désamorcer le projet de bagarre entre ces hommes frustrés de femmes et de loisirs. Le sang coulera, les dents voleront. Personne n'aura gagné. Il fallait que « ça » explose. Chacun rentre soulagé. Ce solennel et débile instinct, rendu encore plus absurde par l'atavisme américain de « l'organisation », qui en viendra jamais à bout?

(Lire la suite page 17.)

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU

La gare de Wannsee

Roman de formation, traité stendhalien distillant la mystérieuse chimie des relations humaines, cette *Gare de Wannsee* est aussi une réflexion sur la création.

André Clavel / L'Événement du Jeudi

"François-Olivier Rousseau sait superbement orchestrer ses petites magies tristes."

Alain Bosquet / Le Magazine Littéraire

ROMAN

GRASSET

هكذا من الأصل

ment
ERT
public

LA VILLE
il pas aujourd'hui
grés ?
de l'aide financière pub
locales.

villes européennes rou
du tramway. Les cent
placements sont rapides
transports publics libé

une race en fête des
ont aujourd'hui des
permettront aux transp
OU VERT I

ONOMIQUE

فكرنا من الأصل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Cioran, ce bouddha des Carpates



Cioran par Irmeil Jung

UN beau visage est le plus beau des spectacles, disait La Bruyère. On ne peut que lui donner raison en feuilletant l'album de photographies qu'Irmeil Jung a consacré à Cioran. Le philosophe roumain et le portraitiste finlandais se sont découverts une complicité d'artiste, un même attachement pour Diépe et quelques squares de la capitale. Irmeil Jung, qui aime faire des photos comme Ingemar Bergman ses films, nous invite à goûter une contrainte surprenante : le visage d'un moraliste qui se définit lui-même comme un « bouddha de pacotille ».

Dans le clair-obscur des photographies d'Irmeil Jung, dans le brume de Diépe ou dans le demi-jour de Paris, Cioran semble surgir de nulle part, à la manière d'un homme qui refuse d'être réel, d'être exposé en pleine lumière. C'est le visage d'un méditateur ulcéré d'attendre, non celui d'un croyant du nirvana. On dirait que se reflète sur son front toute sa philosophie.

L'écartèlement dont il nous entretient dans ses livres se lit sur son visage, partagé entre refus et résignation, apaisement et inquiétude. Dans le regard de ce vieux loup des Carpates, Irmeil Jung a admirablement saisi l'expression d'une stupéfaction hallucinée, comme si Cioran nous murmurait à l'oreille les mots qu'il prêtait naguère aux « pouilleux d'en haut » : « Vous avez eu tort de miser sur moi... »

Un candidat à l'ingénuité se demandera peut-être, à la vue de ces photographies d'un sublime crispé, comment Cioran s'est sculpté ce profil de saint blasé et d'enchanté désillusionné. La réponse la laissera candide : c'est à la pointe sèche du pessimisme que Cioran a façonné son visage. Le titre qu'il a choisi pour cet album de photographies, *« Elan vers le pire, schémas de conviction notre candide »* : « Le progrès n'est rien d'autre qu'un élan vers le pire », dit Cioran dans l'un des aphorismes dont il parseme le livre.

ROLAND JACCARD.

★ **L'ÉLAN VERS LE PIRE**, photographies de Cioran par Irmeil Jung, accompagnées de quelques aphorismes, Gallimard, 160 F.

HISTOIRE

Marchands des mers du Sud

L'Extrême-Orient est l'un des principaux pôles de développement économique de cette fin de XX^e siècle, en particulier grâce aux « petits algues » et à la diaspora des Chinois d'outre-mer.

Les réseaux de contacts, de commerce et de finances établis de longue date, les liens familiaux tissés dans toute l'Asie, mais qui aujourd'hui s'étendent dans le monde entier, expliquent ce rôle économique indispensable. Peu à peu, ils en viennent même à racheter de respectables firmes installées en Orient depuis un siècle ou plus.

L'intérêt des études publiées par MM. Lombard et Aubin est de replacer ce développement dans son contexte historique. L'ouverture de l'Orient — de l'Inde à la Chine — vers l'Occident par les colonisateurs portugais, hollandais, anglais ou français à partir du XVI^e siècle a longtemps occulté les réseaux commerciaux qui existaient dans la région depuis des générations.

Certains n'ont pu résister à la force et aux méthodes modernes et ne jouent plus qu'un rôle résiduel (commerçants malais, bugis...). D'autres, discrètement, ont survécu en se confiant dans le moule fondé par le colonisateur (commerçants indiens, arabes) et maintenant, voire développent leurs activités.

Enfin, et surtout, les Chinois, dont le rôle commercial avait atteint son zénith au début de la dynastie des Ming, ont su tirer profit de la période coloniale. On le voit aujourd'hui où ils reprennent le pas sur leurs maîtres d'hier.

PATRICE DE BEER.

★ **MARCHANDS ET HOMMES D'AFFAIRES ASIATIQUES DANS L'OCCÉAN INDIEN ET LA MER DE CHINE, XII^e et XIII^e SIÈCLES**, publié sous la direction de Denis Lombard et Jean Aubin. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1982, 376 pages, 190 F.

PHILOSOPHIE

Edgar Faure et Auguste Comte

Du Cours de philosophie positive au Système de politique positive, en passant par les opuscules de jeunesse, les travaux scientifiques et la correspondance, les écrits d'Auguste Comte sont d'une abondance qui défie la patience du lecteur le plus obstiné. Pourtant, avant de mourir au printemps dernier, Edgar Faure avait tenu, nous dit-on, à relire toute l'œuvre du fondateur du positivisme pour écrire la préface à cet *Auguste Comte, qui était-ce ?*, qui publient les éditions de La Manufacture. Ce texte d'une quarantaine de pages, dont il a corrigé les épreuves sur son lit d'hôpital, est donc le dernier qu'il ait écrit l'ancien président du conseil.

Celui qui fut le président de la mission du bicentenaire de la Révolution estima, sous le titre « Auguste Comte ou la Révolution terminée », que la philosophie avait pour ambition de « donner une conclusion justificative » à la Révolution de 1789 non seulement en mettant fin à la crise d'où elle-ci était née mais aussi en créant une situation « qui serait désormais éternelle du risque révolutionnaire », par le moyen du couple « ordre-progrès ». Edgar Faure présente avec le talent pédagogique qu'on lui connaît les lignes de force d'une pensée dont il loue la « belle architecture ».

De cette pensée, plusieurs spécialistes réunis par Gérard Marie de Ficquembourg et Sybil de Acosta — Henri Gouhier, Léon-Louis Grégoire, Alice Gérard, Jacques Mugnier, Emmanuel Lasserre — analysent en détail l'évolution et soulignent avec force l'actualité, qui n'est pas toujours celle qu'on croit. Une riche bibliographie et une liste de « disciples et sympathisants célèbres » complètent ce volume qui doit permettre à ceux qui en ont le désir de s'orienter dans une œuvre non seulement vaste, mais dense et souvent difficile.

THOMAS FERENCZI.

★ **AUGUSTE COMTE, QUI ÉTAZ-VOUS ?**, La Manufacture, 295 p., 73 F.

ROMAN

Une fascination allemande

Préparer un doctorat sur Grimm, c'est tout naturellement qu'Isabelle Moris s'installe chez Andreas et son épouse Verena, dont les ancêtres ont connu l'auteur des contes. Tout naturellement aussi que cette famille aristocratique l'accueille dans son château de Wurtemberg, et tout naturellement qu'elle rencontre un écrivain français, Adrien Glorieux, devient la maîtresse d'Udo Stiz, un comte qui aime que « deux choses » : la solitude et le monde, un prodigieux amant.

Mais en cette Allemagne — qui concentre « toute la cruauté et la splendeur qui existent sur terre en France » — rien n'est vraiment naturel. S'impose à Isabelle, comme un double, une certaine Lisa, une mystérieuse que les rêves qui hantent les rêves. Cette Lisa, dont le souvenir d'Adrien fut, à dix-huit ans, « l'été payant » au château. Elle devient pour Isabelle la « mystérieuse Lisa ». Non seulement Isabelle ne croit pas à sa mort, mais elle se fustige confondue d'Andreas aux étreintes d'Udo, d'un bal à une fête. Lisa est toujours présente. Et peu à peu Isabelle ne sait plus ce qui est du réel, de la supposition, du mensonge, de la réalité, de l'envoûtement. Le salut serait dans le futur, mais...

Mais il faut aller au terme de cette foisonnante histoire pour savoir qui est Lisa et quel chemin Isabelle choisit, celui du retour en France ou celui, sans issue, vers un monde à la fois infini et cruellement présent. De qu'ils se soient même en d'intimité, ce troisième roman de Geneviève Bon est bien, comme annoncé, un « tourbillon ». On peut lui reprocher d'être, ici ou là, trop explicite et de ne pas résister à un romantisme qui, par des phrases quelque peu redondantes, brise son rythme, mais on se reprend sur ces pages qui se referment sur l'héroïne et, autant qu'elle, on veut savoir.

★ **LA SAISON DES BALZ**, de Geneviève Bon, Robert Laffont, 286 p., 90 F.

LA VIE LITTÉRAIRE

L'histoire se rencontre à Turenne

Entre les chercheurs locaux et les historiens « nationaux », parisiens ou non, les rapports ne sont pas toujours des meilleurs. Les premiers, mécontents d'être parfois traités en amateurs, ne manquent pas de relever la moindre erreur qu'ils considèrent, à leur avis, les « professionnels ». Ceux-ci critiquent les méthodes sommaires dont usent à l'occasion des enthousiastes insuffisamment préparés aux techniques de l'histoire.

Un des principaux intérêts du colloque qui s'est tenu en août sur la vicomté de Turenne — à cheval sur la Corrèze et sur le Lot — évanou, pendant et après la Révolution, est justement d'avoir mis en présence et au travail les uns et les autres. L'entreprise a recueilli l'intérêt immédiat des vicomtes : cent cinquante personnes à Turenne, deux cents à Martel, une bonne centaine à Saint-Céré (1).

La vicomté de Turenne offre cette particularité d'avoir été vendue en 1738 par le duc de Bouffon au roi de France après avoir joui d'une longue autonomie, notamment fiscale. Comment se comporta, à partir de 1788, une popula-

tion fraîchement assujettie aux lourds et multiples impôts du royaume et enlevée à la tutelle lointaine et débonnaire d'une famille dont les intérêts essentiels se situent dans l'est de la France ?

Les paysans vicomtois, plus politisés qu'on ne l'a dit, s'entendirent avec satisfaction la fin des privilèges, même si les plus riches renchérit à racheter les droits féodaux dont ils étaient devenus de fait propriétaires. La noblesse s'en tira sans victimes exploitables. La bourgeoisie pratique, à l'instar de la bourgeoisie parisienne, se lança dans la spéculation politique, et, en général, d'un tirer profit. Le radicalisme du Sud-Ouest trouve là une de ses origines.

Les principaux organisateurs, M^{me} Eugénie Gall et M. Philippe Vigier, professeur à l'université de Paris-X Nanterre, ainsi que M^{me} Nicole Aubert, Denise Fais, Marie Juliet et M. Gérard de La Tour d'Arvergne, avaient réuni de brillants spécialistes locaux et des historiens universitaires : M^{me} Mona Ozouf, MM. François Furet, J. Lasalle, Flaminio Biéty, Jean El Gornel, et, parmi les experts, MM. Alain Corbin, Claude Michaud et Antoine Prost. La régionalisation de l'histoire est décidément en marche.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Les Actes du colloque *« Révolution et traditions dans la vicomté de Turenne (Mass-Quercy, Bas-Limousin) de 1738 à 1800 »* sont publiés, avec des concours officiels, par la Société des amis de Saint-Céré (Henri Fontanille, 14, rue Marcellin-Berthelot, 33400 Talence).

EN BREF

● **LE 7^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE POÉSIE**, organisé par l'UNESCO et l'Association Poètes sans frontières, se déroule jusqu'au 17 septembre dans l'amphithéâtre de la place de Fontenay. Sous l'égide de « Le feu des mots », quarante poètes venus d'Espagne et d'Amérique latine reconstruiront les poèmes de langue française. Rafael Alberti, Juan Brea et Octavio Paz seront les trois invités d'honneur présentés à ce Festival, qui rendra hommage à Roger Caillois et Jean Cassou. UNESCO, 7, place de Fontenay, Paris 7^e. Entrée libre. Tous les jours de 19 h à 23 h 30. Samedi, à partir de 15 heures.

● Un colloque international sur « MONTAIGNE ET L'HISTOIRE » se tiendra à Bordeaux du 29 septembre au 1^{er} octobre, pour célébrer le quadricentenaire de l'édition de 1588 des *Essais*. Renseignements : CC, Debols, UER de Lettres, université Bordeaux-III, 33405 Talence.

● Les prochaines RENCONTRES JEAN GUÉHENNO auront lieu à Fougères, la ville natale de l'écrivain, du 23 septembre au 16 novembre. Fougères, cité du Livre vivant en 1988, célébrera ainsi le dixième anniversaire de la mort de Guéhenno. Renseignements à l'Association nationale pour le Livre vivant : 25-27, rue de l'Yser, 35300 Fougères. Tél. : 99-94-17-65.

● **PRÉCISIONS.** — Dans les « dernières Brèves » du 9 septembre, nous avons omis d'indiquer l'éditeur du livre de Daniel Grégoire, *« L'Europe et l'origine de l'Édit »*, le siège de l'éditeur est La Recouvrance à Nanchéty ; diff. France Champion-Staline, (276 p., 293 F.).

DERNIÈRES LIVRAISONS

CIVILISATION

● **AUTREMENT.** Sous la direction de Kenneth White : *« Escapes, Pierre, vent et lumière. — Un portrait géopolitique et géopédagogique »* de l'Écosse. Un périple au milieu d'une « réalité complexe » et de quelques « singularités ». (Autrement, 222 p., 85 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **PATRICK AVRANE** : *« Un dîner pour Philippe Fogg. — Une relecture de quatre romans de Jules Verne, et le Tour du monde en quatre-vingt jours »*, du point de vue de la psychanalyse. L'auteur étudie ce qui, dans le texte de Jules Verne, joue avec les ressorts de l'inconscient. (Aubier, 200 p., 84 F.)

ENTRETIENS

● **ALBERTO MORAVIA ET DACIA MARAINI** : *« Le Petit Alberto. — Dans un long entretien avec son amie Dacia Maraini, le romancier italien remonte le fil de son enfance en livrant ses souvenirs les plus secrets. Traduit de l'italien par René de Coaromy. (Michel de Maule, 148 p., 85 F.)*

FRANCOPHONE

● **GUY DUGAS** : *« Littérature judéo-maghrébine d'expression française. — Les écrivains nord-africains francophones ne sont pas tous arabo-berbères ou pieds-noirs. Il y a aussi, d'Éliez Rikhi à Nina Moutti, de 1880 à nos jours, près de quatre-vingt auteurs maghrébins de souche juive, dont Guy Dugas, chef du département de français à l'université de Sarajevo (Yugoslavie du Nord), a recensé les cent soixante-cinq œuvres. (Ed. CELFAN-Monographie, Université Temple, Philadelphie-PA 19122, États-Unis, ou chez l'auteur, 71, rue des Avocats, 34400 Lunel, France, 66 p., 40 F. franco.)*

ROMAN

● **JEAN-YVES HABERER** : *« La Fèvre arctique. — Publié d'abord en 1974 chez Christian Bourgois, mais commercialisé dix ans plus tôt, le Fèvre arctique s'appuie sur les « sources clarificatrices » de l'auteur, à la rencontre d'un certain surréalisme versé dans romans médiévaux et du romantisme allemand et incarné superbement par l'œuvre de Julien Green ». Inspecteur des finances, ancien PDG de Paribas, J.-Y. Haberer succède à M. Lévyque à la tête du Crédit lyonnais. (Les Impressions nouvelles, 7, rue Tactel, 75020 Paris, 162 p., 94 F.)*

SOCIÉTÉ

● **JEAN-JACQUES BERRÉBY** : *« J'ai choisi de vivre. Non pour vous faire à la malade. — Frappé d'une maladie répète incurable, l'auteur témoigne. Une réflexion sur la maladie en même temps qu'un leçon de vie et de sagesse. C'est aussi un guide de conseils pratiques invitant le malade à réduire sa dépendance vis-à-vis des médecins et des proches que J.-J. Berréby livre dans son ouvrage. (Retz, 187 p., 89 F.)*

SOUVENIRS

● **R.-L. BRUCKBERGER** : *« Barbares vivants. — Des souvenirs en forme d'hommage à l'auteur de Sous le soleil de Satin et au poète des Grands Châtains sous le harnais par l'un de ses fervents admirateurs. (Aubin Michel, 244 p., 85 F.)*

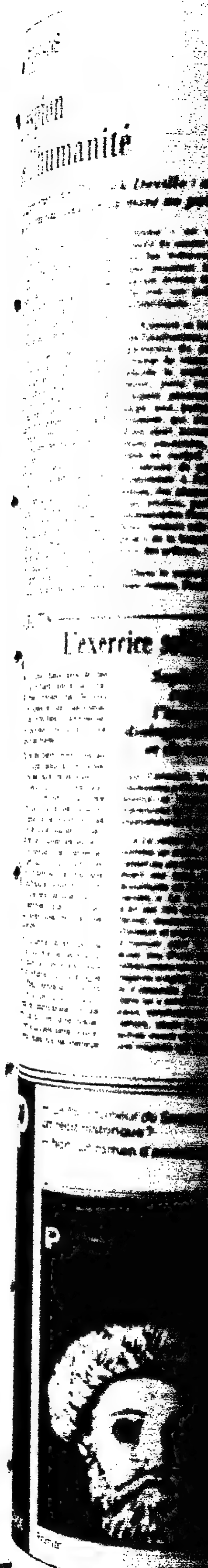
THÉÂTRE

● **MICHEL BERNARDY** : *« Je suis vivant, ou Traité de diction française à l'usage de l'homme. — Un traité qui se veut l'enseignement de Bernardy, professeur de langage au conservatoire, à la portée de l'homme moderne. Préface de Robin Renucci. (Éditions de l'Aube, 208 p., 100 F.)*

● **GÉRARD-DENIS FARCY** : *« Les Théâtres d'Audoubert. — Toute la dramaturgie d'Audoubert passée au peigne fin sous un regard neuf. L'étude décortique le travail d'élaboration d'Audoubert, de la « mise en scène » à la « mise en scène ». (PUF, 319 p., 148 F.)*

DERNIÈRE VENTE EXCEPTIONNELLE
des anciens monuments de la ville
MONUMENTS HISTORIQUES
ORANGERIE DE L'HOTEL DE SULLY
62, rue Saint-Antoine (6^e), M^o Saint-Paul
SAMEDI 17 et DIMANCHE 18 SEPTEMBRE de 10 h à 17 h.

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'archéologie sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75008 PARIS — Tél. : 43-26-90-72



● ROMANS

L'espion de l'humanité

Longue vue, de Patrick Deville : un jeu sur les variations de la mise au point...

Patrick Deville fait partie de ces romanciers désormais attendus, depuis la parution de son premier roman, Cordon bleu, en mars 1987. Il poursuit avec Longue Vue son chemin original, perfectionnant ce jeu auquel il nous avait déjà familiarisés, sur les variations de la mise au point.

« Voici un livre scientifique », disent d'entrée de jeu les premières lignes de Longue Vue. Impératif quelque peu déroutant lorsque l'on s'attend à entamer la lecture paisible d'un roman. Tout se passe en effet comme s'il s'agissait ici moins de lire simplement que de constater empiriquement les faits et les choses, par l'intermédiaire de la longue vue qui nous est confiée, le temps du livre.

Korberg, un savant professeur en ornithologie, ne quitte pas ses jumelles. D'abord occupé à observer les oiseaux, il dévie insidieusement son objectif pour épier un petit groupe d'individus auquel son passé le rattache. Mais l'intrigue — en gros l'histoire de deux hommes jadis amants de la même

femme — est vite estompée au profit du simple constat des objets et des événements élémentaires qui peuplent le quotidien. Le savant devenu voyeur ne perd pas de vue son goût des précisions scientifiques.

Ajustant sa longue vue, il varie les focalisations, joue sur les changements de perspective. Le champ de vision, selon ce qu'en décide la mollette de mise au point, passe sans transition de l'aspect panoramique d'un paysage aux pattes de boutons-pression qui tiennent le revers d'un short bermuda, minutieusement examinées, comme décapées au scalpel. Le roman suit l'itinéraire de cette longue vue. Conformément à l'objectivité de la vision, des phrases dépouillées de tout artifice, parfois de simples onomatopées flanquées à l'état brut, rendent tels quels le « grignotage » de la bicyclette ou le « cri-cri » des grillons.

Dans le prolongement du nouveau roman, Patrick Deville tend



Patrick Deville

à gommer l'intrigue, les sentiments et la psychologie en faveur d'un parti pris des choses. Sous l'œil du savant, objets et êtres humains sont mis sur le même plan, rassemblés dans une prise de vue générale de l'univers. La métaphysique se mêle alors insidieusement à la trame romanesque.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le choc d'une vie

(Suite de la page 15.)

ON dirait que la rudesse des hommes s'alligne, dans cet Ouest des étendus vierges et du travail forcé, sur celle de la nature. La pluie, à elle seule, est un enseignement. Elle rend la tâche plus accablante, en même temps qu'elle apaise et réunit les forçats. Tel contremaître bourru s'attendrit sur le bleu profond des conifères et sur les variétés de fleurs. Tel autre explique la vie occulte des bêtes. Admirations méritées, ressenties du dedans, et non pas en touristes, les « dudes », ces jobards ! Le college boy commence à être initié. Il a connu le baptême du feu. Il a frôlé quelques secrets. Il est prié de n'en rien livrer.

Deux épreuves l'attendent encore : la rencontre, par hasard, de la « fille-fleur » du champ de cotza, à qui il apprend qu'elle l'a contaminé, et qui s'avoue amoureuse d'un autre, l'introuvable auteur d'une chanson sur la « loi de la route » ; la seconde et dernière secousse est digne d'un film noir : trois motards tatoués montent au camp pour se venger d'un quatrièmiste « hell's angel » qui s'y cachait d'on ne sait quelle trahison. Total : quatre morts sans phrase, au pistolet 45 et au couteau à manche de corne, des blousons ensanglantés dans la poussière d'un camp pourri. La prière de la liberté ?

QUAND le college boy mâtiné de routard et de cowboy rentre en France avec sa bague des campus et ses bottes à talons biseautés, les directeurs de journaux le feront languir. Parfait bilingue, fou de Hemingway et de reportage à l'américaine, décidé à « incrouter » à Paris, on n'aime pas trop ce genre-là ! Commencez par ne plus vous déguiser, jeune homme !... Pourtant, un certain Lazaroff se laissera séduire. La suite est dans tous vos magazines.

Moralité ? Le narrateur se garde d'en tirer une, ce travers si peu américain. Il a seulement compris, pêle-mêle : que la peur peut conduire au courage, qu'il faut savoir se débrouiller tout seul et ne pas s'occuper de ce qui ne vous regarde pas, que tout peut arriver, qu'aimer, c'est comprendre sans juger, qu'autant se livrer au premier venu, à quel bon entendre ! qu'on ne peut se plaindre des conséquences de ce qu'on a voulu (« you asked it » tu l'as voulu !), qu'on doit accepter les incohérences et non les impostures, qu'on peut à la fois s'endurcir et rester tendre, que l'éradication de la stupide violence humaine n'est pas pour demain, qu'il fait bon aller où nous conduisent nos bottes et habiter sous son chapeau...

Peut-être y a-t-il du « surnaturel », dans tout cela ; peut-être tout cela est-il « connecté » à notre insu : ce sont les expressions de l'auteur. Comment, cette connexion ? Par qui ? A quelle intention ? Le cowboy rabat son station sur l'œil ; motus, assez parlé comme ça ! La Route n'a pas de Loi, sinon celle du Temps, qu'il s'agit d'aimer sans savoir ce qu'il réserve...

J'AI dit qu'un été dans l'Ouest avait le souffle des expériences dont l'auteur n'est jamais tout à fait revenu. On sent ce souffle à chaque page. Par différence, le lecteur est tenté de trouver pitoyables et rebattues les éducations européennes dont l'abréviation notre littérature romanesque. Comme notre nature et notre violence paraissent étriquées par rapport à celles du Colorado d'il y a trente ans !

Mais Labro ne nous oblige pas à ces comparaisons. La fierté évidente d'avoir vécu une chose rare à ses yeux ne l'amène pas à dénigrer ce qui ne le vaut pas. Il se contente de célébrer l'initiation reçue avec la passion des vrais fidèles, le chauvinisme des purs vétérans.

L'Étudiant étranger avait la fraîcheur d'un premier livre ; Un été dans l'Ouest a l'entrain lié aux grands chocs d'une vie. Et Labro voue au réel, à l'aventure humaine, un culte qui fait de lui le plus américain des auteurs français !

★ UN ÉTÉ DANS L'OUEST, de Philippe Labro, Gallimard, 300 p., 90 F.

● DÉBUTS

L'exercice solitaire du silence

DEUX voix, deux existences se frottent dans le premier roman de Sophie Avon, Le Silence de Gabrielle. Deux voix proches, familières, qui ne peuvent pourtant se rejoindre ni se mêler.

Gabrielle se tient immobile au seuil de l'âge adulte. Adolescente apeurée, elle ne la franchit pas, ce seuil qui donne sur l'inconnu. Comme d'autres renoncent un jour à se nourrir, elle a décidé, à la mort de sa mère, de ne plus parler. Quelques pages de journal se substituent à la parole tue, retenue. Elles disent, au cours d'un bref mois de printemps, la matière d'une souffrance intime, d'un deuil et d'une révolte que nul cri ne peut exprimer, que nul interlocuteur, sinon une morte, ne peut entendre.

Tenu à distance par et dans le silence de Gabrielle, le père a lui aussi recours à l'écriture pour tenter de rétablir un dialogue rompu. Mais, reprenant le fil d'une vocation d'écrivain, ancienne et contrariée, il se raconte plus qu'il ne parle réellement. Parole sincère sans doute, émouvante, mais qui ne ménage

Sophie Avon raconte l'impossible dialogue d'une fille et de son père

pas l'accueil, l'espace filial nécessaire à l'adolescence. C'est encore et toujours sa propre mélancolie qu'il remémore, sa vie insaisissable qu'il se remémore.

« La volonté de se taire est comme un jeûne, une désintoxication ou un régime ; le moindre écart est fatal, la résistance accumulée se brise comme une cendre. » Le silence, Gabrielle s'en est fait un monde. Monde fermé, douloureux, dans lequel médecin et psychiatre tentent de s'insinuer pour le briser. Mais aussi lieu d'une secrète liberté, observatoire imaginaire d'où l'on regarde s'agiter les autres, dans le « désordre des mots ». Mais dans ce « confort », Gabrielle ne peut totalement évacuer le dehors, abolir le monde où ces autres vivent et meurent... C'est une tragédie qui viendra briser la

cocon, ou du moins interrompre l'exercice solitaire du journal intime. Tragédie dans laquelle une main tendue, une parole — la sienne — ont manqué.

« Ce sont nos morts qui nous veillent, et nous, les vivants, dormons sans le savoir dans un carcaïl. » Au silence de la jeune fille, les regrets, le désenchantement et l'amertume du père sont impuissants à répondre. Cette longue lettre qu'il écrit, dans le temps même où Gabrielle tient son journal, et dont elle est la destinataire, exprime, autant que ses mots à elle, une fermeture, une impossible communication.

D'un ton constamment juste, le premier roman de Sophie Avon ne s'égaré à aucun moment dans l'outrance sentimentale. L'écriture sobre et soignée contourne les clichés de la psychologie familiale et parvient à maintenir l'émotion. Seule peut-être, la construction binaire du roman semblera un peu rigide.

PATRICK KÉCHICHIAN. ★ LE SILENCE DE GABRIELLE, de Sophie Avon, Actes, 122 p., 72 F.

— La folle rumeur de Smyne, encore un récit historique ?
— Non, un roman d'amour mystique.

Book advertisement for 'Claude Gutzman' by Claude Gutzman, published by Payot. Includes a portrait of a man.

Une maison qui fait des aveux
Un roman de Gédé dans lequel une villa au bord de la mer est le personnage principal

CHAQUE vieille maison recèle des trésors de souvenirs. Dans les recoins des pièces, sous les marches des escaliers, derrière la poussière des tableaux, des secrets sont enfouis et des bribes de conversations oubliées subsistent, tandis que les vieux secrétaires dissimulent d'anciennes lettres et photographies. Ces maisons ne sont jamais tout à fait silencieuses ; on ne peut donc que louer Gédé, connu jusqu'à présent pour ses talents de dessinateur et d'humoriste, d'avoir fait d'une villa le personnage principal de son roman.

Le Roman d'une année sabbatique se présente comme le récit à plusieurs voix de quelques mois de l'existence d'une vieille maison au bord de la mer. La villa « Les Tamaris » a été achevée en 1929. Longtemps occupée par la famille qui l'avait construite, elle a été peu à peu délaissée. Elle sait que bientôt elle va disparaître car la falaise sur laquelle elle repose est rongée par la mer, qui menace de l'engloutir à la prochaine tempête.

★ ROMAN D'UNE ANNÉE SABBATIQUE, de Gédé, Le Pré-saint-Gervais, 213 p., 95 F.

— Les passants, c'est un poème en prose ?
— Non, c'est le roman le plus court sur l'extermination des Juifs d'Europe.

Book advertisement for 'Les passants' by Liliane Atlan, published by Payot. Includes a portrait of a woman.

تذكروا من الأصل

هكذا من الأصل

L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

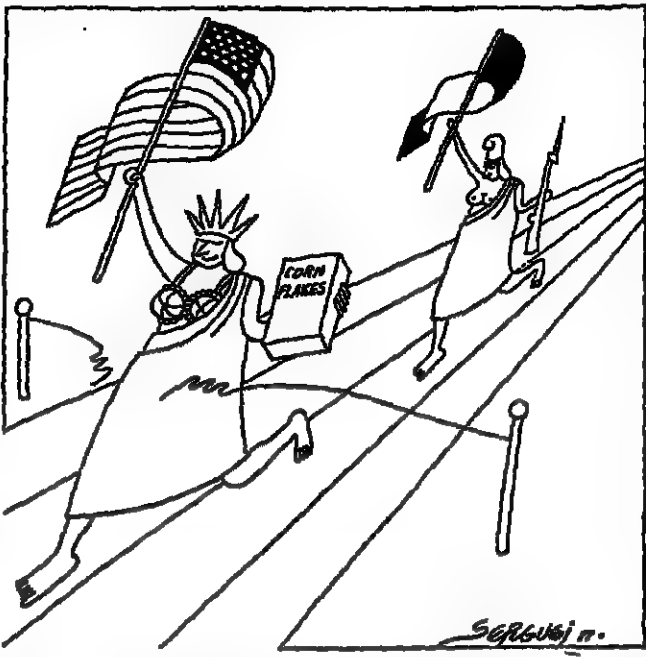
La « destinée manifeste » des Américains

D'ONC, quelques trublions manipulés par des idéologues marxistes auraient pris la Bastille en brûlant déjà de massacrer du Vendéen et d'imiter Pol Pot, précipitant la chère France dans le terreur oryzaire des républiques bananières. En revanche, outre-Atlantique, les robustes colons insurgés contre Sa Majesté britannique gardaient la tête froide : leur Bible mit en déroute les Cohn-Bendit en puissance, leur Constitution refusa les mythes sectaires, leur loi imposa une bienheureuse évolution dont nul, depuis deux siècles, n'aurait eu trop souffrir, Indiens, Noirs et Sudistes compris. Foin de « révolution atlantique » et de parenté douteuse : 1789 signifiant violence, 1787 ne peut qu'être sagesse.

Tel est le raisonnement qui séduit sans doute quelques nouveaux chouans chagrins par l'approche du bicentenaire et auquel Georges Gusdorf offre la caution d'un petit livre bien enlevé, qui, Dieu soit loué, ne tire la parallèle que sur deux cent cinquante pages. Au milieu d'un argumentaire souvent intelligent et que quelques nuances pouvaient rendre plausible, les formules coulées dans le bronze ponctuent la démonstration manichéenne : 1789 n'étant qu'une « bouffée délirante, un 1968 qui se prend au sérieux et s'empare de la réalité » (page 201), « un projet totalitaire » (page 253), « la forme moderne de la guerre sainte, de nos jours perpétrée par le djihad islamique » (page 203), les lois et Constitutions qui en procèdent, inapplicables et avilissantes, sont des sortes d'« apocalypses laïques et obligatoires » ; en regard, loin des brailleurs parisiens et des terroristes de sous-préfecture, les Pères fondateurs des Etats-Unis ont bâti « une démocratie du possible » durable et libératrice. On aura bientôt compris que Georges Gusdorf, comme l'affirme le quatrisme de couverture, « est insensible aux mythes, aux tabous et aux lavages de cerveau, montre qu'il est inséparable des événements survenus à quelques années de distance des deux côtés de l'océan ». Sic.

CETTE comparaison qui hante Tocqueville mérite qu'on s'y arrête. Sans aller sans doute jusqu'à philosopher sur l'onde révolutionnaire qui aurait parcouru l'Atlantique à la fin du dix-huitième siècle, cette problématique, défendue avec éclat par Jacques Godechot dans les années 60, est aujourd'hui passée de mode. Mais il faut convenir que les Français et les Américains seraient alors conjointement à régler l'apinaux problème du nationalisme et qu'ils ne purent lui apporter de solutions plausibles et viables qu'en le faisant d'une forte charge de mythologie identitaire. Car, à Washington comme à Paris, il s'agissait de jongler au mieux, sous la pression de l'événement et dans la hâte des vrais révolutionnaires, qui savent qu'il y a toujours urgence à clore le temps de la subversion, mais dans le respect d'une démocratie du contrat, avec ces trois termes redoutables, le peuple, la nation et l'Etat, dont l'ambition était précisément de ne faire qu'un.

Nos révolutionnaires, il est vrai, ne l'ont emporté à Vainy et n'ont exporté les droits de l'homme dans l'Europe entière à la pointe



métrisaient. La révolution des Américains, tout au contraire, tient en quelques mots : « La nécessité de créer la nation les a menés à faire fond sur l'Etat qui allait construire et incarner la nation et qui allait exercer, face aux puissances étrangères comme à l'intérieur du territoire, le souveraineté qui lui était déléguée par le peuple. » Autrement dit, ce nationalisme fait de l'Etat la valeur fondatrice et suprême qui transforme le colon britannique en citoyen américain, exclut les premiers occupants d'un espace supposé vierge, alimente la religion civile, qui rassemble les citoyens dans le culte de la Constitution. Cette « création nationale absolue », taillée aux dimensions du Nouveau Monde, qui ne repose sur aucun facteur d'antériorité, séduit des colonisateurs, des immigrants et des conquérants, dressa les Euro-Américains contre les Amérindiens et fabriqua du consensus sans se soucier, et dès l'origine du mythe, des avatars de l'histoire.

de leurs baionnettes qu'en cultivant l'ambiguïté. Leur nation fut à la fois inédite et réincarnée : inédite par la force du contrat qui unit par adhésion intime des individus gouvernés par la même loi ; réincarnée par l'invention du destin historique d'un peuple souverain qui avait labouré depuis l'aube des temps le sol du royaume et qui, enfin, relevait la tête pour prendre en main ses affaires. A l'extrémité d'une vieille Europe au lourd passé, comment aurait-on pu rompre sans invoquer ? Unifier la langue et quadriller le territoire à coups de départements sans cultiver l'équivoque d'une mythologie nationale qui donnait au peuple la hardiesse et les armes de la révolution ? Il fallait bien combiner l'opacité d'une continuité avec la transparence d'une rupture. Les jeunes Etats-Unis, eux, peuplés d'aventuriers adossés à l'immensité de la wilderness, promus au melting pot et hantés de puritanisme, n'avaient aucune histoire à prendre en charge. Ils eurent donc l'audace de la fondation pure et libre, de la création émancipée, du volontarisme de la page blanche. Et ils en firent une construction qui pouvait satisfaire à la fois le juriste, l'idéologue et le pionnier. C'est une aventure inouïe que nous conte Elise Marienstras dans un beau livre grave et bruisant, plein de feuilles d'herbe et d'écritures saintes, qui mêle et domine une documentation multiforme à base de textes, d'images et d'objets, qui traque le mythe dans l'intimité du fantasme et le bouquet des événements.

Que dit-il ? Qu'on a trop souvent lié l'essor des Etats-Unis soit à la révolution douce d'un libéralisme prometteur, soit à une démocratie capitaliste de jungle puis d'impérialisme. Sous ces qualificatifs partiels et réducteurs, démontre Elise Marienstras, c'est un nationalisme vivace qui se déchaîne et s'excite. Nous voici à l'opposé du raisonnement d'un Hegel qui nous portait à croire que les Etats-Unis, dépourvus d'un Etat véritable et fort, n'auraient sombré dans le nationalisme yankee qu'à l'occasion des guerres étrangères et seraient ainsi continuellement hésité à jouer dans le concert mondial un rôle à la hauteur de leur réussite économique et de la massivité continentale de l'espace qu'ils

travaient. Et rappelle, notamment, que la religion, malgré toute domination d'une Eglise, enveloppa et étreignit fortement le culte civique : « Aux Etats-Unis, notait déjà Tocqueville, la religion se confond avec toutes les habitudes nationales et tous les sentiments que la patrie fait naître. » N'est-ce pas, au tréfonds et à l'opposé de la version française de la démocratie, le *In God we trust* qui aurait soutenu la quête américaine de l'identité et fondé le pluralisme (1) ? Mais la force du livre d'Elise Marienstras est dans son intrépidité à penser à rebours de la pensée commune : nos Etats-Unis politiques et moraux sortent tout pimpants de sa lecture, lourds de menaces et de promesses, puissamment indignés et passablement exotiques.

Leur histoire, qui domine celle de notre vingtième siècle, fut-elle à la hauteur de cette valeur originale ? On ne manque pas de se poser la question en suivant l'analyse précise, très maîtrisée et fort savante, que donne Claude Fohlen, maître de ses études américaines en France, de la « destinée manifeste » du pays de Roosevelt et du Watergate, de la guerre du Vietnam et de la Ford T. Son nationalisme plumeux entretenu n'a pas surmonté les crises ni étendu la paix américaine. Mais, avec ou sans Dieu, n'est-il pas ce qui sort qu'il fait toujours rebondir l'onde Sam ?

* LES RÉVOLUTIONS DE FRANCE ET D'AMÉRIQUE. LA VIOLENCE ET LA SAGESSE, de Georges Gusdorf. Librairie académique Perrin, collection « Passé simple », 253 p., 125 F.

* NOUS, LE PEUPLE. LES ORIGINES DU NATIONALISME AMÉRICAIN, d'Elise Marienstras. Calmann-Lévy, collection « Bibliothèque des histoires », 479 p., 150 F.

* LES ETATS-UNIS AU VINGTIÈME SIÈCLE, de Claude Fohlen. Aubier, « Collections historiques », 337 p., 128 F.

(1) Les rapports entre religion et politique aux Etats-Unis sont analysés dans un numéro spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1988 (Presses de la FNSP, 156 p., 80 F.)

Les fantassins de l'armée des Lumières

Daniel Roche propose une vision originale des mutations culturelles qui marquent le dix-huitième siècle.

L'IDÉE est heureuse d'avoir rassemblé en un volume seize études consacrées par Daniel Roche au cheminement et à l'assise sociale des Lumières dans la France du dix-huitième siècle. De la confrontation de ces textes jusqu'ici dispersés, pour partie publiés à l'étranger et tout à fait inédits pour quatre d'entre eux, ressort avec force une vision originale des mutations culturelles qui marquent le dernier siècle de l'Ancien Régime.

Le livre de Daniel Roche oblige à réviser la définition même des Lumières. Faut-il les identifier, comme la tradition l'enseigne, à la marche en avant d'un « esprit philosophique » construit autour de quelques idées abstraitement novatrices ; la dénonciation de l'obscurantisme religieux, l'exaltation de la tolérance, la définition d'une morale naturelle, l'examen critique des institutions et des coutumes, la réformulation des fondements du corps social et de la souveraineté politique ? On doit-on considérer que ces audaces, brandies par les philosophes, portées par le livre prohibé (mais souvent toléré), masquent en fait des ruptures plus feutrées mais, en leur massivité, peut-être plus décisives ?

Pour Roche, la nouveauté essentielle du siècle réside dans la diffusion à large échelle, au sein des groupes les plus traditionnels, d'une pensée d'utilité, pratique et gestionnaire, qui, dans le respect proclamé des autorités établies et des hiérarchies héritées, impose une conception inédite du monde social, fondée sur la promotion des talents et la reconnaissance des mérites.

Les nouveautés philosophiques

De là, le paradoxe fructueux qui a guidé la démarche : déchiffrer derrière les conformismes affichés des institutions, des discours ou des milieux apparemment les plus conservateurs (ainsi les sociétés de pensée patentes, les éloges académiques, les bibliothèques nobiliaires) les signes discrets mais sûrs d'une transformation des esprits et des gestes. Par leur fonctionnement, qui reconnaît la « liberté des suffrages » et l'égalité des rangs, comme par leurs préoccupations, largement commandées par le souci du progrès et du bonheur commun, les académies de province ont habitué clercs, érudits, nobles d'épée et d'office, hommes de loi et hommes de talent, à partager une éthique de service et à inscrire dans la société des ordres et des états une pratique autre du lien social.

Les lectures des nobles (reconstituées à partir des inventaires de bibliothèques) manifestent des préférences qui sont celles de tous les lecteurs lettrés : un fait détachement vis-à-vis du livre religieux, le goût pour la littérature à la mode, la curiosité pour les nouveautés philosophiques, de l'Encyclopédie à Jean-Jacques.

Les essais de Daniel Roche semblent donc fortifier le constat de Tocqueville : « Au fond, tous les hommes placés au-dessus du peuple se ressemblaient ; ils avaient les mêmes goûts, se livraient aux mêmes plaisirs, parlaient le même langage ». L'étude des sociabilités culturelles comme celle de la circulation de l'imprimé confirme pleinement le diagnostic. Contre le réductionnisme simpliste qui voit dans la seule bourgeoisie, et contre une perspective étroite d'histoire des idées qui privilégie les pensées claires aux dépens des usages sans discours, Roche démontre l'existence d'une « classe culturelle » qui recrute dans tous les ordres, qui a ses lieux propres (les salons, les académies, les loges) et ses conduites obligées (l'échange épistolaire, la visite savante, l'envoi de livres) et que cimentent, plus que les idées, des pratiques partagées, produites par les

« mêmes goûts », procurant les « mêmes plaisirs ».

Peut-on pour autant tenir cette société des notables de la culture comme une élite réconciliée par-delà les distinctions juridiques et unifiée en ses vœux ? Il y a quelques années, l'idée a fait couler beaucoup d'encre, et pas toujours la plus amère. Fidèle à l'enseignement de celui qui fut son maître, Ernest Labrousse (auquel il rend hommage dans un avant-propos autobiographique, intitulé « Le métier que je fais »), Daniel Roche souligne que la communauté des engagements culturels n'efface point la divergence des intérêts.

Une façon d'être intellectuel

L'égalité formelle qui gouverne les assemblées savantes en leur huis clos ne signifie pas l'abolition des antagonismes qui opposent, hors l'enclave érudite, les ordres, les états et les corps. Tocqueville l'avait compris qui concluait l'inventaire des similitudes entre noblesse et bourgeoisie, entre « tous les hommes placés au-dessus du peuple », par ces mots : « Ils ne différaient plus entre eux que par les droits » — comme si les proximités culturelles rendaient plus nécessaire et plus insupportable la perpétuation des différences d'état.

C'est sans doute l'existence de cette classe culturelle large, massivement provinciale mais dominée par les modèles parisiens, forte de 6 000 académiciens, de 50 000 franc-maçons et de plus encore de lecteurs, qui donne au dix-huitième siècle français son profil original dans l'Europe des Lumières. En son sein, s'invente une façon d'être intellectuel, à la fois émancipée des dépendances du patronage aristocratique ou princier et libre des obligations de « la malheureuse espèce qui écrit pour vivre » (comme dit Voltaire).

Dotés d'une fortune ou d'une profession qui met à l'abri de la nécessité, trouvant dans le loisir savant le prolongement naturel des exigences du métier ou de la condition, les « républicains des lettres » de Roche n'ont rien de commun avec les mercenaires de l'écriture qui se multiplient dans les dernières décennies de l'Ancien Régime et qui, faisant des lettres leur état, doivent en passer par les demandes (souvent déshonorées) des libraires éditeurs. Leur « république », qui s'accommodait fort bien d'un monarque protecteur et munificent, n'est point celle qui comblera, au temps révolutionnaire, les espérances longtemps frustrées de ceux qui n'avaient pu forcer les portes des cénacles choisis.

Le monde clos des lettrés cossus

A la question classique des origines intellectuelles de la Révolution, le livre de Daniel Roche apporte une réponse subtile et pénétrante. L'événement, en sa dynamique, brise les institutions, les habitudes, voire les individus eux-mêmes, qui avaient bâti un univers culturel séparé, régi par des lois qui ne valaient que pour lui, tenu à distance de la multitude. Les hommes ordinaires (Mémoires du vitrier ou Louis Simon l'épaveur, évoqués dans le dernier chapitre) n'y avaient point leurs entrées, et leur engagement révolutionnaire n'eût pu être que d'autres sources. Pourtant, c'est dans le monde clos des lettrés cossus, des « fantassins de l'armée des Lumières » que se sont dessinés les compromis inédits et une espérance de félicité publique qui sapaient paisiblement les certitudes fondamentales de l'ordre ancien.

ROGER CHARTIER.

* LES RÉPUBLICAINS DES LETTRES, *Gens de culture et Lumières au dix-huitième siècle*, de Daniel Roche, Fayard, 393 p., 160 F.

Autres parutions

• Messidor rédige les études d'Albert Mathiez sur Robespierre (préface d'Antoine Casanova, postface de Georges Lefebvre, 274 p., 120 F.).

• Le même éditeur reprend les *Discours et rapports de Saint-Just* présentés et commentés par Albert Soboul (222 p., 120 F.).

• Olivier Orban publie le fac-similé de Michel Winock paru cet été dans le Monde : 1789, l'année sans

pareille (300 p., 110 F. Index et bibliographie).

• Matthieu Couty décrit le *Vie aux Tuileries pendant la Révolution, de 1789 à 1799* (Taillandier, 438 p., 127 F.).

• Michel Poniatowski consacre un nouveau livre à Talleyrand. Il étudie, cette fois, *Talleyrand et l'ancienne France, de 1754 à 1789* (Perrin, 524 p., 195 F.).

• Sous la titre *Grande Révolution*, Pierre Miquel embrasse tous

les mouvements qui ont changé la France de 1789, à Paris, dans les villes de province et dans les campagnes (Pion, 636 p., 130 F.).

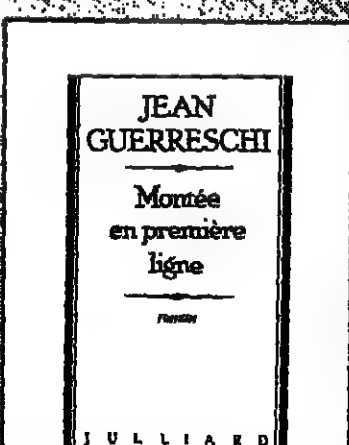
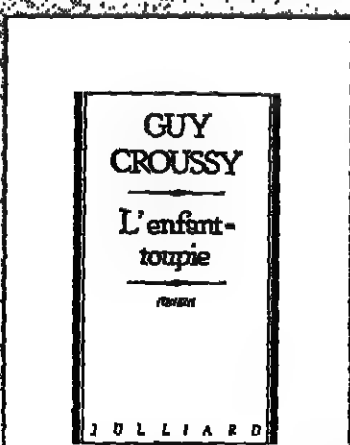
• Dans *Citoyennes tricoteuses*, Dominique Godineau fait une peinture des « femmes du peuple pendant la Révolution française » (Albin, 418 p., 149 F.). Le même éditeur rédige les biographies de Robespierre et de Marat par Jean Misset (Albin, 312 p., 129 F.).

• Dans 1793, la *Révolution contre l'Eglise*, Michel Vovelle raconte et analyse la période de « déchristianisation » (Ed. Complexe, 312 p., 49 F.).

• La bibliothèque historique Poyot publie les *Déclarations de l'homme de 1789*, c'est-à-dire les nombreux projets qui ont abouti à la *Déclaration* que nous connaissons. Textes réunis et présentés par Christian Fauré (388 p., 140 F.).

• Dans 1793, la *Révolution contre l'Eglise*, Michel Vovelle raconte et analyse la période de « déchristianisation » (Ed. Complexe, 312 p., 49 F.).

La rentrée chez JULLIARD



LE MONDE DES LIVRES

SCIENCES HUMAINES

Chronique d'un monde condamné

A travers le témoignage d'un curé de campagne, un grand livre d'ethnologie rurale.

Il y a deux Bernard Alexandres. L'un est parfaitement inconnu. C'est un petit curé de campagne de soixante-dix ans qui exerce son ministère depuis 1945 dans le même village perdu du Pays de Caux, Vattetot-sous-Beaumont, quelques centaines d'âmes taciturnes éparpillées dans des masures humides à 30 km du Havre. Le second est un artiste qui a crevé les écrans de télévision chaque fois qu'il y est apparu. Une première fois dans l'émission d'André Voisin, « Les Conteurs », la dernière en juin lorsque Claude Santalli lui a donné la parole dans une des « Chroniques de France ».



Le curé Alexandre dans son pays de Caux.

Le Horsain est le résultat d'un pari éditorial : celui d'un passage sans déperdition de l'oral à l'écrit. Il ne s'est pas fait sans sueur. Pendant douze ans, le curé Alexandre a travaillé et retravaillé son manuscrit pour que sa prose acquière la souplesse, le rythme et la couleur de sa parole. Il y est parvenu ; son livre est mieux que bien écrit : vivant. Avec des portraits en trois lignes qui livrent toute l'épaisseur d'un personnage, avec une infinité de petites choses sans importance qui en disent beaucoup plus sur les manières de vivre, de sentir, et de penser que des épais traités d'ethnologie, avec des raccourcis verbaux qui livrent l'essentiel d'une connaissance et d'une expérience. Ainsi lorsque Bernard Alexandre dit de ses paroissiens qu'ils sont plus « églisiens » que réellement croyants.

Mais le passage de la chronique racontée d'un coin de Normandie à un livre sous-titré « Vivre et survivre en Pays de Caux » a aussi obligé le curé Alexandre à élaborer une véritable pensée de son expérience. Sous la multiplicité des anecdotes, la richesse et la précision des tableaux, la minutie de la reconstitution d'une minuscule cellule rurale, se développe, hors de toute schématisation théorique, une triple problématique — et également un triple drame.

Le Horsain pose d'abord la question des curés de campagne. Celle de jeunes gens jetés sans réelle formation, sans réelle liberté, dans le désert de ces hameaux où ils rêvent de faire partager le message de l'Évangile alors qu'on leur demande simplement d'être de bons fonctionnaires de la religion, assurant un certain nombre de rites sociaux selon des normes édictées par une bureaucratie romaine aussi lointaine que vétilleuse. Des notables, mais qui vivent dans des conditions souvent misérables, obligés de quêter les quelques pièces qui leur permettent de survivre ; des hommes publics dont les gestes sont gâtés et interprétés mais souvent condamnés à la plus cruelle des solitudes, au dénuement moral, psychologique, et spirituel le plus effrayant.

Ces paysans de vent et de pluie. Parfois avec humour, souvent avec amertume mais avec ce franc-parler qui heurte beaucoup, dit-il, les urbaines oreilles de la hiérarchie ecclésiastique, Bernard Alexandre témoigne des ravages provoqués par la Contro-Réforme qui pour sauver le pouvoir de l'Église a changé la messe en spectacle et le prêtre en intouchable, séparé du reste des hommes, de leurs joies, de leurs peines, de leurs travaux et de leurs fêtes par le caractère sacré de sa fonction. Mais il se demande également si la société est prête à assurer une vie matérielle décente à ces fonctionnaires dont elle attend encore qu'ils accompagnent et célèbrent les rites majeurs de la vie et de la mort.

Intimement liés dans l'expérience de l'auteur, les deux versants de son livre — ses Mémoires d'un curé de campagne et son étude sur la vie des Cauchois — trouvent une cohérence supplémentaire dans leur destin commun : curés de campagne et civilisation de Caux sont condamnés à disparaître. Le Horsain conserve la mémoire de deux réalités qui n'existent plus qu'à l'état de survivance. Les séminaires sont vides ou presque ; le recrutement ecclésiastique ne permet plus de respecter l'ancienne trilogie triomphale de la France catholique : un village, un clocher, un curé. Bernard Alexandre dessert cinq paroisses, ce qui implique un bouleversement de son rôle religieux aussi bien que de sa place sociale. Demain, affirme l'abbé Alexandre, il faudra nécessairement trouver des formes nouvelles de présence de l'Église et surtout de présence de l'Évangile. D'autant que les liens qui unissaient encore, ne seraient-ce que dans les formes de la sociabilité, la vie d'Église et la vie paysanne se sont déchirés.

La civilisation rurale, assise depuis des siècles sur un socle immuable, est en voie de décomposition. Les éléments de base de la vie individuelle et collective des habitants de Vattetot-sous-Beaumont, le rythme des choses, la hiérarchie des hommes, la communauté des valeurs ont été bouleversés en quelques années, cependant que les mentalités évoluent à leur vitesse propre : beaucoup plus lentement. Le Horsain conte également l'histoire poignante d'un double déracinement, d'une double attente angoissée. En ouverture de son livre, Bernard Alexandre rappelle les paroles mi-malicieuses, mi-amères du premier paroissien, un berger, qu'il avait rencontré à son arrivée à Vattetot : « A c'teu, métiat d'cuai, métiat d'barquier : deux métiats fouins ».

Bernard Alexandre a écrit sur ces deux métiers fous un livre tout simplement magnifique et qui se place naturellement au côté de cet autre grand témoignage de la France paysanne paru il y a seize ans dans — ce n'est pas un hasard — la même collection « Terre humaine » : le Cheval d'orgueil, de Pierre-Jakez Hélias.

PIERRE LEPAPE.

* LE HORSAIN, Vivre et survivre en Pays de Caux, de Bernard Alexandre, Plon, collection « Terre humaine », 554 p., 190 F.

Dans les jardins de la folie

Un plaidoyer d'Edouard Zarifian pour « l'homme bio-psycho-social ».

PEUT-ON être psychiatre aujourd'hui dans notre pays et se situer résolument en dehors — et au-delà — des querelles d'école ? Peut-on s'être distingué par une recherche biologique d'avant-garde, connaître et pratiquer tous les méandres de la chimiothérapie et, dans le même temps, connaître et pratiquer toutes les techniques de la psychothérapie, qu'elle soit de comportement, familiale, de soutien, cognitive ou de très simple compassion et compréhension ?

La réponse à ces questions est, sans nul doute, positive pour Edouard Zarifian, professeur de psychiatrie et de psychologie médicale à l'université de Caen, auteur ou coauteur de plus de trois cents articles scientifiques et d'une bonne vingtaine de livres consacrés à ce champ si complexe et si douloureux de la maladie mentale. Et c'est cette vision ecuménique qui donne à son livre un intérêt tout particulier, d'autant plus qu'il réussit l'exploit de n'être engagé dans aucune des « écoles » ni même des « idéologies » qui marquent encore, à notre époque, l'abord de la psychiatrie, « où la passion, trop souvent, obscurcit l'intelligence et fait taire la raison, où les conflits idéologiques se donnent libre cours ».

L'impasse des idéologies

Ces conflits sont entretenus par les trois grands courants qui s'affrontent actuellement :

- 1) Le courant neurobiologique, pour lequel il n'est de vérité que le cerveau et le jeu complexe des molécules neuronales, dont les dérèglements seraient la source de tous les maux.
- 2) Le courant psychodynamique, plus particulièrement psychanalytique, attribue tous les errements des humeurs et de l'esprit à la genèse et à l'organisation d'un appareil psychique qui passe de l'importation de décrypter, par le passage de l'inconscient au conscient, de la parole à l'écoute, de l'irrationnel au rationnel.
- 3) Enfin, le courant sociologique nie purement et simplement la folie en soi et projette sur le groupe la responsabilité d'une déviance, réduite à l'expression d'une collectivité malade. Il a donné naissance à l'anti-psychiatrie, qui connut son heure de vogue, mais aussi aux thérapies familiales.

Si le courant neurobiologique semble l'emporter, au temps des triomphes de la science, il se trouve néanmoins dans une impasse, selon Edouard Zarifian. Près de cinquante ans après la découverte des premiers médicaments actifs sur la folie, on ne dispose en effet d'aucun index biologique incontesté de la maladie mentale, qui relève toujours d'un diagnostic organique n'a pu être formellement identifiée, les médicaments ont tous été découverts par hasard et nul ne connaît leur mode d'action précis, ni ne peut prédire la réponse à leur action.

« La dimension moléculaire ne peut expliquer à elle seule pensée et comportement », et il est « abusif d'attribuer au cerveau et à lui seul la cause des maladies mentales », comme le fait Changeux par exemple. Opposés à cet « homme-objet » des neurobiologistes « qui défendent un cerveau sans esprit », on trouve les psychothérapeutes et les psychiatres « qui défendent, eux, un esprit sans cerveau », un « homme-sujet ».

Le chapitre consacré à la psychanalyse est objectif et détaillé ; mais, dit Zarifian, n'il s'agit bien d'une expérience existentielle, « elle ne peut en aucun cas revendiquer un quelconque effet thérapeutique... et sa place s'annule en tant que courant d'idées et en tant que thérapeutique ».

Politique et folie sont étroitement mêlées et les concepts neurobiologiques ou psychanalytiques relèvent à présent d'idéologies globalement explicatives, où les rencontres sont rares, voire houleuses, alors que l'approche de la souffrance mentale exige que l'on comprenne le sujet comme un tout, dans ses perturbations cérébrales comme dans le fonctionnement de sa pensée ou dans ses relations avec ses proches ou son milieu professionnel.

Fervent adepte de l'écuménisme des soins, Zarifian souhaite qu'il préfigure un écuménisme semblable et nécessaire des idéologies. « L'homme bio-psycho-social » doit enfin exister, conclut-il, et le chemin sera long, qui doit conduire à une meilleure compréhension « de la terrible expérience qu'est la folie », une folie qu'on ne devrait aborder que par la compassion et la compréhension, et cela bien au-delà des querelles théoriques.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE. * LES JARDINIERS DE LA FOLIE, d'Edouard Zarifian, Éditions Odile Jacob, 233 p., 99 F.

— Fasciste, ça ne vous dérange pas, un livre pareil ? — Pas plus que L'enfance d'un chef, de Jean-Paul Sartre.

Payot Roman

— LA VIE DU LIVRE —

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE !!!

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASERMARK

48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 43 06 94 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

livres d'histoire achat - vente LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE 8, rue Brés, 75006 Paris. (1) 43-54-43-61 CATALOGUES MENSUELS sur demande

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4 Tél. : 43-26-51-09

LIVRES ILLUSTRÉS VARIA LISTE SUR DEMANDE Librairie YVES CERINO 13, rue de Boigne 75000 CHAMBERY Tél. : 79-33-27-60

— Une charrette pleine d'étoiles, c'est un roman de gauche sur la guerre d'Espagne ? — Evidemment. Qu'est-ce que vous croyez ?

Frédéric H. Fajardie Une charrette pleine d'étoiles

Payot Roman

هكذا من الأصل

VOYAGES

Le Mexique intérieur de Le Clézio

Une introspection déguisée en recherche historique.

LE CLÉZIO ne parle pas comme il écrit. Sa voix est plus grave que son physique et son propos plus enjoué que son écriture.

Quand je lui parle de ses lectures d'adolescence, il cite tout de suite Jules Verne (Martin Cruz), Joseph Conrad (qu'il a lu en anglais) et Paul Chack (auteur de récits maritimes, fusillé après la guerre).

Si je lui dis, pour l'opposer aux fameux clochards de Kerouac, qu'il est un « bourgeois céleste », il sursaute. « Bourgeois, moi ? Vous savez, vivre au Mexique, parmi les Indiens, dans un village aux murs de pisé, ce n'est pas toujours facile. »

Le papillon Monarque et les Boacés

La quête d'identité se trouve au cœur de l'œuvre de Le Clézio. C'est pourquoi aussitôt, par un chemin détourné, il revient à la question du style de vie : « Vous connaissez le papillon Monarque ? Il est orange et noir. Il vit au Canada. Chaque année, entre décembre et février, il arrive au Mexique et se pose sur une petite colline, toujours la même, près de la ville de Litacuaro, dans l'Etat de Michoacan. Il faut imaginer cet insecte qui vole au-dessus des nuages, à 8 000 mètres d'altitude, et qui côtoie les Boeing. Le voyage dure un mois et demi, deux mois... »

Le Clézio joue avec l'anse de sa tasse de thé. Il interromp le fil de sa réverie et, après une pause, dit : « Les papillons Monarque viennent de tous les points du Canada. Ils sont nés au Canada, et quelque chose leur dit : « Il faut aller mourir au Mexique ». Ils courent toute la montagne, tous les arbres de l'endroit. Ils se reproduisent là et ils meurent. La génération suivante ira se reproduire au Canada, et ainsi de suite... »

Cette histoire de papillons, qui semble venir comme un cheveu sur la soupe dans une conversation littéraire, parle exactement de ce que Le Clézio veut faire entendre. Il oppose à la morale de la tribulation une esthétique du va-et-vient. D'ailleurs, par la suite, alors que nous évoquons son dernier livre, le Rêve mexicain ou la pensée interrompue, il reviendra plusieurs fois sur la notion d'instinct et sur la nécessité pour lui d'être motivé physiquement avant d'écrire.

En fait, les arbres, les pierres et surtout les insectes l'aident à comprendre l'imminence intime du Mexique. Sans eux (qui ne figurent pourtant pas dans le récit), sa réverie historique sur



Les arbres, les pierres aident Le Clézio à comprendre l'imminence intime du Mexique.

la Conquête, tentative de retour aux origines, recherche d'un temps où le temps avait une autre substance, n'aurait pas de valeur.

Le Clézio ne se veut ni ethnologue ni historien. Par le truchement de l'enquête documentaire, par la reconstitution du passé, il exprime d'abord le Mexique qui est en lui. Il le reconstruit de son point de vue. Son admiration pour Juan Rufo, l'auteur de Pedro Paramo (1) et de Llano en flammes (2), trahit son goût profond pour la part du rêve : « Un peu comme la Terre est soumise à des mouvements de profondeur, des magmas, sous son aspect d'homme moderne, Juan Rufo est soumis à des passions, des pulsions et des idées, des images, qui viennent du monde préhispanique. Ses personnages sont des figures dans un ballet, et leur existence individuelle n'est qu'apparente. »

Rusé comme un joueur de dés

Traven (3) est aussi un de ses auteurs secrets et favoris. Une fois, à peine avait-il lu Rosa Blanca, histoire romanesque d'une hacienda, qu'il s'est retrouvé dans la même situation que le héros... « Souvenez-vous : quelqu'un propose au propriétaire de Rosa Blanca d'acheter sa terre et lui fait valoir qu'avec l'argent il pourra échanger son cheval contre une torpédo. L'autre rétorque : « Une torpédo, ça va trop vite ! Quand je passerai sur le chemin, les gens ne pourront plus me dire « Comment ça va ? », ou me signaler qu'un arbre est tombé plus loin... » Et ce jour-là, ajoute Le Clézio, j'ai été justement arrêté par un arbre en travers de la route. » Ainsi le hasard

montre comment Traven a su capter la relativité du temps, qui est un trait de l'indianité mexicaine, et comment Le Clézio, à son tour, est sensible au caractère cyclique des choses de la vie...

Nous parlons de son apogée des barbares, d'Antonin Arnaud et des Tarahumaras, de la Conquête espagnole qui était « une véritable société par actions », de Moctezuma, l'empereur magique, de Colomb-mystique et de Cortès, « rusé comme un joueur de dés » et annonceur de l'homme du XX^e siècle. Le Clézio fait preuve d'un savoir qui va au-delà de la simple érudition. Comme si l'onde de choc des civilisations l'avait touché personnellement. Il est bien possible que le Rêve mexicain ou la pensée interrompue soit une introspection déguisée en recherche historique. La passion du détail, l'analyse des textes et des codes s'y marient curieusement avec le sens du cosmos.

Nous sortons du bistrot siblois par la lumière de midi. Nous parlons encore du Mexique, avant de revenir sur nos pas car nous avons oublié de régler les consommations...

JACQUES MEUNIER. ★ LE RÊVE MEXICAIN OU LA PENSÉE INTERROMPUE, de J.-M. G. Le Clézio, collection « Essai », Gallimard, 252 p., 85 F.

(1) Gallimard, 1979. (2) Nadeau, 1987. (3) Écrivain d'origine allemande, mort au Mexique, où il était venu s'installer dans les années 20. En 1969, Traven est déjà connu pour de nombreux romans publiés sur divers continents, dont le Trésor de la Sibirie Noire, que John Huston adapta au cinéma. La collection « 10-18 » a réédité plusieurs de ses livres (« Le Monde des livres » du 27 février 1987).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Un inédit de l'écrivain argentin

Les dernières paraboles de Borges

De 1984 à 1986, Jorge Luis Borges est des entretiens réguliers avec Osvaldo Ferrari. Ces dernières conversations de l'écrivain - qui devait mourir le 14 juin 1986 - ont été diffusées par la radio de Buenos-Aires, avant d'être rassemblées dans trois volumes publiés en Argentine. Sous le titre Ultimes dialogues, et dans une traduction de Claude Couffon, les éditions de l'Arbre vont faire paraître, ces jours-ci, le troisième volume. Nous en donnons quelques extraits.

Ennemi de ce qui permet à chacun d'insister sur le privilège d'être né dans tel coin ou recodin de la planète, non ? et de nous retrouver si loin du vieux rêve des stoïciens, lesquels, à une époque où les gens se définissaient par leur ville : Thalès de Milet, Zénon d'Elée, Héraclite d'Ephèse etc, se proclamaient citoyens du monde. Ce qui a dû être un scandaleux paradoxe pour les Grecs.

Le vieillissement des idées

Un écrivain français a dit que les idées naissent douces et vieillissent féroces. C'est vrai, car on commence par penser que l'Etat doit tout diriger, qu'il est préférable qu'une corporation régisse les choses au lieu que tout « reste abandonné au chaos ou à des circonstances individuelles », et l'on arrive au nazisme ou au communisme, bien entendu. Toute idée est à sa naissance une belle possibilité, et ensuite, quand elle vieillit, elle est utilisée par la tyrannie, pour l'oppression.

Citoyens du monde

(...) Là nous touchons au thème le plus mélancolique de tous, qui est la politique. Ce n'est certainement pas la première fois que je le dis, je suis ennemi de l'Etat et des Etats ; ennemi aussi du nationalisme, une des tares de notre temps.

Le sommeil du philosophe

Un de mes amis, Emilio Oribe, le poète uruguayen, enseignait la philosophie à la faculté de philosophie et lettres de l'université de Montevideo. C'était un homme monumental, il était sourd - ce qui le rendait d'une certaine façon invulnérable parce qu'il n'entendait pas ce qu'il ne voulait pas entendre, - eh bien ! on m'a dit qu'il avait réussi à imposer ce rite étrange : dix minutes avant que la sonnerie ne retentisse, cet homme monumental (...) fermait les yeux. Les étudiants savaient alors qu'ils devaient partir, que la classe durerait dix minutes de moins. Le rite était établi, les étudiants le connaissaient, et ils respectaient cet homme monumental qui était resté là, feignant de dormir. Les étudiants, qui me l'ont raconté, ne l'ont jamais pas moins ; ils comprenaient qu'il était naturel qu'après avoir parlé, je ne sais pas, durant quarante minutes il fût, n'est-ce pas, un peu fatigué.

L'éducation d'Adam

Je ne savais pas qu'Adam parlait en vers. Pourtant, je me souviens avoir lu dans un livre sur la Kabbale - l'un des rares livres sur la Kabbale que j'ai lus - qu'Adam, à ce qu'on suppose (bien sûr, Adam était sorti tout droit des mains de Dieu), était le meilleur historien, le meilleur métaphysicien, le meilleur mathématicien, étant donné qu'il était né parfait et avait été instruit par la divinité ou par les anges. On suppose, en outre, qu'il était très grand et que plus tard il s'est mis à décroître ; Léon Bloy le dit dans une très jolie phrase : lorsque Adam est expulsé du paradis, il ne ressemble plus à un feu mais à une braise qui s'éteint. On suppose également que la Kabbale a une tradition très ancienne, puisque les anges l'ont enseignée à Adam, qui l'a enseignée à Caïn et à Abel, qui l'ont enseignée à leurs enfants, cette tradition se transmettant ainsi jusqu'à la fin du Moyen Age. Aujourd'hui, il faut qu'une idée soit neuve pour être appréciée, mais autrefois, non, pour être accueillie avec respect, elle devait être très ancienne ; et y a-t-il rien de plus grand que celle d'Adam, premier kabbaliste ?

Que faisais-tu pendant la guerre de Troie ?

Quand Lucrèce parle de la peur de la mort - je me souviens qu'il croit à la mort physique, et aussi à la mort de l'âme, - il dit que les mortels peuvent penser : « Je vais mourir et le monde continuera. » Ce qui me rappelle une fois encore Victor Hugo qui se lamentait dans le vers : « Je m'en irai bientôt, au milieu de la fête. » Lucrèce ajoute que c'est vrai, qu'il y aura un temps infini après la mort, qu'on ne sera pas à personnellement, mais, tout compte fait, pourquoi nous lamentons de ce temps infini, postérieur à la mort, et qui ne sera pas nôtre, puisque nous ne nous lamentons pas du temps infini antérieur à notre naissance et que nous n'avons pas non plus partagé ? Et il demande : « Car toi, où étais-tu durant la guerre de Troie ? » (...) Donc, si tu te moques pas mal de ne pas y avoir participé, quelle importance pour toi de ne pas être mêlé, plus tard, à d'autres guerres et à d'autres événements ?

JORGE LUIS BORGES.

(*) Les titres sont de la rédaction.

Identités péruviennes

Il est difficile d'être plus péruvien que le poète et prosateur José Carlos Rodríguez-Nejar, 86 ans, quarante-trois ans, puisqu'il tient à la fois des Indiens de l'Amazonie par sa mère, des Espagnols et des Indiens des Andes par son père. Son deuxième recueil de poèmes, El Dorado, paru en 1979 (1), évoque justement la difficulté d'être métré, c'est-à-dire l'héritier de cultures rivales.

profère, Rodríguez-Nejar parle davantage de son expérience européenne, de ses voyages, notamment à Santorin, de ses amours (« Reste enfin, Amour, en ta demeure »), de Paris, où « la lumière est plus dense que l'espace de la nuit », et de l'évolution politique en France (« Ici je m'arrête et je descends/cette saison n'est pas la mienne/ni celle d'André, de Jean et de Jean-Marie »). Cependant, le Pérou inspire à l'auteur des vers nostalgiques : « L'histoire est restée en arrière, les yeux ont efflué/toute trace du temps. »

VASSILIS ALEXAKIS.

La nécessité d'approfondir son identité latine conduisit Rodríguez-Nejar en France, où il vit depuis 1973, mais le Pérou reste toujours présent dans ses livres : Warachicuy-Poèmes (1978) rappelle le soulèvement des Incas contre les Espagnols ; le roman Jardin de pierres (1985) retrace l'épopée d'un groupe d'Indiens et de métis qui tentent de survivre à Lima.

★ ROMANCES D'AMOUR PROFANE, de José Carlos Rodríguez-Nejar, traduit de l'espagnol par Marcel Harnatt, éditions bilingues, L'Harmattan, 77 p., 55 F.

Dans son dernier recueil de poèmes, Romances d'amour

(1) L'Harmattan-Asot.

CHEZ BERNARD PIVOT J'APÔS LE DIMANCHE 18/09/88 Sous la direction d'Alain NICOLAS - Libraire - Expert les autographes Manuscrits et autographes à travers les âges. Identification, acquisition et conservation des documents. Investissements et conseils pour une collection. Un volume 17x24, 376 pages, illustré, 360 F. Maisonneuve & Larose

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ? Dans le stock, ou par le réseau de la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-67-12

XII^{ème} Foire de la Ligue Internationale de la Librairie Ancienne Paris 16, 17, 18 Septembre 1988 Espace Wagram 38, Avenue de Wagram 75008 Paris Ouvert de 10h à 19h Organisée par le Syndicat National de la Librairie Ancienne et Moderne Avec la collaboration de

Vertical text on the right edge of the page, including names like 'Matthews' and 'Maria Ortese'.

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Rybakov et la préhistoire de la terreur

* LES ENFANTS DE L'ARBAT d'Anatoli Rybakov. Traduit du russe par Antonina Robichon-Streze, Lucia et Jean Cathala, Albin Michel, 584 p., 130 F.

* SABLE LOURD, d'Anatoli Rybakov. Traduit du russe par Monique Skod-zian, Fayard, 370 p., 155 F.

Si vous ne vous êtes jamais intéressé à l'Union soviétique et à Staline, il n'est peut-être pas nécessaire de vous attaquer à ce gros livre qui, depuis 1987 - date de sa première parution en revue - est l'événement qui bouleverse les Soviétiques, et pas seulement les intellectuels : plus de deux millions et demi d'exemplaires, une liste d'attente considérable dans les bibliothèques de prêt, un énorme courrier des lecteurs - favorables ou défavorables - des adaptations théâtrales qui se jouent simultanément dans vingt-deux théâtres de l'URSS, des traductions dans près de vingt-cinq pays étrangers, les Enfants de l'Arbat est sans aucun doute le phénomène le plus fantastique de l'édition. Il prouve, en tout cas, que, si la « perestroïka » est un produit qui se vend bien à l'étranger, son impact est immense en Union soviétique. Du moins, chez les lecteurs de littérature.

Mais peut-on parler de littérature à propos d'un livre qui mêle savamment, quoique dans un style assez banal, le roman et le documentaire pour nous conter l'année 1934 ? L'histoire d'un groupe d'étudiants, komosnols, habitant la même maison dans le lieu le plus prestigieux de Moscou, l'Arbat, le quartier des intellectuels, des aristocrates et des grands bourgeois où les hôtels particuliers et les immenses appartements ont le plus souvent été transformés en logements communautaires. Le centre de la vie moscovite ; un quartier de petites rues et de vieux hôtels à quelques centaines de mètres du Kremlin, mais qui se croit à la fois loin et près du pouvoir. L'Arbat dont se souvient Boulat Okoudjava dans sa célèbre chanson (Je Mon Arbat, tu es ma religion, tu es ma patrie, jamais je n'aurai fini de te parcourir). L'Arbat qui n'a pas encore été

éventré par l'événement Kalmine dans les années 50, ni défiguré par une voie piétonne pour touristes dans les années Gorbatchev, pour la plus grande peine des vieux amoureux du quartier.

L'histoire commence lorsque Sacha Pankratov, un étudiant de l'Institut des transports, bon communiste, proche du pouvoir - son oncle, responsable de la sidérurgie, rend compte discrètement de son travail à Staline, - est accusé d'avoir complotté contre le bureau du parti. Interrogé sur les « bases marxistes de la comptabilité », il a osé affirmer qu'il s'intéressait aussi aux « connaissances concrètes ». Accusé d'avoir prôné l'« apolitisme de la comptabilité », coupable d'avoir gentiment ridiculisé les meilleurs élèves de l'Institut dans le journal mural dont il est responsable, le jeune homme se retrouve convaincu de participation à un complot anti-parti pour avoir simplement adressé la parole à un vieillard au pedigree révolutionnaire suspect. Il en coûtera à notre héros trois ans de rééducation en Sibérie, et cela nous vaut une étonnante autopaisie des engousses, des révoltes et des incompréhensions d'un communiste convaincu.

ANATOLI RYBAKOV, né en Ukraine en 1911, a été étudiant à Moscou à l'Institut des transports, il ne cache pas qu'il a beaucoup mis de son autobiographie dans cette fresque qui devrait compter trois volumes (l'année « 1935 » est déjà en cours de parution dans la revue Gorniki). Victime des purges, il exercera divers métiers à son retour de Sibérie avant de faire la guerre dans l'armée rouge. Écrivain depuis 1948, membre de l'Union des écrivains, Prix Staline en 1950, il fait beaucoup parler de lui en 1978 lorsqu'il publie Sable lourd (déjà paru en français sous le titre Sable pesant, chez Pygmalion, dans une autre traduction et avec d'énormes coupures). Sable lourd contient la résistance juive pendant la guerre à travers la saga d'une famille d'artisans juifs d'Ukraine victime non seulement du nazisme mais aussi du racisme ambiant jusqu'à la terrible scène de l'insurrection du ghetto en pleine occupation.

Commencé en 1966, bien avant Sable lourd, terminé vingt ans plus tard,



Le centre vu par deux écrivains : Mikhaïl et Kossou.

lorsque le « glasnost » rend sa publication possible, le projet que Rybakov développe, avec les Enfants de l'Arbat est plus monumental : la préhistoire de la terreur stalinienne dans une composition en trio combinant la vie à Moscou, les vieux révolutionnaires silencieux d'avoir trop bien compris ce qui était en train de se passer, les étudiantes mères russes désemparées, les jeunes pleins

de compte, un monde prodigieusement vivant. Moscou, dont on prépare le Plan de Reconstruction, offre un grouillement de personnages tout à fait disparates : les sauteurs, les arrivistes, les amoureux, les vieux révolutionnaires silencieux d'avoir trop bien compris ce qui était en train de se passer, les étudiantes mères russes désemparées, les jeunes pleins

d'espoir dans le communisme et les « camarades » qui se croient les « maîtres de l'univers » (comme dirait Tom Wolfe), les cinémas, les restaurants pour trafiquants ou pour « demoiselles » cherchant mari étranger au Metropole ou au National. Ailleurs, le fil d'attente des mères devant la prison de Boutyrki, puis d'autres queues pour envoyer des colis et des lettres à des millions de condamnés. D'autres files encore de prisonniers que le train a conduits vers la Sibérie et qui, du terminus, vont à pied vers le lieu qui leur a été assigné, à plusieurs centaines de kilomètres le long de l'Angara, où ils hâtent les borges ou bien traversent la taïga, de plus en plus imprévisible, où les oiseaux continuent de chanter, où, parfois, surgit un élan qui disparaît dans un crissement de branches.

Au sommet de l'édifice, le « bon » tyran, le Géorgien « père » de son peuple russe qu'il admire et méprise à la fois (« En Russie, lui fait dire Rybakov, le démocrate ouvrirait la porte à la barbarie »), ignorant du prix aussi bien d'une vie que de dix mille, rongé de méfiance maladroite à l'égard de ses amis d'hier qui ne peuvent être que ses rivaux de demain... Il n'empêche : comme le dit Rybakov, Staline réussit à se faire russe « de la même manière que le Corse Bonaparte fut français aux yeux des Français ».

Dans un pays où l'histoire a été mensongée, la découverte de ce roman a été « la » révolution. Une histoire cachée, refoulée, prenait son existence, donnait lieu à des critiques, des discussions interminables, révélait des souvenirs enfouis dans la mémoire collective. Pour la majorité du public français, la lecture sera sans doute différente : une population inconnue racontée d'une façon inédite, à la russe. De grandes érudites parvenues de marseillais de bronze comme l'histoire du dentiste qui arrache une dent à Staline ; sans oublier tous ces espaces de folie quotidienne, d'horreur programmée. Qui aurait si bien montré Chaplin, le réalisateur préféré du petit père des peuples suédois, selon Rybakov, il arracha même une larme dans les Lumières de la ville...

« Un livre de purification »

Jean Cathala, cotraducteur des Enfants de l'Arbat, a vécu plus de trente années en URSS. Il est un des Français qui ont le mieux connu, dans les camps puis à Moscou, le stalinisme. Nous lui avons demandé ce qu'il avait pensé du personnage de Staline tel qu'il apparaît dans le roman de Rybakov (1).

« D'ABORD, de quel stalinisme parle-t-on ? Le stalinisme dont il est question ici, moi, je ne l'ai pas connu. Et il était, en un sens, beaucoup moins parfait que celui que j'ai connu pendant la guerre et avant la mort de Staline, et qui est l'apogée de Staline. De plus, il faut tenir compte des générations d'aujourd'hui... Disons que les septuagénaires ont des souvenirs de cette époque d'avant 34, et Rybakov, qui a soixante-seize ans, appartient à cette catégorie ; les quadragénaires ont connu l'expérience par leurs parents, les jeunes n'en savent à peu près rien...

Le livre raconte l'année 1934, l'année où commence la Terreur...

Les Enfants de l'Arbat, c'est avant la Terreur. La Terreur, c'est ce qui va arriver après le dernier mot du livre. 1934, c'est l'année où va commencer la « grande » Terreur, comme chez nous entre 1793 et Prairial 94. Seulement, il faut distinguer : la Terreur de 1929-1930, fort bien racontée dans le livre, notamment la déportation en masse des koukaks, c'est-à-dire des paysans qui travaillaient bien ; la Terreur de 1935, avec l'affaire de Leningrad et après l'assassinat de Kirov ; il y a eu ensuite la Terreur de l'ère des grands procès, 1936-1938. Puis une sorte d'apaisement en 1939, au moment du XIX^e congrès, où l'on dénonce certains excès, notamment les délations. C'est-à-dire qu'on envoie les délateurs rejoindre ceux qu'ils ont calandés... Mais cependant avec des libérations associées au nom d'un homme qui, à ce moment-là, va se faire une très bonne réputation, je veux dire Beria...

Comment a travaillé Rybakov ? Quelle a été sa documentation ? Par exemple qu'y a-t-il de réel dans ce qu'il nous raconte de la préparation de l'assassinat de Kirov ?

Il a travaillé sur des souvenirs, tous les documents accessibles, des témoignages. De plus, il a lu et relu les œuvres de Staline, à tel point qu'il y a un phénomène de mimétisme remarquable et qu'on entend parler Staline en lisant Rybakov. En ce qui concerne Kirov, il se fonde sur des documents publiés, et c'est pour cela qu'on reste jusqu'à la fin du livre dans la suspense. Khrouchchev a annoncé dès son « pré-tendu » rapport secret au XX^e congrès que l'on aurait les preuves que Kirov avait été assassiné par Staline. Puis il a repris les mêmes choses au XXII^e congrès, mais il n'a jamais apporté ses preuves ; il reste que la lettre de l'assassin de Kirov est authentique.

Incurablement géorgien

Quel est selon vous le mérite fondamental de ce roman qui n'est pas qu'un roman ?

Il a essayé d'expliquer Staline. Le Staline de cette époque. C'est la première tentative pour, non pas adorer ou maudire, comme l'avaient déjà fait des adorateurs ou des ennemis déclarés, mais pour essayer de nous faire comprendre que nous avions affaire à un personnage entièrement différent, à un monstre entièrement différent de celui qu'on se représente.

profond ; l'histoire de la Polonoise de Bakou, qui était une SR (socialiste-révolutionnaire) et qui a été son seul amour. Il nous montre aussi le côté incurablement géorgien de cet homme qui, en même temps, s'est voulu plus russe que les Russes.

...Et qui, pourtant, a certainement fait tuer, proportionnellement, plus de Géorgiens que de Russes.

Avec lui, cela n'a aucune importance. Il n'a jamais regardé à la vie humaine, qu'il s'agisse d'un civil qu'on fait fusiller ou d'une division qu'on envoie sans préparation d'artillerie ! En même temps, on voit que cet homme qui se veut plus russe que les Russes les méprise, qu'il se sent d'une civilisation supérieure, plus ancienne. Cet homme a beaucoup médité, il a médité sur le pouvoir, et Rybakov nous montre bien que le pouvoir pour Staline, ce n'est pas seulement l'ambition effrénée d'un paranoïaque qui veut être le premier, c'est un choix délibéré.

L'homme du soupçon

Il en va de même pour le soupçon dont Rybakov fait une analyse très fine : Staline est soupçonneux par nature, et, en même temps, son soupçon est raisonné. Par exemple, la manière dont il soupçonne de plus en plus Kirov est d'une logique implacable. Ce que l'auteur nous montre aussi sans le dire, c'est que cet homme est un solitaire, déjà veuf depuis deux ans, très marqué par le suicide de sa femme. Entouré par des hommes seuls qu'il méprise ou soupçonne.

Comment se racontait-on ces histoires-là du vivant de Staline ?

Moi, je suis arrivé six ans après l'année 1934. Ou plutôt c'est l'URSS qui m'est arrivée dessus. J'ai entendu très peu d'anecdotes sur Staline de son

vivant, j'ai entendu des choses qui ont été dites pour m'éclairer sur ce qui se passait : les histoires concernant les coups de téléphone aux écrivains - Pasternak, Ehrenbourg, etc. J'ai connu des gens qui ne cachaient pas qu'ils avaient eu des proches qui avaient été arrêtés et qui avaient disparu. Une attitude assez curieuse était que chacun considérait que sa victime était la victime d'une épouvantable erreur judiciaire, mais que, pour les autres, on ne savait pas. Quand les souvenirs sur les camps ont commencé à se réparer, on ne vous cachait pas que, même au camp, on n'était pas très sûr de son voisin de châliti. Les personnes qui, aujourd'hui, disent qu'elles ont tout compris à cette époque sont certainement sincères, mais qui projettent dans le passé ce qu'elles ont appris à partir de 1954, quand commencent les retours des camps.

Est-ce que ce livre, en 1987-1988, est aussi important que le fut Une journée d'Ivan Denisovitch ?

L'un et l'autre sont des livres de purification. Jusqu'à Denisovitch, il n'existe pas de littérature des camps, même en samizdat, et l'expérience des camps est une expérience qui ne se transmet pas. Soljenitsyne est celui qui déclenche la compréhension chez ceux qui n'y ont pas été et qui libère l'âme de ceux qui y ont été, mais qui ne peuvent pas raconter ça, parce que celui qui n'est pas de la frange-magounerie des « zeks » ne pourra comprendre.

Ce livre-ci est autre chose, ce n'est plus l'exorcisme vulgaire qui consiste à révéler ou à maudire Staline, c'est un démontage raisonné du tyran prisonnier de sa tyrannie.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

(1) Cf. Jean Cathala, Ni fleur ni fruit (Albin Michel, 1981). En préparation un essai sur le stalinisme.

Quelques jugements

Lecteurs, écrivains, tous ont voulu donner leur avis dans la presse soviétique - et aussi dans la presse russe de Paris - sur Les enfants de l'Arbat. Voici quelques extraits de ces commentaires.

Lettres de lecteurs...

CITOYEN Rybakov, je considère ce présumé objet d'œuvre comme nocif, mensonger, contenant des vues subjectives sur notre histoire et particulièrement pour la jeunesse (...). Le reste de mes pensées, je n'ai pas le droit de les publier sur la presse et peut-être enverrai-je une lettre au KGB.

L. Strijakova, employée. Leningrad (Literaturnaja Gazeta n° 34) (1987).

Le roman de camarade Rybakov est un cadeau à tous les ennemis du pouvoir soviétique. Informer, c'est bien, mais il faut savoir utiliser l'information et, ce qui est fondamental, ne pas en abuser.

E. Fritsov, Lvov. (Literaturnaja Gazeta n° 34).

J'avais pensé que les jeunes d'aujourd'hui ne s'intéressent pas à l'histoire de notre pays et de notre parti. Quelle erreur ! Il est pratiquement impossible de se procurer la revue où ont été publiés Les Enfants

de l'Arbat. On fait la queue dans les bibliothèques. Les jeunes surtout. Et c'est bien réconfortant.

A. Brandt, Région de Donetsk. (Literaturnaja Gazeta n° 34).

Ne donnez pas d'illusions aux jeunes et n'assombrissez pas les souvenirs que ceux de votre génération gardent de leur merveilleuse jeunesse.

Votre ex-administratrice, G. K. Sidorova (Literaturnaja Gazeta n° 34).

« Votre livre est une véritable œuvre d'historien, derrière laquelle on devine un gigantesque travail de recherche, une masse de faits nouveaux, même pour le connaisseur.

Danilovskii, professeur d'histoire (revue Droujba Narodov n° 12).

La cellule du parti de votre revue, estime-t-elle tolérable de répandre de sales ragots sur la mère de Staline ?

N. Olesov, Leningrad (Droujba Narodov n° 12).

...et d'écrivains

Veniamine Kaverine (Lettre à Rybakov).

Le personnage de Staline est peint en profondeur ; bien plus, il est réincarner. Vous avez réussi ce qui ne s'imposait pas. Soljenitsyne est celui qui déclenche la compréhension chez ceux qui n'y ont pas été et qui libère l'âme de ceux qui y ont été, mais qui ne peuvent pas raconter ça, parce que celui qui n'est pas de la frange-magounerie des « zeks » ne pourra comprendre.

(Gorniki n° 21, 1987).

Boulat Okoudjava (Lettre à Rybakov).

« Je pense qu'il n'y a pas encore de dans notre littérature monumentaire plus remarquable au sujet des années tragiques de notre histoire. »

(Gorniki n° 21, 1987).

Visdimir Maximov. « Les cocoricos montent autour de la prose débile d'Anatoli Ryba-

kov. (...) An non de quel fabriquant-on et entretient-on de nouveaux mythes littéraires ? (...) Si c'est seulement une occasion facile pour régler les comptes avec les adversaires d'hier, n'est-ce pas payer trop cher que faire triompher un nouveau mensonge aux suites imprévisibles ?

(La Pensée russe, 15 juillet 1988).

BORIS WEIL.

« Il est mauvais qu'un écrivain s'efforce de transformer un œuvre littéraire en version de l'histoire du parti communiste bolchevique. Les monologues intérieurs de Kirov et autres personnages positifs, ce sont les pensées d'Anatoli Rybakov lui-même, sa façon d'expliquer comment un bon Lénine a succédé le méchant Staline. La mythologie du XX^e congrès qui a ensorcelé Rybakov lui dicte la logique de son récit, un récit débouchant sur l'apothéose du XX^e congrès, ce qui est une apothéose passablement suspecte. »

(La Pensée russe, 15 janvier 1988).

LA I

DEUX NOUVEAUX TOSHIBA

LA PUISSANCE ET LA LIBERTÉ

Un mouvement est lancé. Vers plus d'efficacité, plus de puissance, plus de liberté. Et c'est Toshiba qui le conduit. Toshiba qui vous donne de la puissance pour rivaliser avec les ordinateurs de bureau les plus performants : des capacités de traitement où et quand vous en avez besoin : de la liberté là où il y avait des contraintes. La portabilité, pour Toshiba, c'est la puissance plus la liberté. Aujourd'hui, voici deux nouveaux portables Toshiba.

Le Toshiba T1600, avec écran EGA, mémoire vive sauvegardable et disque dur 20 Mo intégré : le tout réuni dans un portable léger et autonome. Et le Toshiba T5200, le portable qui remplace les dinosaures de bureau. Libérez-vous de la tyrannie des micros traditionnels. Sortez des limites de votre bureau. Brisez les liens de l'informatique immobile. Rejoignez la famille Toshiba. La première famille de micros portables.

T1600

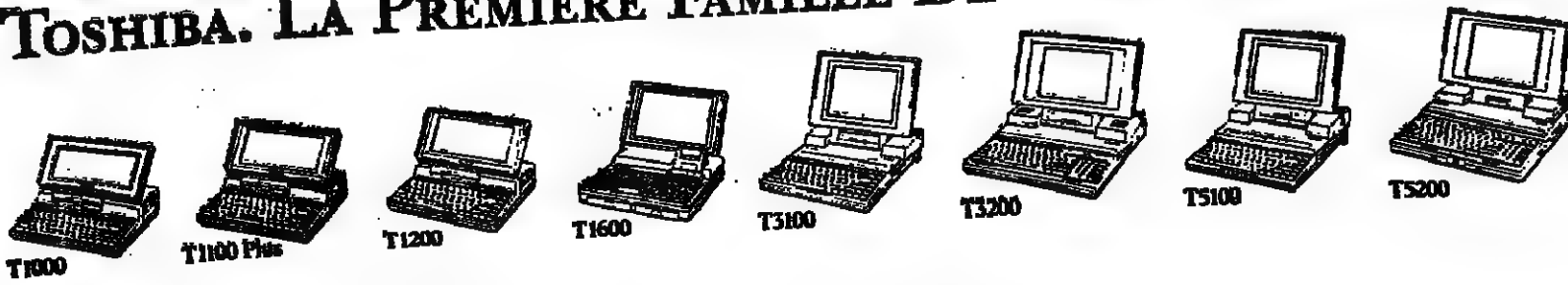
- La liberté à pleine puissance. On disait que c'était impossible. Et pourtant nous l'avons fait. Nous avons fait entrer dans un portable autonome toutes ces caractéristiques :
- Processeur Intel 80C286 à 12 MHz
 - Jusqu'à 8 Mo de mémoire vive sauvegardable
 - Écran EGA détachable rétro-éclairé
 - Disque dur 20 Mo, rapide (29 ms)
 - Autonomie optimisée avec mode veille automatique et batteries amovibles
 - 5,2 Kg avec une batterie

T5200

- La puissance en toute liberté. Le portable des utilisations « lourdes ». Jamais auparavant une puissance aussi considérable n'avait été logée dans un volume aussi réduit.
- Processeur Intel 80386 à 20 MHz
 - Jusqu'à 8 Mo de mémoire vive
 - Écran plasma, VGA, détachable
 - Disque dur (rapide) 40 ou 100 Mo
 - Deux connecteurs d'extension compatibles intégrés
 - Système de sécurité LapLock™
 - Clavier complet avec pavé numérique complet
 - 8,6 Kg



TOSHIBA. LA PREMIÈRE FAMILLE DE MICROS PORTABLES.



Le logiciel Microsoft Works est offert pour l'achat de tout micro-ordinateur portable TOSHIBA entre le 15.9.1988 et le 16.1.1989

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. - Division Informatique - 7, Rue Ampère - BP 131 - 92804 Putteaux Cedex - Tél: (1) 47.28.26.28.

كندا من الأصل

SALON MICRO 88
STAND N° 1 DE 1060

Culture CINÉMA

« Un monde à part », de Chris Menges

Ce que Molly voyait

Un film irréprochable sur l'apartheid. Parfait. Trop parfait peut-être.

En juin 1963, en Afrique du Sud, dans une famille blanche, le père s'en va en douceur sans dire pourquoi, fait ses adieux à sa femme Diana, à sa fille Molly. On ne reverra plus Gus, journaliste ex-patrié de justesse pour ne pas connaître le sort de Mandela et de tant d'autres. Molly (Johdi May) reste avec sa mère (Barbara Hershey), pense que c'est l'affaire de quelques semaines au plus et continue ses cours de danse dans le beau collège plein de petites filles riches et Blanches, où on la regarde déjà de travers. Son père passe pour un communiste, un traître, et sa fuite est un aveu.

Molly est incrédule, naïve encore, mais attentive. Elle ne comprend pas pourquoi personne ne se dérange pour un Noir renversé par un Blanc en voiture dans la rue. Elle s'interroge sur le travail de sa mère, mystérieux par bien des aspects, entouré de secrets. Diana est journaliste aussi, militante active contre l'apartheid, une femme de tête, courageuse et forte qui est toujours à la limite de la provocation, de la légèreté injustifiable qui règne dans son pays. Elle reçoit des Noirs chez elle pour l'anniversaire de son mari absent. Molly apprend le twist, mais quand la police arrive tout le monde vide son verre dans les pots de fleurs. Une loi interdit aux Blancs d'offrir de l'alcool aux Noirs. Une autre loi est votée qui permet d'arrêter quiconque pour une durée de quatre-vingt-dix jours, avec ou sans motif, autant de fois que « nécessaire ». C'est à la suite d'une manifestation en compagnie de Salomon, le frère de la domestique Elsie, que Diana est arrêtée par la police, une bande de brutes évoquant les nazis avec son doucereux inspecteur Muller, glissant dans le rôle du fauconnier vrai salaud. A l'école, le boycott de Molly commence.



« Un monde à part », de Chris Menges

Pour son premier film, Chris Menges, reporter et chef opérateur de grand renom, a eu l'intelligence de prendre le point de vue de Molly, la petite, innocente mais pas si bête, qui découvre avec nous la cruauté, l'abjection d'un monde « à part », celui de l'apartheid, de l'exclusion raciste, de la haine sans retenue. Après une première période de quatre-vingt-dix jours et trois minutes de liberté on assiste de nouveau Diana qui n'a plus de forces et tente de se suicider. Décidément la jeunesse est bien rude, bien abandonnée, pour Molly.

Barbara Hershey a eu le prix d'interprétation féminine à Cannes en 1968, et c'est très mérité. La petite Johdi May est extraordinaire de justesse, d'émotion, comme presque toujours les enfants au cinéma, sans qu'on puisse préjuger son avenir de comédienne. L'histoire est violente et authentique, le père est Joe Slovo, seul Blanc membre du comité exécutif de l'African National Congress, réfugié en Zambie, la mère est la journaliste Ruth First assassinée en août 1982, et Molly est leur fille, Shawa, cocodariante du film de Menges. Les comédiens sont tous excellents et la mise en scène

est d'une sobriété parfaite malgré quelques envolées esthétiques dans les scènes de foules. Les Noirs sont d'une noblesse, d'une humanité bouleversante, les Blancs, à l'exception de quelques transfuges héroïques, sont détestables, ignobles. Tout l'ensemble est ainsi peint, sans trop de simplifications faciles, sans demi-teintes, avec les contrastes d'une réalité politique maîtres fois dénoncée. C'est irréprochable, en bref. Et bien entendu, c'est là qu'un peu d'ennui prend sa source, que naît un doute sournois sur les inconvénients pour un artiste d'avoir aussi raison. MICHEL BRAUDEAU.

« Une étoile pour l'exemple » de Dominique Delouche

Chauviré sur une chaise

Un reportage sobre sur Yvette Chauviré qui pose au passage quelques questions, sans réponse.

Comme elle est encore belle, la Chauviré, avec ses pommettes hautes et son nez délicatement retoussé ! Un visage sur lequel le temps s'est effacé. Comme ses jambes, qu'elle nous montre à l'occasion, intactes. Elle est née le 22 avril 1917, dit sans courtoisie les dictionnaires de danse. Allons donc !

Les très grands (artistes) sont ceux qui nous tordent le cœur en faisant presque rien. Une petite note, un petit geste, un haussément de sourcil. Il nous souvient ainsi d'une répétition de Giselle avec Alicia Markova : c'était un simple « raccord », elle devait courir ensuite à quelques mètres, elle était en escarpins et petite robe noire. Elle ne fit donc qu'esquisser son rôle, « marquer », comme on dit. Inoubliable. Comme Yvette Chauviré indiquant simplement de l'index, un après-midi, la trajectoire des grands jets qu'il aurait à accomplir le soir dans Spartacus.

Il y a un moment tout à fait extraordinaire dans le film que Dominique Delouche consacre à Yvette Chauviré. C'est celui où on la voit, aujourd'hui, assise à côté d'un vieux monsieur, Henri Sauguet, qui lui joue au piano la musique qu'il composa pour le ballet Mirages en 1947. Uniquement avec son visage, ses bras, ses mains, elle « marque » la chorégraphie de la variation qui lui valut ses plus grands triomphes. Et l'essentiel de Mirages est là.

C'est très joli, diront les jeunes générations auxquelles on raconte l'histoire de la danse, mais la plus grande ballerine française dansant Mirages, chef-d'œuvre de Serge Lifar, ce n'est pas elle. Elle est née à Paris, dont Chauviré fut la gloire, ne l'a pas « archivée ». Elle a bien tourné dans le Mir des cygnes, de

Jean Benoît-Lévy, mais c'était en 1937, elle était un peu verte. Dominique Delouche a retrouvé quelques bouts de films pirates.

Des moments un peu flous. L'Écuyère, la Péri, la dernière Giselle... Il les enchâsse dans son film, ainsi que quelques photos sublimes qui en disent peut-être plus. Le gros d'Une étoile pour l'exemple est un reportage sur Chauviré enseignant aujourd'hui son art à quelques jeunes étoiles. Cela nous vaut une Sylvie Guillem impeccable dans Grand Pas, une Monique Loudières éblouissante dans Nauséas, une Isabelle Guérin péroratoire dans Istar.

Et cela pose des questions intéressantes : que peut-on transmettre — une fois la technique maîtrisée, bien sûr — dans la danse, où prévaut la singularité de l'écriture corporelle ? Chauviré. Envisage-t-elle des indications de style. Elle donne des leçons de sobriété et d'élégance, qui furent son fort. Mais elle a tendance à montrer ce qu'elle faisait, elle, dans tel rôle, davantage qu'elle ne cherche à développer la personnalité de l'élève. Peut-être est-ce un travail de longue haleine, qui échappe aux caméras ?

Malgré quelques passages un peu faibles, dans le commentaire (« L'Opéra, cette roche où l'on travaille à tous les étages ») ou dans l'imagerie (Chauviré sur un rocher, à Monte-Carlo, battant des bras au milieu de mouettes), on saura gré à Dominique Delouche de nous épargner les métrivres auxquelles donnent souvent lieu les films sur la danse. Il l'aime et il sait la filmer : droit, simple, honnête.

A la fin, Chauviré fait répéter à Dominique Khaloufi la Mort du cygne. Elle ne le regarde pas, la pauvre Khaloufi. Les yeux fermés, frémissements, elle revit ce rôle qui fut pour elle, dit-elle, « un cheminement vers l'acceptation de la fin ». Cet agnosticisme fait partie du document.

SYLVIE DE NUSSAC.

LA RENTREE DES MEDIA



Le Monde
Lignes, journaux, magazines, illustrations sont supportés par les outils du savoir, de la culture, des loisirs. Bien les connaître est un impératif pour tous ceux qui ont en charge la formation et l'éducation des jeunes.
Pour en savoir davantage, appelez le : (01) 49 32 58 00 ou sur email taper "38 14 code Mail"

Carrefour Media Jeunesse de Niort
Le Carrefour Media Jeunesse de Niort est leur rendez-vous annuel. Séminaires, colloques sur la jeunesse, les médias et l'Europe, tables rondes, animations, permettant à chacun de s'informer et de se former.

17 - 18 - 19 - 20 novembre 1988

Commercialisation : broca lamoureux communication
44, rue la Boétie 75008 Paris Tel. : 1. 42.89.04.04

« Héros » de William Tannen

Le divan de Chuck

Tout arrive, même que les bagarreurs aient des failles intérieures. Héros ou héros, policiers de Santa Monica qu'on surnomme Héros, voit reparaitre dans un cauchemar, Simon le Terreur, redoutable psychopathe qu'il avait fait arrêter cinq ans auparavant, qui avait failli le tuer et dont il croyait s'être débarrassé par des séances de psychanalyse. Mais voilà : Simon s'est enfui de l'asile psychiatrique où on l'avait bouclé. Il a le goût du meurtre. Il tue. Des femmes.

Héros, c'est Chuck Norris, champion de karaté devenu star des films d'action et angeol celui-ci, échappant aux clichés habituels, offre un rôle plus nuancé, une composition dramatique. Désormais sensible à la peur, le personnage de Chuck Norris doit lutter contre lui-même, se retrouver en quelque sorte, et combiner sa cure de psychanalyse en se battant avec Simon le Terreur, le tueur qui, lui, ignore tout sentiment, toute faille. Avec sa force brute, Jack O'Halloran est vraiment terrible. Il a l'air d'un démon sorti du subconscient. Ce duel n'est pas banal.

EN BREF

● La future bibliothèque d'Alexandrie. — La concours d'architecture pour la construction d'une nouvelle bibliothèque d'Alexandrie, en Egypte, est ouvert. L'université d'Alexandrie, organisatrice du concours, est assistée par l'Union internationale des architectes, dont le siège est à Paris (51, rue Raynour, 75016). La date limite des inscriptions est fixée au 30 novembre 1988. Les projets doivent être adressés avant le 9 juin 1989 aux membres du jury. Celui-ci est constitué de neuf architectes et bibliothécaires. Il devra répartir une somme de 200 000 dollars entre les auteurs des projets primés. L'UNESCO apporte son soutien à l'opération, qui est placée sous

PHILIPPE ADRIEN
DRAMES
DE
LA VIE
COURANTE

camif
THEATRE DE
la Tempête

CARTOUCHERIE, LOC. 43 29 33 36 & FNAC

le haut patronage du président égyptien Hosni Mubarak.

● Hartung à la Sorbonne. — Hans Hartung, qui fêtera mercredi 21 septembre ses quatre-vingt-quatre ans, verra une exposition de ses œuvres récentes organisée dans la chapelle de la Sorbonne. Celle-ci avait déjà été exposée au cours de l'été à Carcassonne notamment (le Monde du 12 août). Le peintre, qui fut un pionnier de l'abstraction lyrique, vit à Antibes. Il continue de produire à un rythme soutenu. « A présent Hans Hartung sort du signe abstrait, fait remarquer Daniel Abadie, conservateur au Musée national d'art moderne du Centre Pompidou et commissaire de l'exposition. Il fait éclater avec des nuances de peinture. » L'exposition ouvrira le samedi 17 septembre et durera jusqu'au 23 octobre.

● Une nomination au ministère de la culture. — Le ministre de la

culture, M. Jack Lang, a décidé de confier à M. Bernard Gilman une mission permanente concernant le développement des activités culturelles dans les DOM-TOM. Cette mission sera menée en étroite coordination avec le ministère des DOM-TOM. M. Bernard Gilman, naguère élu chargé des affaires culturelles de la ville de Grenoble, à l'époque où Hubert Drouot en était le maire, il est notamment l'auteur d'un rapport sur la création de la culture de cette ville.

● RECTIFICATIF. — Lors du concert donné au Festival international de musique de Besançon le 11 septembre par le Centre polyphonique de Franche-Comté (le Monde du 13 septembre), Les Lamentations de Jérémie, de Robert Pascal, étaient dirigées par Claire-Marie Mille et non par Michel Serpillier. Ce dernier dirigeait les Trois petites liturgies de la présence divine, d'Olivier Messiaen.

BIENNALE DE LA DANSE A LYON

A l'occasion de la biennale de la Danse, la SNCF organise pour la soirée de gala un week-end exceptionnel.

- SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1988**
- Départ du TGV spécial (emprunté par les étoiles de l'Opéra de Paris) à 14 h 28 ;
 - Arrivée à Lyon à 16 h 28 ;
 - Vernissage de l'exposition ou projection de films de la cinémathèque ;
 - Soirée de gala à l'auditorium : quatre siècles de danse en France ;
 - Souper de gala.

- DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 1988**
- Matinée et déjeuner libres ;
 - à 17 h : grand bal de la Renaissance ;
 - à 20 h 33 : départ du TGV spécial ;
 - à 22 h 33 : arrivée à Paris.

- Tenue de soirée recommandée -
RENSEIGNEMENTS : TEL. 42-80-63-63 - M. DURANTON

TBB THEATRE DE BOULOGNE BILLANCOURT

Abonnez-vous!

88/89

MERE COURAGE
ET SES ENFANTS
LA STATION
CHAMBAUDET
LA TRIOLOGIE
DES DRAGONS

TBB MOEL 1988
CONCERTS CRÉMA
COMEDIE MUSICALE
COMEDIE THEATRE D'OPERA

LOCATION, ABBONNEMENTS, RENSEIGNEMENTS
60, rue de La Belle Feuillie, 92100 Boulogne
& FNACS ET TOUTES AGENCES 46.03.60.44

La classe

Le théâtre de Boulogne-Billancourt a décidé de consacrer sa saison 1988-1989 à la découverte de la culture de la ville de Boulogne-Billancourt. Cette mission sera menée en étroite coordination avec le ministère des DOM-TOM. M. Bernard Gilman, naguère élu chargé des affaires culturelles de la ville de Grenoble, à l'époque où Hubert Drouot en était le maire, il est notamment l'auteur d'un rapport sur la création de la culture de cette ville.

Le Centre polyphonique de Franche-Comté (le Monde du 13 septembre), Les Lamentations de Jérémie, de Robert Pascal, étaient dirigées par Claire-Marie Mille et non par Michel Serpillier. Ce dernier dirigeait les Trois petites liturgies de la présence divine, d'Olivier Messiaen.

كنا من الأصل

Radio

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX (Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.) LES EAUX ET FORÊTS Théâtre du Bel Air (43-46-91-93), 20 h 30. LE TIBIDE AU PALAIS Artistes-Alibis (43-79-06-18), 20 h 30. UNE ABSENCE Bouffes Parisiens (42-96-60-24), 20 h 30. ESTHER Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30. LE CRIMINEL La Bastille (43-57-42-14), 21 h. LA PROSE DU TRANSMISSEUR ET DE LA PETITE JEHANNE DE FRANCE Office national suisse de la tournée (41-42-45-43), 20 h 15. ET LE SPECTACLE CONTINUE! Palais Royal (42-97-59-51), 20 h 30. DROLE DE COUPLE Saint-Georges (48-78-43-47), 20 h 45. GLENGARRY GLEN ROSS. Édouard-Viel, Sèche-Quénec (47-57-49-21), 21 h. LE BUFFON DES FAMILLES Amphithéâtre de paléontologie du Jardin des Plantes (43-57-57-89), 18 h 30. IDENTITÉS. Tournier (48-87-83-88), 19 h. TEMPOIREMENT ÉPUSÉ. La Bastille (43-57-42-14), 19 h 30. MORT À CRÉDIT. Lucernaire Forum (43-44-37-34), 21 h 30. LE FEU DES MOTS (Félicité sans sonnet par Tchekov. Annonces malicieuses (41-19-03), 20 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne: 2 L'UNESCO (nuit libre). O Le Feu des Mots (Félicité sans sonnet) Théâtre Festival international de poésie: 19 h. MARIE STUART (45-08-17-00). Condi-ditions sur le voyageur: 20 h 30. MICHOUDÈRE (47-42-95-23). Més-casine de Varovine: 20 h 45. MONTFARNASSE (43-22-77-74). Le Spectre: 21 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30. ODDON-THÉÂTRE DE L'EUROPE (43-25-70-32). Les Estifs: 20 h 30. ŒUVRE (48-74-42-52). Exercices de style: 20 h 45. RANELAGE (43-38-64-44). L'Etrange Mister Knight: 21 h. ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). O Jacques Brel Je viens rechercher une boue: 20 h. O Tokyo Bar: 21 h. THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Paroles, suivi de Va donc montre au lit les natures: 20 h 30. THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sella I. O La Trilogie de Pascal: Méridis, Fanny, César: 20 h 30. O Méridis: 20 h 30. Sella II. O L'Etrange des jours: 20 h 30. TINTAMARRE (48-87-33-82). O le Fou de Bassan met les bœufs: 18 h 30. Méridis: 20 h 15. Les conjonctives se couchent pour mourir: 21 h 30. Bards&Story: 22 h 30. TOURTOUR (48-87-52-48). Identité: 19 h. La Femme romaine: 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guilty, pièces en un acte: 19 h. Riffidin dans les labours: 21 h. VARIÉTÉS (42-33-08-92). Le Spectre du lit: 20 h 30.

Judi 15 septembre

cinéma

La cinématèque PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) JEUDI Deux fois vingt ans (1930), de Charles-Félix Tavernier, 16 h; Le Café des Jules (1988), de Paul Vecchiali et Jacques Nolot, 19 h; Le Front dans les mages (1988), de Paul Vecchiali, 21 h. VÉNETIÈRE DE PARIS (40-28-34-30) JEUDI Paris: un arrondissement par jour: 7e arrondissement: la Grande Dame; la Tour Eiffel en folie (1982) d'un groupe d'enfants, Superman II (1980, v.o.) de Richard Lester, 14 h 30; Visite du 7e arrondissement: le 7e arrondissement à travers Camille (1967) de Jack Sargent, Claire (1965) de Jean-Claude Huchinger, Hôtel des Invités (1951) de Georges Franju, Nalanda d'un amant (1986) de Pierre Samson, 16 h 30; la Grande Dame: la Tour Eiffel en folie (1982) d'un groupe d'enfants, la Tour Eiffel (1984), Superman II (1980, v.o.) de Richard Lester, 19 h 30; Exploré à la tour Eiffel: A l'assaut de la tour Eiffel (1947) d'Alain Pol, Sans de la tour Eiffel (1984) de Jean-Louis Normand et Daniel Maillet, Vol avec la tour Eiffel (1984) de Daniel Maillet, les Escouffis (1981) de J.-M. Soyex, Paris qui dort (1923) de René Clair, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

LA PETITE AMIE. Film français de Luc Béraud: Forum Aro-Ciel, 1e (42-57-53-74); Rex, 2e (42-36-83-93); UGC Odéon, 3e (42-35-39-43); Cinéma Saint-Charles, 4e (42-35-10-30); Pathe Marignan-Cocorico, 5e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 6e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 7e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 8e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 9e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 10e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 11e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 12e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 13e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 14e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 15e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 16e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 17e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 18e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 19e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 20e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 21e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 22e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 23e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 24e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 25e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 26e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 27e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 28e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 29e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 30e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 31e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 32e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 33e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 34e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 35e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 36e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 37e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 38e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 39e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 40e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 41e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 42e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 43e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 44e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 45e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 46e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 47e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 48e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 49e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 50e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 51e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 52e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 53e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 54e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 55e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 56e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 57e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 58e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 59e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 60e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 61e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 62e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 63e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 64e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 65e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 66e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 67e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 68e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 69e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 70e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 71e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 72e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 73e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 74e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 75e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 76e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 77e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 78e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 79e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 80e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 81e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 82e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 83e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 84e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 85e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 86e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 87e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 88e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 89e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 90e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 91e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 92e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 93e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 94e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 95e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 96e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 97e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 98e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 99e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 100e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 101e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 102e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 103e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 104e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 105e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 106e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 107e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 108e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 109e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 110e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 111e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 112e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 113e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 114e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 115e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 116e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 117e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 118e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 119e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 120e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 121e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 122e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 123e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 124e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 125e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 126e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 127e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 128e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 129e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 130e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 131e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 132e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 133e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 134e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 135e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 136e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 137e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 138e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 139e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 140e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 141e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 142e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 143e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 144e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 145e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 146e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 147e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 148e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 149e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 150e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 151e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 152e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 153e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 154e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 155e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 156e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 157e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 158e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 159e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 160e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 161e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 162e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 163e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 164e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 165e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 166e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 167e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 168e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 169e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 170e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 171e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 172e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 173e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 174e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 175e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 176e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 177e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 178e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 179e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 180e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 181e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 182e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 183e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 184e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 185e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 186e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 187e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 188e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 189e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 190e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 191e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 192e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 193e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 194e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 195e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 196e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 197e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 198e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 199e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 200e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 201e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 202e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 203e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 204e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 205e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 206e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 207e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 208e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 209e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 210e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 211e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 212e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 213e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 214e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 215e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 216e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 217e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 218e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 219e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 220e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 221e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 222e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 223e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 224e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 225e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 226e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 227e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 228e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 229e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 230e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 231e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 232e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 233e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 234e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 235e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 236e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 237e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 238e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 239e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 240e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 241e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 242e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 243e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 244e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 245e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 246e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 247e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 248e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 249e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 250e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 251e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 252e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 253e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 254e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 255e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 256e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 257e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 258e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 259e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 260e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 261e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 262e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 263e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 264e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 265e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 266e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 267e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 268e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 269e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 270e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 271e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 272e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 273e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 274e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 275e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 276e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 277e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 278e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 279e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 280e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 281e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 282e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 283e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 284e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 285e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 286e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 287e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 288e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 289e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 290e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 291e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 292e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 293e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 294e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 295e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 296e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 297e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 298e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 299e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 300e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 301e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 302e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 303e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 304e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 305e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 306e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 307e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 308e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 309e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 310e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 311e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 312e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 313e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 314e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 315e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 316e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 317e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 318e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 319e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 320e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 321e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 322e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 323e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 324e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 325e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 326e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 327e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 328e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 329e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 330e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 331e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 332e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 333e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 334e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 335e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 336e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 337e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 338e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 339e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 340e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 341e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 342e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 343e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 344e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 345e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 346e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 347e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 348e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 349e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 350e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 351e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 352e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 353e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 354e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 355e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 356e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 357e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 358e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 359e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 360e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 361e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 362e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 363e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 364e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 365e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 366e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 367e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 368e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 369e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 370e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 371e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 372e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 373e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 374e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 375e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 376e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 377e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 378e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 379e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 380e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 381e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 382e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 383e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 384e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 385e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 386e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 387e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 388e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 389e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 390e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 391e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 392e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 393e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 394e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 395e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 396e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 397e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 398e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 399e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 400e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 401e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 402e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 403e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 404e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 405e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 406e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 407e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 408e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 409e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 410e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 411e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 412e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 413e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 414e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 415e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 416e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 417e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 418e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 419e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 420e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 421e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 422e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 423e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 424e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 425e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 426e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 427e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 428e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 429e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 430e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 431e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 432e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 433e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 434e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 435e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 436e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 437e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 438e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 439e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 440e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 441e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 442e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 443e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 444e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 445e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 446e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 447e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 448e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 449e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 450e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 451e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 452e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 453e (42-35-92-82); Pathe Marignan, 454e

Défense

Devant des députés médusés

Les torpilles du préfet maritime de Brest

BREST DE NOTRE ENVOI SPÉCIAL

Jamais la commission de la défense à l'Assemblée nationale n'avait déplacé une mission aussi importante (vingt-sept députés avec, à leur tête, le président, M. Jean-Michel Boucheron, PS, et le vice-président, M. Arthur Paschit, PR) pour signifier au gouvernement qu'il ne doit pas toucher à la modernisation des sous-marins stratégiques ni au programme Charles-de-Gaulle d'un porte-avions à propulsion nucléaire. Mais jamais non plus un préfet maritime de Brest, commandant en chef en Atlantique, le vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, n'avait aussi solennellement mis en garde le même gouvernement contre les risques de voir la marine ne plus pouvoir remplir ses missions faute d'argent.

Cela s'est passé mercredi 14 septembre à Brest, à l'occasion d'une visite d'information de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dont les deux tiers des membres sont de nouveaux députés. Une visite au pas de course (M. Boucheron observera que « l'armée de terre n'a pas le monopole du pas de charge »), mais une visite aussi dense que spectaculaire où députés et marins ont cherché à se comprendre.

Majorité socialiste et opposition confondues, les députés présents, à en croire leur président de commission, ont voulu témoigner de l'existence d'un « consensus total » sur la fer de lance de la dissension, que

représentent les sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques, et sur l'importance du projet de porte-avions nucléaire « pour maintenir les moyens de notre puissance en Méditerranée et dans l'hémisphère sud ». M. Boucheron dira, à cette occasion, que « le calendrier sera respecté », la mise en service opérationnelle du Charles-de-Gaulle, devant intervenir après 1996.

Les marins, à Brest, respirent : des bruits avaient couru cet été, selon lesquels les experts du ministère des finances trouvaient cher ce programme de porte-avions nucléaire.

« J'ai le devoir de dire la vérité »

M. Boucheron convient néanmoins que « le cap 1992-1993 » sera difficile à passer, tant les contraintes financières de certains programmes d'armement se feront pressantes. Il annonce que la loi de programmation militaire 1987-1991, qui devait être révisée en octobre prochain, ne sera pas, en réalité, avant l'été 1989. « Après des discussions de fond, nous y verrons plus clair dans la commission », explique le président de la commission, qui demande du temps pour réfléchir.

Le vice-amiral d'escadre Lefebvre est apparemment plus pressé. « J'ai le droit et le devoir de vous dire la vérité, confie-t-il d'un ton calme et argumenté aux députés. Je ne vous cacherais pas les difficultés de la marine sur la gestion de son person-

nel, le renouvellement de ses navires et de son aéronavale, et sur l'entretien courant de la flotte. » Devant des membres médusés et silencieux de la commission, le préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique lance ses torpilles ou ses missiles sans faire de distinctions entre les responsabilités passées ou présentes.

Et, d'abord, sur la déflation des effectifs annoncée par le ministre de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement. « Il est difficile de piloter une déflation intelligente, qui sauvegarde les capacités opérationnelles », dit l'amiral Lefebvre. En dix ans, de 1978 à 1988, la II^e région maritime qu'il commande a perdu 10,68 % de ses ouvriers de l'arsenal ; 12,5 % de ses personnels militaires, et lui manque 20 % de transmetteurs et 18 % de radiotélégraphistes. « Cela a des conséquences sur le moral », ajoute le préfet maritime : il y a longtemps que les permissions ne sont plus prises, et les quarante-cinq jours de congés annuels sont cinq jours de congés annuels à symboliques, le pouvoir d'achat d'un marin à terre, au même grade, a diminué de 6,8 % en cinq ans. « La sécurité de l'emploi est totalement illusoire, constate-t-il, car c'est un drame que de convoquer un quartier-maître pour lui dire que son contrat n'est pas renouvelé alors qu'il n'a pas démissionné. »

A propos du renouvellement des bâtiments, ensuite. L'amiral Lefebvre énumère : 175 navires de combat et de soutien en 1970 et 125 en 1988. « En sept ans, dit-il, l'activité a augmenté de 20 % sur les bateaux, puisque leur nombre a diminué. » Et il demande : « Dès lors que 90 % de la dissension reposent sur la marine, ne faut-il pas lui donner l'environnement en moyens de surface nécessaire à la sûreté de cette mission ? ». Le vice-amiral d'escadre Michel Merveilleux du Vignaux, qui commande les forces sous-marines et la force océanique stratégique, renchérit : « Nous sommes les seuls au monde à faire tourner en patrouille trois sous-marins stratégiques sur quatre en activité opérationnelle, depuis le mois de décembre 1982. »

Sur l'entretien courant de la flotte, enfin. Le préfet maritime de Brest est catégorique : « Nous

reportons à plus tard des opérations majeures d'entretien. Nous mangeons notre blé en herbe, nous consommons notre capital, et notre héritage vieillit prématurément. Notre entretien programmé de la flotte n'est plus préventif, il est devenu correctif. »

Un exemple : l'amiral Lefebvre explique qu'il a renoncé à la modernisation des locaux-vie du porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc, « que nous montrons à l'étranger lors de la croisière de Navale et qui sont au standard d'il y a vingt-cinq ans ».

Les sacrifices nécessaires

Aurait-il soudain conscience d'avoir dressé un tableau trop sombre de la situation devant les députés qui votent le budget de la nation ? Le préfet maritime de Brest concède qu'il y a « des sujets de satisfaction » et que « le trésor de la marine, c'est son personnel ». Mais il ajoute aussitôt que « nous ne pouvons pas en abuser, car chacun fait les sacrifices nécessaires, sans rechigner, en donnant le meilleur de soi-même, malgré des effectifs gravement insuffisants ».

En aparté, dans l'assistance, c'est un autre officier qui constate que « certains officiers qui constatent une soixante-dix heures par semaine ». Auparavant, c'est l'un des commandants de l'Inflexible, le dernier-né des sous-marins stratégiques, qui dénonce « un éventail des soldes de 1 à 3 », entre celle de son quartier-maître à six ans de métier et la sienne, de capitaine de frégate, après dix-huit ans de spécialité de sous-marinier, alors qu'il atteint ses quarante-deux ans.

M. Boucheron tentera d'endiguer le flot de ces remarques. Le président de la commission dit qu'il sait tout cela et que ses collègues n'ignorent rien. « La commission, assure-t-il, ne veut plus voir une diminution des crédits de fonctionnement de l'armée de mer et de la marine, compte tenu de leurs missions. C'est à dessein qu'il n'a pas cité l'armée de terre, qui subira les premières restrictions en 1989. »

JACQUES HENARD.

Le Carnet du Monde

Mariages

Marie-Françoise ALEXANDRE-HATVANY, et Jean LECLANT,

Palais de l'Institut, 25, quai de Conti, 75006 Paris.

Yvette MASSON, et Charles LUNG

Lorsqu'ils se marieront, 9, boulevard des Grives, 83570 Carcès.

Décès

Alain et Anne Deshayes, Yves Deshayes, Hervé et Catherine Deshayes, Christian et Claudine Deshayes, Bruno et Dominique Deshayes, M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. Henry DESHAYES,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

M. et M^{me} Ernest Deshayes et toute la famille,

docteur Paulette POVILLIERS-CLAP, née le 13 décembre 1908,

Georges POVILLIERS, commandeur de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'École centrale des arts et manufactures, décédé le 9 mars 1968.

M^{me} Jean RODRIGUEZ-CALAZA, née Marie-Élisabeth Bazant,

Nicole WEILL, ancien membre de l'École française d'Athènes, professeur d'histoire et archéologie grecques à l'université des sciences sociales de Grenoble-II.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires

Si vous vous souvenez de Laurence BERMAN,

disparus il y a vingt ans dans un accident d'automobile,

se parents, seront sensibles à votre lettre.

18, rue Duret, 75016 Paris.

Le 16 septembre 1987

Jean-Henri GRANIER

non quitté.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, se souviennent.

30100 Ales.

Il y a cinq ans, le 16 septembre 1983

Martin SPINGA

disparus à l'âge de vingt-neuf ans.

Avis de messes

Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Eustache, le jeudi 22 septembre 1988, à 18 h 30, à la mémoire de

M^{me} Armand GRANIER, née Suzanne Délier,

rappelée à Dieu le 17 août 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année et inhumée à Nantes, le 20 août.

On y associera le souvenir de son fils

Jean-Paul GRANIER, décédé le 28 octobre 1978.

De la part de M^{me} Françoise Granier, ses enfants et petits-enfants, Jean-Paul et Caroline Dayan, Dominique et Fanny Boirel, Jean-Étienne et Sybille Rabut, Olivier Rabut, M. et M^{me} Jacques Nobécourt, leurs enfants et petits-enfants, Jérôme Nobécourt, Marilide et Daniel Soulez-Larivière, Marie-Agnès Nobécourt et Sergio Nati, Emmanuelle Nobécourt et Thierry Baral.

113, rue du Général-Bout, 44000 Nantes, 6, place Edmond-Rostand, 75006 Paris.

Communications diverses

La cérémonie de la Hazkara, dédiée aux victimes sans sépulture de la déportation, aura lieu le dimanche 18 septembre 1988, à 10 h 30 précises, sur le parvis du Mémorial du martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Amier, 75004 Paris.

Allocution de M. Sam Hoffenberg et de M. Jacques Orfan. La cérémonie religieuse sera assurée par M. le rabbin Charles Liche et M. Emile Kaçman, ministre officiant, tous deux anciens déportés.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e 43-20-74-52 MINITEL par le 11

TALOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERES. Le numéro 274939 gagne 4 000 000,00 F. Les numéros approchants à la centaine de mille gagnent 40 000,00 F.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER. TABLEAU DES GAGNANTS ET DES SOMMES À PAYER.

HOTEL DES VENTES 9, rue Drouot, 75009 PARIS. Téléphone : 42-46-17-11. Téléc : Drouot 642280.

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris, Tél. : 48-63-12-98.

MARDI 20 SEPTEMBRE S. 9. - Meubles, tableaux, objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE S. 1. - Oiseaux naturalisés. - M^{me} BOISGRAND.

JEUDI 22 SEPTEMBRE S. 11. - Mobilier d'un château de la Marne (première vente) : fonds de maison - M^{me} LIBERT, CASTOR.

VENDREDI 23 SEPTEMBRE S. 1. - 14 h 15. Beaux livres anciens et modernes. Exposition privée chez l'expert : librairie Lardanchet, 100, fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.

ESPACE AUSTERLITZ 30, quai d'Austerlitz, 75013 PARIS. VENDREDI 16 et SAMEDI 17 SEPTEMBRE, à 16 h COLLECTION DE CARTES POSTALES

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.

BOISGRAND, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36. CHARBONNEAUX, 134, Fbg St-Honoré (75008), 43-59-66-56.

LAUSSEY, DE RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93. LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LE NORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91. LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 47-70-00-45.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

Communiqué... Informations diverses et annonces.

Communication

L'embargo de TF 1 sur les images de Séoul

Canal Plus, la 5 et M 6 privés de Jeux olympiques

Canal Plus, la 5 et M 6 seront-elles privées d'images de Séoul ? A la veille de l'ouverture des Jeux olympiques, un conflit aigu met aux prises TF 1 et ses concurrentes privées. La Une s'oppose, en effet, à toute revente des images des retransmissions sportives, dont elle partage l'exclusivité des droits pour la France, avec Antenne 2 et FR 3. Un « embargo » inhabituel et dénoncé par ses victimes comme « contraire au droit à l'information ».

L'affaire se noue à l'été 1986. L'Union européenne de radiodiffusion (UER) négocie alors pour l'ensemble de ses membres, avec le Comité international olympique (CIO), les droits de retransmission des Jeux de Séoul. Des droits fort chers et payables d'avance, que l'UER revend aussitôt à des « pools » nationaux de chaînes intéressées. En France, ni Canal Plus — convaléscente — ni les cinquième et sixième chaînes — balbutiantes — se manifestent. Si bien que, via l'Office français de radiodiffusion (OFRT) qui les regroupe, seules les deux premières chaînes — toutes publiques alors — acquittent le montant des droits exigés : 24 millions de francs environ, qu'elles se partagent à égalité.

Aujourd'hui, le paysage audiovisuel est transformé. Canal Plus, la 5 et M 6 multiplient les tranches

d'actualité et souhaitent acquérir auprès de leurs concurrentes ces images qui leur font défaut. Une démarche courante, qui s'appuie sur un « code de bonnes pratiques » existant depuis toujours au sein de l'OFRT, dont les nouvelles chaînes sont, entre-temps, devenues membres. « Il est d'usage, explique ainsi M. Jean Stock, directeur général adjoint de M 6, qu'une télévision détentrice des droits d'un événement sportif, se réserve l'exclusivité des droits et des longs résumés. Et qu'elle vende, au nom du libre accès à l'information, quelques minutes d'images qui trouveront place dans les journaux télévisés de ses concurrentes ».

TF 1, Antenne 2 et FR 3 choisissent d'abord de se conformer à cette attitude, et proposent de céder trois minutes maximum d'images par jour, au prix de 30 000 F la minute, en exigeant qu'elles ne soient diffusées qu'entre 20 heures et 24 heures. Un prix trop élevé pour un créneau horaire trop limité, estiment les chaînes demanderesse.

« Trop cher ? », s'insurge TF 1. « Allons donc ! Si l'on ajoute aux 3 millions de francs d'achats de droits déjà versés, les frais de transmission par satellite que nous devons encore acquitter ainsi que le coût de nos équipes mobilisées pour l'occasion, tant à Séoul qu'à Paris, les Jeux nous reviendront à 26 millions de francs ! Que pens, en face, la million et demi de recettes que nous pouvons, au maximum,

exempter de la vente aux autres chaînes ? A ce compte-là, autant les conserver pour nous ! ». Mardi 13 septembre, au cours d'une réunion de conciliation organisée à la CNCL, par le président de l'OFRT, M. Jean Aurin, le vice-PDG de TF 1, M. Patrick Le Lay, décrète, à la surprise générale, un embargo total et irréversible sur les images de Séoul, pendant la durée des Jeux.

Sa décision, toutefois, ne fait pas l'unanimité. Si Antenne 2 partage l'analyse économique de la Une (« la finale de 100 mètres ne dure que 10 secondes »), elle en déplore la brutalité et les méthodes. Et FR 3 désapprouve clairement la politique maximaliste de TF 1. « Si l'un de ces deux chaînes s'avisait de vendre des images sans notre accord, nous le traierions en justice », menace M. Jean-Claude Dussier, de TF 1, en soulignant « la propriété indivise » des trois sociétés sur les retransmissions sportives de Séoul.

Le blocage est donc total, et les deux chaînes de service public consultent leurs avocats pour trouver une parade à un bras de fer qui menace de s'envenimer. A la menace — voilée — d'exclusion de TF 1 de l'OFRT, qu'aurait proférée M. Aurin, le chaîne de M. Bouygues réplique par un définitif : « Si l'OFRT explose, hé bien, il explosera ! ». C'en serait alors fait de toute tentative de régulation de la concurrence entre les chaînes françaises.

PIERRE-ANGEL GAY.

Après la polémique sur le salaire de Christine Ockrent

Préavis de grève à A 2 pour le 21 septembre

Le malaise s'accroît à Antenne 2 où la polémique soulevée cette semaine autour du salaire de certains journalistes a débouché sur le dépôt de deux préavis de grève pour le mercredi 21 septembre à 0 heure.

Lancé par la CFDT pour tous les personnels et par le Syndicat national des journalistes (SNJ) pour la rédaction, cette menace a pour but d'obtenir une amélioration des salaires et conditions de travail au sein de la chaîne. Des négociations doivent être entamées jeudi matin entre la direction et les syndicats.

Si la divulgation du salaire de Christine Ockrent a servi de détonateur au conflit, chacun s'emploie à reconnaître que le mécontentement du personnel était latent et aurait de toute façon explosé dans la rédaction, qui manque de moyens de reportage et dont les effectifs sont nettement réduits ; dans l'ensemble de la maison, où les personnels — journalistes, techniciens — déplorent une dégradation du pouvoir d'achat alors que des efforts de productivité dus à l'augmentation du temps d'antenne ont été exigés.

Ainsi, la CFDT demande-t-elle notamment « une revalorisation générale des salaires pour tout le monde » ; une augmentation de la prime de fin d'année des non-journalistes à 8 000 francs, « la suppression des inégalités par le doublement du budget des événements et des promotions ». Enfin, elle revendique pour la rédaction et les moyens techniques la suppression d'emplois et le recrutement des pigistes de longue date.

C'est une véritable fronde qui, en l'espace de quelques jours, s'est organisée à Antenne 2. La direction se dit prête à faire le maximum pour trouver une solution au conflit tandis que le ministère de la communication, qui rappelle avoir déposé le salaire accordé à Christine Ockrent et l'avoir signifié au PDG, souhaite un dénouement rapide. Cette crise, est néanmoins révélatrice des problèmes auxquels sera de plus en plus confronté le service public dans l'avenir : un service public bien mal préparé au système mixte et à la concurrence des chaînes privées.

A. Co.

Rapprochement entre deux géants de l'édition européenne

Pearson et Elsevier échangent des participations

Deux des grands groupes d'édition européens, le néerlandais Elsevier et le britannique Pearson, vont se rapprocher en échangeant des participations (nos dernières éditions du 15 septembre). Après des augmentations de capital réciproques, mais sans apport en numéraire, Pearson détient 8,7 % de Elsevier, et ce dernier 8,7 % de Pearson. Ces parts respectives pourront être portées ultérieurement à 25 % et 15 %.

Le rapprochement est plus diversifié, puisqu'il comprend la fabrication de porcelaine (Doulton), la banque (au travers de Lazard) et l'industrie pétrolière, et même les musées de cire (M^{se} Tassard). Mais 60 % de son activité (chiffre de 490 millions de francs) concerne l'édition ou la presse. Pearson — dont M. Rupert

Murdoch détient 26 % des actions — est l'éditeur du quotidien *Financial Times*, et a pris en France le contrôle des *Echos* (Le Monde du 13 janvier). Le groupe britannique possède également les éditeurs de livres de poche Penguin et Viking, ainsi que des intérêts dans la télévision privée britannique. Son bénéfice avant impôt atteignait 1,6 milliard de francs en 1987, et a progressé de plus de 60 % sur les six premiers mois de 1988.

Les rumeurs d'accord entre les deux groupes existaient depuis longtemps, et la bourse d'Amsterdam n'a réagi que par une hausse modérée du titre Elsevier. Ce dernier pourrait s'appuyer sur Pearson pour se diversifier dans les nouvelles technologies, notamment dans les médias électroniques, qui cherchent à former des alliances européennes. Il existe aussi un moyen pour les deux groupes de se défendre contre d'éventuelles OPA. Pearson doit faire face aux appétits de M. Murdoch. Elsevier, lui, a félicité l'intérêt de M. Robert Maxwell qui avait acheté en bourse, l'an dernier, 8,7 % de son capital.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Pour acheter et vendre des objets d'art

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

EN BREF

Canal Plus confirme son entrée dans Havas. Après les déclarations de Pierre Dausier, PDG d'Havas, sur la restructuration du capital du premier groupe de communication française (Le Monde du 15 septembre), Canal Plus confirme son entrée dans Havas. Une filiale de la chaîne payante, Canal Plus Finances, dispose de la possibilité d'acquérir à 5,15 % du capital d'Havas auprès des cinq sociétés formant le noyau dur initial (Lyonnais des eaux, Compagnie financière de Paribas, Caisse nationale de Crédit agricole, Société générale, Société de participations et associations). Canal Plus Finances est accompagnée par « un groupe informel d'actionnaires qui devrait rassembler notamment la Générale mutualité des fonctionnaires et la Compagnie générale des eaux ». Aucune de ces sociétés « ne détient actuellement » 5 % du capital d'Havas, seul à part duquel les participations doivent être déclarées aux autorités boursières.

La TDF, la CFDT de Télédiffusion de France s'est déclarée « prise à un conflit majeur et le service de l'entreprise est mis en cause ». Le syndicat s'inquiète au effet de voir TDF passer sous le contrôle de l'administration des P et T, solution retenue par le gouvernement pour financer le satellite de télédiffusion directe. La CFDT estime « impératif de respecter l'identité de TDF, dont le statut ne doit pas être exclusivement déterminé par la DGT ». Tout en recommandant la complémentarité entre les actions de l'établissement public et celles de la DGT, le syndicat affirme que « la participation des Télédiffusions ne peut pas être déterminante ou indirectement majoritaire ».

L'Humanité s'inquiète d'une réduction des aides à la presse. Dans son numéro du 15 septembre, l'Humanité s'inquiète de ne pas avoir encore reçu l'aide de l'Etat aux quotidiens nationaux à faible chiffre d'affaires publicitaires. Le quotidien du Parti communiste redoute aussi une réduction de cette aide : en effet le montant de la subvention globale de l'Etat n'a pas été augmenté alors qu'un nouveau titre, *Libération*, est inscrit dès cette année parmi les bénéficiaires. Au ministère de la communication, on indique que les subventions accordées cette année à *Libération* devraient se substituer à celles qu'a reçues l'an dernier le *Matin de Paris*, sans que la part de chaque titre s'en trouve diminuée.

L'IFI de M. Agnelli achète 74 % des actions de la maison d'édition espagnole Orbis. L'Institut Finanziario Industriale (IFI) de M. Giovanni Agnelli a acheté, par l'intermédiaire du groupe éditorial Fabril, qui contrôle en totalité, 74 % des actions de la maison d'édition espagnole Orbis. Les 28 % d'actions restantes sont détenus par les éditions espagnoles Folio de M. Julian Vivaldas, qui demeure à la tête de l'entreprise Orbis. M. Agnelli devient actionnaire d'un groupe au chiffre d'affaires annuel de 3 milliards de pesetas (150 millions de francs), qui a dégagé en 1987 un bénéfice de 140 millions de pesetas (7 millions de francs). L'industriel italien pose ainsi un pied en Espagne, où il ne dispose d'aucun intérêt éditorial.

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt
REPUBLICAINE
Pour PLACEMENT 8 %
propriété vend 2 pièces,
cuisine, w.c., douche,
occupé, 46-34-13-18.

6^e arrdt
SAINT-SULPICE 4 P.
entièrement à rénover,
CHAMBRE, 3 pièces,
cuisine, w.c., occupé,
2 800 000 F, 46-34-53-83.

91 - Essonne
A GRIGNY-ET
APPT 4 P, km. 5 de,
réf., cuis., 2 pièces,
cuisine, w.c., douche,
occupé, 46-34-13-18.

92 Hauts-de-Seine
NEUILLY
3/4 p. 81 m² + balc. de 4 m.
de pays, 21/4 p. et 11 m² de
cuisine, w.c., occupé, 46-34-13-18.

NEUILLY-LES SABLONS
de 100 m², 30, 5-8 p., 185 m²
de terrain, 60 STDC, parking,
DORSEY 46-34-53-83.

94 Val-de-Marne
SAINT-MAUR
800 m², RER LE PARC
de 71, 3/4 p. et 11 m² de
cuisine, w.c., occupé, 46-34-13-18.

Province
DINARD (35)
200 m plage, de 100 m², 2
pièces, 21/4 p., 14, 18, 40,
12, m² de terrain, w.c., occupé,
à louer (1) 46-34-23-76.

appartements achats
IMMO MARCADET
repart. urgent sans promesse
de vente, Paris ou
provinc. Tél. : 42-82-01-82.

locations non meublées offres
Paris
SAINT-JACQUES apprt.
réf., 2 pièces, bain, cuisine,
chauffage individuel,
12 000 F + charges,
46-04-64-12.

Région parisienne
NEUILLY
APPT GRAND STDC 85 m²,
2 pièces, 80 m² parking,
8 000 F + 1 500 F charges,
DE HAVILLAN 46-02-50-50.

UNIQUE

VELIZY
(Zone d'activités)
Très bien situé au Sud-Ouest de Paris : à 6 Km du Pont de Sèvres
ou à 8,5 Km de la porte de Saint-Cloud.

Vente par propriétaire :

. 35 400 m²
de terrain :
. 20 000 m²
à usage de bureaux
(26 000 m² d'extension
possible en bureaux)

Si vous souhaitez saisir cette vente unique (Date de clôture :
18 octobre 1988) téléphonez à Madame HÉRAUD au :

(1) 45 61 96 00 poste 46 58

maisons individuelles

ST-MAUR MAIRIE
RER, PAV. p. de L. et cuisine
contour. 115 m² belle terrasse,
cuisine, w.c., occupé, 46-34-53-83.

pavillons
PART. VEND PAVILLON
Sud-Ouest (28), sur 1 200 m²
de terrain, 3 pièces, cuisine,
cuisine, w.c., occupé, 46-34-53-83.

maisons de campagne
MONTARGIS (45)
à 1 h Paris direct aut. Sud
est. 4 km² terrain, 4 pièces,
cuisine, w.c., occupé, 46-34-13-18.

viagers
REIMS dans le sud de
l'Essonne, 30^e PAV. près
gare, 150 m² s/pisines
équipées 150 m² s/pisines
équipées, 2 840 000 F, 147,
8, R. LA ROSETTE, PARIS-SP,
cuis., w.c., occupé, 5 000 000 F,
46 ans exp. adm. gest.

propriétés

PROVENCE (13)
15 km Aix-en-Provence,
23 km aéroport, 62 ha,
cuisine + piscine, maison de
maître plein sud avec
304 m² en parterre, 200 m²
cuisine, w.c., occupé, 46-34-53-83.

Sud Ponsanibouze (port)
bourgeois sur 3 000 m² de
terrain, 120 m² + dépendances,
cuisine, w.c., occupé, 46-34-53-83.

38 km NEMES (MARNE)
Pays de XVII^e, entièrement
rénové, 400 m² hab.,
cuisine, w.c., occupé, 46-34-53-83.

REIMS dans le sud de
l'Essonne, 30^e PAV. près
gare, 150 m² s/pisines
équipées 150 m² s/pisines
équipées, 2 840 000 F, 147,
8, R. LA ROSETTE, PARIS-SP,
cuis., w.c., occupé, 5 000 000 F,
46 ans exp. adm. gest.

bureaux

Locations
VOTRE SEIN SOCIAL
Constitutions de sociétés et
tous services, 43-95-17-80.

Domiciliation
Domiciliation depuis 80 F.
Ch.-Billeyard ou rue
Saint-Hippolyte de 12 et 18,
INTER DOM, 43-40-88-80.

Domiciliation &
ABECO 42-94-95-28.
Votre adresse commerciale ou
bureaux, secrétariat, télé,
bureaux, 43-95-17-80.

CONSTITUTION STES
Pricompt. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Domiciliations
Constitutions de sociétés,
télés, télécoms, services. Tél. : 43-11-80-30.

locaux commerciaux
ENS. IND. PERSAN
(95) RNL et RN Ponsanibouze
Cm^{te} SMOF 2 500 m² sur
coteau, entrop., cuis., parking,
s/800 m² M. Beauvilliers
Cherbourg (11) 34-70-50-06.

Le Monde CADRES

Bulle privée sous contrat
recherche
INGÉNIEUR DE RECHERCHE
CHIMISTE ANALYSTE ORGANIQUE
CV. à Médoc, B.P. 3,
21831 Toulouse Cedex.

PROF. EXPÉRIENTÉS
SC. NATURELLES
MATHS
ÉCONOMIE
Tous permis.
Ecrire sous le n° 8700
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.F. 30 ans, 3^e cycle psychol.
du travail C.N.A.M. ch.
PNE d'accueil entre le 23-9
et le 30-9 EN VUE TRÈSE
2/2^e ESPACE DE TRAVAIL n.
Ecrire sous le n° 8 005
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

automobiles
ventes
moins de 5 C.V.
Cause ch^{te} empl. Peugeot
205 Junior, blanc, int. jean,
mod. 88. 1^{er} main, 8 000 F.
km. Est. Impec. 40 000 F.
46-02-95-48 après 19 h.

Le Monde ANIMAUX

CLUB VACANCES DES ANIMAUX
NALLY par 59-07-01-88
(18) 96-97-01-88

PENSION CHIENS-CHATS
sur Paris 2 adresses :
CVA, 44, rue Garibaldi,
94100 SAINT-MAUR.
Tél. : 42-82-44-40.
CVA, 11, rue J.-B.-Clement,
92100 Boulogne.
Tél. : 46-05-06-74.

Bijoux
TS LES BIJOUX ANCIENS
et romantiques
- 20 % ESCOMPTÉ
ACHAT OR
GILLET 19, rue d'Arcole,
75004. Tél. : 43-84-00-83.
FANTAS PLAISIR.

Cours
ITALIEN, ANGLAIS
cours et niveaux, prof. de
langue nat. Rom. et ital.
étal., entrop., cuis., parking,
s/800 m² M. Beauvilliers
Cherbourg (11) 34-70-50-06.

L'AGENDA

Décoration
RÉNOVER VOTRE HABITATION A PARIS ?
Conseils
Réalisation des travaux
tous corps d'état
Qualité - Délais
ARCHI-DÉCOR
(1) 47-63-47-12.

Traiteur
B. COUSIN
Buffets champagnards
Lunch - Réceptions
sur mesure
à domicile ou dans l'une
de nos salles
(gusté à 200 personnes)
Restauration à domicile
à partir de 8 convives
Un service exceptionnel
Organisation familiale
Livraison chaud ou froid
à votre heure
LES VIVIERES
(après le stade)
8810
GRISY-LES-PLATRES
(près de Paris)
(1) 34-66-68-93

كندا من الأصل

Economie

SOMMAIRE

■ Le rapport annuel du FMI fait état d'une amélioration très sensible de la balance des paiements courants des pays en voie de développement (lire page 31).

■ Le plan emploi du premier ministre a suscité des réactions plutôt favorables du côté des PME et plus réservées chez les syndicats (lire page 30).
■ Amélioration de la situation économique des Etats-

Unis : le déficit du commerce extérieur du mois de juillet a été le plus bas depuis décembre 1984. Les importations ont diminué de 8,9 %, alors que les exportations ont augmenté de 0,7 % (lire page 30).

Le plan emploi a donné lieu à un « large débat » en conseil des ministres

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 14 octobre, le plan emploi présenté par M. Michel Rocard. La seule mesure nouvelle par rapport à ce qui était déjà connu est l'ouverture d'un « chantier » sur l'aménagement du temps de travail. Le gouvernement souhaiterait que les partenaires sociaux s'engagent dans la voie de négociations à ce sujet, si possible en se référant aux recommandations du rapport de M. Dominique Taddei (PS).

Le ministre du budget, ait fait une intervention critique. M. Charasse approuve totalement l'exonération des charges sociales pour l'entreprise individuelle qui embauche son premier salarié. Mais il fait remarquer que le plan Rocard prévoit 6 milliards de francs d'allègements divers pour les entreprises, sans contrepartie, sans garantie d'amélioration de la situation de l'emploi. Le rapport entre le coût (6 milliards) et les prévisions les plus optimistes de créations d'emplois (10 000) lui paraît peu avantageux. M. Rocard lui a répondu en substance qu'il faut savoir investir et lui a rappelé les effets positifs sur l'équilibre de la Sécurité sociale, d'une diminution du chômage.

Les membres du conseil se sont, dans l'ensemble, félicités que ce plan prévoit la reprise du traitement économique du chômage. M. François Douhin, ministre du commerce et de l'artisanat, fait partie des membres du gouvernement très satisfaits des mesures arrêtées, car l'exonération de charges pour l'embauche du premier salarié permet, selon lui, pour les quelque cinq cent mille artisans qui n'ont aujourd'hui aucun salarié, de « casser » un cercle psychologique.

Approbation des PME et des centristes réserves des syndicats

« Nous ne lutterons contre le chômage, nous ne créerons des emplois que si tout le monde s'y met : le gouvernement et tous les ministères - les chefs d'entreprise, les demandeurs d'emploi - et les médias aussi », a déclaré, mercredi 14 septembre, sur Antenne 2, M. Michel Rocard en présentant le plan emploi adopté le matin par le conseil des ministres. « Ce plan, a-t-il ajouté, est l'ouverture d'un chantier qui sera long... Nous avons 2 613 000 demandeurs d'emploi, c'est beaucoup trop, et le retour à zéro est hors de portée » (le prochain « chantier », a-t-il indiqué, sera la taxe professionnelle). Le plan a suscité des réactions plutôt favorables du côté des PME, assorties de réserves chez les syndicats, et une certaine approbation du côté des centristes.

« positives », comme l'aide à l'embauche du premier salarié, le décalage des cotisations d'allocations familiales. Mais l'ensemble lui paraît « en deçà de la gravité de la situation et de l'ambition affichée du gouvernement ». Elle demande à rencontrer le ministre du travail pour « stopper les dérives constatées » sur les TUC et « moraliser » les SIVP. Elle regrette que le programme « se limite à un accompagnement de la reprise économique », « oublie » la réduction du temps de travail.

« Dans les partis »
M. Madelin (PR) : « globalement mauvaise ». M. Alain Madelin (PR), ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Chirac, a jugé « globalement mauvaise » la panoplie de mesures économiques adoptée. L'idée de « faire baisser les charges sociales » est « bonne, mais les modalités « mauvaises », car, on fait un transfert vers certaines entreprises au détriment d'autres, et il faut faire baisser l'ensemble des impôts et des charges sociales.

M. Bergeron (FO) : pour la formation. M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a « approuvé les décisions prises en vue d'améliorer la formation » : « les programmes doivent permettre de donner des connaissances adaptées ». Toutefois, sur les SIVP, « les chefs d'entreprise doivent se ressaisir », car « les exonérations de charges ne contribuent pas à moraliser le système ». En outre, il s'est inquiété du « manque à gagner pour la Sécurité sociale ».

M. Durieux (barrière) : « un peu fourre-tout ». M. Bruno Durieux, député (Union du centre) et un des conseillers économiques de M. Barre dans sa campagne présidentielle, dans une interview à Libération, retrouve des mesures qui « figuraient dans le programme de Raymond Barre » : crédit d'impôt sur les sociétés, allègement des cotisations d'allocations familiales... approuve « l'idée de combiner traitement social et traitement économique », mais trouve que les mesures économiques « donnent un peu le sentiment d'un fourre-tout ».

La CFTC : « mesures positives mais limitées ». La CFTC juge « positives mais limitées » les mesures décidées. Elle souhaite en particulier des « garanties » sur le financement de la Sécurité sociale et des allocations familiales après la réduction du taux de cotisation à 7 %, même si elle est « favorable » au décalage de cette cotisation. Elle juge aussi nécessaire « une meilleure coordination au plan local et régional » des aides à la formation et « un discernement sérieux » dans l'attribution des crédits à taux réduit aux PME.

M. Bernasconi (PME) : « favorables aux PME ». M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des PME, a estimé sur RTL que les mesures vont permettre de rétablir l'équilibre entre les grandes, les moyennes et les petites entreprises et de créer des emplois. « Le gouvernement, a-t-il dit, semble comprendre nos problèmes ».

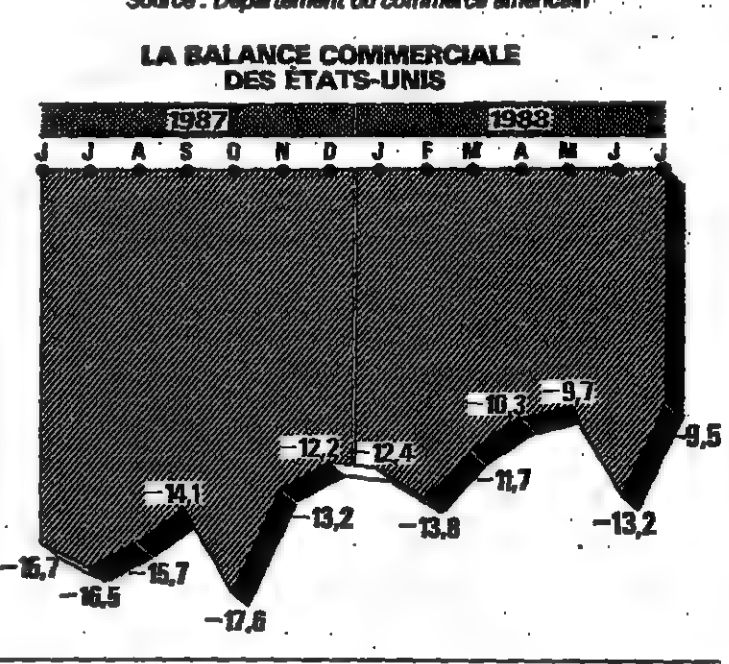
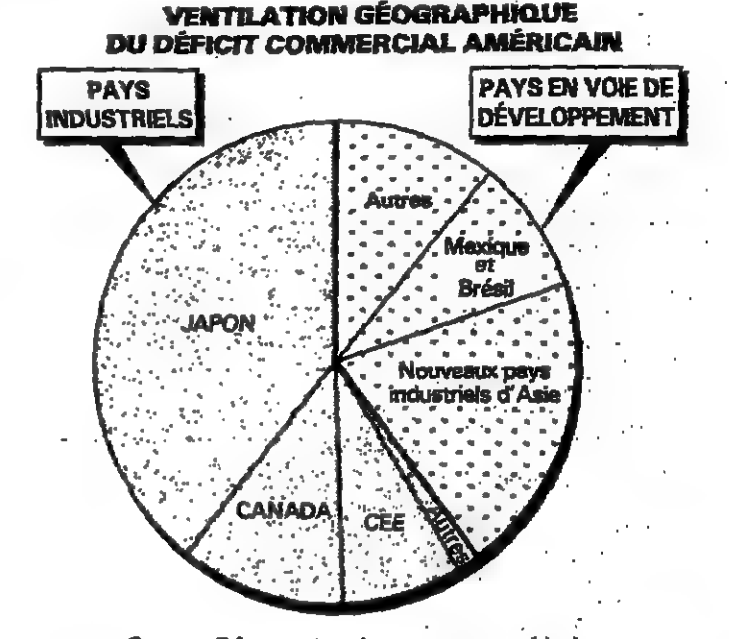
La CFDT : « en deçà de la gravité de la situation ». Pour la CFDT, certaines mesures sont

« satisfaisantes ». La Confédération d'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) constate « avec satisfaction » que les entreprises artisanales sont prises en compte. Mais elle juge « indispensable » des mesures pour « consolider la demande » sur le bâtiment et pour « une détaxation des revenus réinvestis » par les entreprises individuelles.

Le déficit commercial américain est ramené à 9,5 milliards de dollars

Le déficit du commerce extérieur américain, 9,53 milliards de dollars en juillet contre 13,3 milliards en juin, confirme, au-delà des aléas des chiffres mensuels, un processus de redressement, sensible depuis le début de l'année. Selon les données corrigées des variations saisonnières, les importations ont baissé de 8,9 % pour s'inscrire à 35,99 milliards de dollars. Ce recul est partiellement dû à la réduction de la note pétrolière, de moindres achats se conjuguant à la baisse des cours. Il recouvre surtout une diminution des importations de biens d'équipement qui, si elle se confirme, tendrait à indiquer que le boom des investissements provoqué par l'afflux de nouvelles commandes à l'exportation se calme.

Les exportations restent dynamiques. A l'exception de l'automobile, en retrait durant le mois de juillet, les ventes de produits agricoles et industriels se sont fort bien tenues, finissant le classement des ventes globales américaines - traditionnel durant l'été - à 0,5 % par rapport à juin. Certes, les spécialistes sont prudents. La poussée des exportations, de 39 % en termes réels depuis le troisième trimestre 1986, ne pourra se maintenir indéfiniment à son rythme actuel. Avant d'affirmer que le placement des importations a fait place à une baisse durable, plusieurs statistiques mensuelles seront encore nécessaires. Mais, en rythme annuel, le déficit des sept premiers mois ne rend plus impensable l'objectif du gouvernement américain : ramener à 140 milliards de dollars un solde négatif qui avait atteint le record de 170 milliards en 1987.



ENERGIE

Vive remontée des cours du pétrole

Après trois semaines de baisses presque ininterrompues les cours du pétrole se sont vivement redressés le mercredi 14 septembre sur tous les marchés internationaux. Le marché, menacé d'effondrement, a accueilli avec soulagement l'annonce par le secrétaire général de l'OPEP d'une prochaine réunion les 25 et 26 septembre du Comité des prix de l'organisation, sorte de conseil de surveillance de cinq membres habilité à convoquer une conférence extraordinaire en cas de crise (nos dernières éditions du 15 septembre).

Les cours des bruts américains et britanniques de référence ont repris en une séance plus de 80 cents, à respectivement 15,40 et 14,05 dollars par baril, tandis que le pétrole « Dubai », représentatif des qualités produites dans le golfe Persique, s'échangeait à 12,12 dollars par baril, 50 cents de plus que la veille. Dans un communiqué publié à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de sa création, l'OPEP souligne que, en dépit de ses efforts, « les cours se situent actuellement à 4 ou 5 dollars par baril en dessous du prix officiel de référence de 18 dollars par baril », et estime « que des mesures urgentes doivent être prises pour arrêter le glissement à la baisse des prix pétroliers ». « Personnel, que ce soit au sein de l'Organisation ou en dehors, ne souhaite voir se répéter les événements traumatiques de 1986, où les prix du pétrole ont plongé à moins de 8 dollars par baril », ajoute l'OPEP.

REPÈRES

TVA
Baisse confirmée sur les abonnements au gaz et à l'électricité
Le taux de TVA supporté par les abonnements à EDF et GDF sera réduit au début de l'année prochaine : le projet de budget pour 1989 prévoit le passage du taux normal (18,6 %) au taux super-réduit (5,5 %) sur ces prestations. Coût pour les finances publiques : un peu plus de 2 milliards de francs.

francs en avril (chiffre révisé), selon des estimations publiées mercredi 14 septembre par le ministère de l'économie.
Sur les cinq premiers mois de 1988, le solde des paiements courants (échanges de biens, services et transports unilatéraux) a été positif de 3,2 milliards de francs après correction des variations saisonnières, après avoir été déficitaire de 8 milliards pour la même période de 1987.

Paiements courants
Le déficit français se réduit
La balance des transactions courantes de la France a enregistré, au mois de mai, un déficit de 3,4 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, après un léger excédent de 0,2 milliard de

Production industrielle
Faible hausse aux Etats-Unis
La croissance de la production industrielle américaine s'est nettement ralentie en août, pour tomber à 0,2 %, contre une progression révisée à 1 % en juillet et qui avait fait renâtrer les craintes de surchauffe. La hausse du mois d'août est la plus faible depuis cinq mois, a précisé le

Report d'une journée du paiement de l'impôt sur le revenu
La date limite du paiement du solde de l'impôt sur le revenu est reportée du jeudi 15 au vendredi 16 septembre à minuit. Si la date de paiement tombe également le 15 septembre, les impôts locaux bénéficient du même report de vingt-quatre heures.

PHILIPPE
DJIAN
ECHINE
ROMAN

IBONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

كندا من الأصل

Marchés financiers

PARIS:

La Société des Bourses françaises augmenterait ses fonds propres d'environ 700 millions de francs

M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises (SBF), présentera, le lundi 19 septembre, aux dirigeants des sociétés de Bourse les modalités de l'augmentation de capital...

Qui contrôlera LVMH?

Lutte courtoise entre M. Arnaut et M. Racamier

L'effervescence observée en début de semaine autour du titre LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) s'est poursuivie mercredi 14 septembre...

La SAFT implante en Chine une usine d'accumulateurs rechargeables

La SAFT, filiale de la CGE, spécialisée dans la fabrication de piles, accumulateurs et batteries, implante en Chine une usine d'accumulateurs rechargeables...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE. Le conseil d'administration s'est réuni le 12 septembre 1988 et a pris connaissance de la situation consolidée...

CICA SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA CÔTE D'AFRIQUE. RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1988. Le conseil d'administration qui s'est réuni le 12 septembre 1988 a examiné les résultats au 30 juin 1988...

NEW-YORK, 14 septembre ↑

Vive hausse. L'annonce d'une forte réduction du déficit commercial en juillet a stimulé la Bourse de New-York...

PARIS, 14 septembre ↑

Persistence de l'embellie. En séance hausse des premières heures de la journée, la Bourse de Paris a encore accentué son avance...

Le marché était actif avec 178,6 millions de titres échangés. La surprise a donc été bonne. En effet, les milieux financiers s'attendaient à une hausse de 1,5 à 2 %...

En séance hausse des premières heures de la journée, la Bourse de Paris a encore accentué son avance à l'annonce d'une forte réduction du déficit commercial américain...

Table with 3 columns: VALEURS, Cours de 13 sept., Cours de 14 sept. Lists various stocks and their price movements.

Les marchés de Tokyo étaient fermés, le 15 septembre, jour férié au Japon.

LONDRES, 14 septembre ↑

Fermé.

Scandale à deux visages. La Bourse de Londres a finalement terminé la séance sur une hausse de 0,5 %, à la suite de la vive hausse de Wall Street...

Le Crédit agricole du Loiret sur le second marché

Le Crédit agricole mutuel du Loiret va procéder, le 16 septembre, à une augmentation de capital par l'émission de 230 000 certificats coopératifs d'investissement...

Second marché (sélection)

Table with 4 columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, Cours, Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 14 septembre 1988

Table with 4 columns: VALEURS, PRIX exercice, OPTIONS D'ACHAT, OPTIONS DE VENTE. Shows option market data for various values.

MATIF

Table with 4 columns: COURS, Sept. 88, Déc. 88, Mars 89. Shows MATIF market data for different time periods.

INDICES

Table with 2 columns: CHANGES, BOURSES. Shows exchange rates and stock indices for various locations like Paris, New York, London, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with 4 columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Shows interbank market data for different currencies and terms.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 4 columns: SE-U, DM, FF, L. (1 000), F. (100). Shows Euro currency rates for different currencies and terms.

FAITS ET RESULTATS

La Malaisie vend sa participation dans Malaysia Airlines. Le gouvernement malaisien a annoncé qu'il allait vendre les 42 % qu'il détenait dans la compagnie Malaysia Airlines à la banque négraise (banque centrale). Ce schéma comprend la vente de 147 millions d'actions pour un montant de 933,45 millions de dollars malaisiens (359 millions de dollars), au prix de 6,35 dollars malaisiens (2,44 dollars), dernier cours coté à la Bourse de Kuala Lumpur...

BOURSE DU 14 SEPT

Large vertical advertisement on the right side of the page, partially cut off, containing various financial and business information.

Marchés financiers

BOURSE DU 14 SEPTEMBRE

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 17 h 30'.

Comptant (dotation) and SICAV (dotation)

Tables for Comptant and SICAV, listing various financial instruments and their values.

Cote des changes and Marché libre de l'or

Tables for Cote des changes (exchange rates) and Marché libre de l'or (gold market).

Table for PUBLICITÉ FINANCIÈRE (Financial Advertising) with contact information.

Handwritten note: 'مكتبة من الأصل' (Library from the original).

(Publicité)

CHIPIE JUNIOR



31, RUE DE LA FERRONNERIE 75001 PARIS



ON Y VA EN NEW MAN!

Boutique NEW MAN à Paris 25-27 bd des Capucines

SPÉCIAL ENFANTS

SOUVENIR... Marrons, premiers marrons encore tendres qui éclatent sur le sol de la cour. Souvenir. Légère odeur des plumiers et des gommes, lourde odeur des blouses noires, amère odeur des préaux lessivés. Souvenir. Et les bruits ! Le bruit irritant de la craie qui agace le tableau, le bruit si doux de la ville lointaine, le bruit mécanique de la table de multiplication, des comptines et de l'histoire de France. Souvenirs...

Le bonheur d'être une « chipie »

Pour être un ou une « chipie », il suffit d'adopter la devise qualité et drôlerie, ce qui n'est vraiment pas difficile ! Dans leurs boutiques, au décor chaleureux grâce à des objets chinés aux puces, tout le monde peut devenir un ou une « chipie ». En effet, voici, par exemple, une ligne exclusive de papeterie et une autre d'accessoires divers tels que sacs, lunettes, ceintures, sans oublier les chaussures aussi bien pour les juniors que pour les adultes. Il en va de même pour l'habillement ! Bref, ici, on vous propose, en fait, un art de vivre. Découvrez les boutiques « Chipie », adultes, enfants, chaussures et parfum tout une 31, rue de la Ferronnerie, Paris-1^{er}.

Tout l'Amérique chez New Man

Chez New Man, comme vous le savez, ce n'est pas triste, mais ce n'est pas tout ! Pour les juniors, « New Man » de l'hiver, tout est taillé pour l'aventure, grâce à une collection complète en denim qui évoque le western et les cow-boys. Voici encore une superbe ligne qui fait penser aux « high school » américaines : des trenchs et blazers marine qui donnent envie de rentrer à l'école ou alors de se glisser dans une veste paria de couleur camel et de partir pour l'aventure. Ne laissez pas vos enfants tristes, allez chez New Man, 27, boulevard des Capucines ou bien dans la toute nouvelle boutique ouverte le

15 septembre, « Moutonne », 155, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e.

Réussir de la sixième à la terminale...

Préparez vos études à partir de la sixième jusqu'aux terminales A, B, C, D, G, ainsi que le BTS action commerciale ou le BTS comptabilité et gestion d'entreprise ! Le tout, tel un jeu d'enfant, puisque cela se passe dans un cadre agréable et que les classes sont un nombre limité d'élèves ! Cela permet de suivre chacun de près, en tenant compte de sa personnalité ! Ainsi, rien ne lui échappera ! Cet institut technique privé « Leschi » a été fondé en 1907 à Marseille, mais propose aujourd'hui une annexe à Aix-en-Provence. Renseignements et inscriptions à Marseille. Tél. : 91 48-10-04. Aix-en-Provence. Tél. : 42 63-10-60.

Your english is rich.

L'anglais, pour les enfants de six-douze ans, c'est possible, grâce aux éditions Disques BBC. Voici deux vidéo-cassettes, avec des dessins animés pour les enfants, accompagnés de livrets en couleurs à compléter et proposant des activités ludiques variées. Tout cela s'appelle « Muzzi in Gondoland » (première partie disponible, deuxième partie : 2 octobre 1989) et se trouve dans une petite malette contenant sept livres dont un cahier d'exercices, une cassette audio, une cassette vidéo et un livre de chansons. Les éditions de la BBC proposent pour les enfants et les

adultes une gamme des produits à partir de 62 francs. Dans les librairies spécialisées et les FNAC. BBC, 8, rue de Berri, Paris-8^e. Tél. : 45-62-44-24.

Une année américaine.

Faire de la rentrée un rêve américain est moins compliqué que vous ne le pensez. Voici Aspect Foundation, une organisation internationale, sans but lucratif, qui propose une année dans une famille américaine, tout en suivant des cours en high school ou en pré-universitaire, mais aussi des séjours en Australie pour les quinze-dix-neuf ans ou des cours d'anglais à l'université Hayward de San-Francisco ! Vous qui avez quinze ans et plus, sachez que c'est tentant ? Coût : 22.950 francs pour une année de high school aux États-Unis. Voyage compris ! Pour l'année 1989-1990, une première sélection a lieu le 31 octobre 1988. Décrivez-vous. Contact : Aspect Foundation, Peter Spier, 7, impasse Royer-Collard, Paris-9^e. Tél. : 46-34-22-03.

Les loisirs intelligents.

VVF, c'est une grille de loisirs bien organisée qui propose à tous ses adhérents, jeunes, familles et retraités, des services des plus variés comme des masters des clubs d'enfants et d'adolescents, etc. Sachez que les vacances de VVF sont vraiment économiques, et des séjours à thème sont souvent proposés, tels que le surf, le cinéma, l'information, le ski, la plongée sous-marine, etc. On peut même suivre des cours scolaires dans certaines stations de sports d'hiver pendant des séjours en dehors des vacances scolaires ! Pour toutes informations concernant l'organisation : VVF, 33, avenue du Maine, Paris-5^e. Tél. : 45-38-20-04.

Six pieds trois pouces : enfin un spécialiste pour les pieds des enfants !

Oui, dans les boutiques « Six pieds trois pouces », on ne jure que par les pieds de vos enfants, à savoir toutes les pointures de la naissance jusqu'à 40 ! Et puis, il y a une spécialité toute particulière : les chaussures des premiers pas, ceux que l'on prend toujours en photo, alors, autant que cela soit en beauté, non ? Un très grand choix vous est proposé.

Rien n'est trop beau pour les pieds de vos enfants ! Ils désirent des chaussures fantaisistes ? Qu'à cela ne tienne ! Ils en veulent de classiques anglaises. Start Rite, Little Mary ? Rien de plus facile ! 85, rue de Longchamp, Paris-16^e, et 78, avenue de Wagram, Paris-17^e.

Le look fifties

Pour avoir le look authentique des années fifties, pas de problème, la signature de « Chevignon » s'en charge et de haut en bas ! Voici la ligne « Kid » avec des pantalons en jean, surdimensionnés, pleins de petits détails qui font que « Chevignon » est un « Chevignon » !

Cette année, cela existe aussi en velours. Voici encore des chemises en soie chambrée destinées avec de superbes incrustations de cuir et nylon, etc.

Bien sûr, vous trouverez les gommes de tee-shirt et autres sweats avec des logos très travaillés et qui font furieux... Voilà encore une gamme de mailles douillettes, mais toujours dans les tons « aviateurs » des années 50, sans oublier les accessoires, off-couleur... 4, rue des Ciseaux, Paris, 1, rue Emile-Zola, Lyon.

Les enfants et l'écriture.

Un stage, pourquoi pas, pour écrire (pour les enfants) ! Définir le niveau de compréhension et les centres d'intérêt du jeune public. Apprendre les techniques, les possibilités de genres littéraires concernés, ainsi que les moyens de stimuler sa propre imagination et autres questions très pratiques seront abordés au cours de ce stage assuré par Sylvia Dorange, rédactrice en chef de la revue Abricot.

Cela finira par vous faire écrire pour eux, et garder ce fameux contact si facile à perdre ! Renseignez-vous auprès d'Aleph. Tél. : 46-71-25-01. 14, rue Roger-Salengro, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

Le voyage à moitié prix.

KIWI est un nom devenu synonyme de voyage intelligent, au point d'oublier qu'il pourrait s'agir d'un oiseau ! Oui, la carte KIWI lancée par la SNCF a tellement plus d'avantages que lui ! Il suffit qu'un enfant de moins de seize ans achète cette carte dans une gare ou un agence de voyages (350 F), et voilà qu'il peut en faire bénéficier quatre personnes à moitié prix, en 1^{re} ou 2^e classe ! Mieux encore, pour tout ou rien, c'est gratuit ! Sachez-vous que frères et sœurs de cet enfant KIWI peuvent ensuite acheter cette carte 50 F et faire voyager leur entourage à 50 % moins cher ? Mais aussi, bien sûr, des réductions sur les hôtels Pullman, Altea, Arcadie... sur la location de voitures AVIS (train + auto) pour ne citer que ces deux réductions-là ! Décidément... tâtât tâtât...

Se réveiller du bon côté dès le matin.

Coucou, c'est le coq Kellogg's et ses bons conseils ! et il en a à vous donner, car les Français, bien que courageux, n'ont pas encore compris la nécessité des céréales du matin ! C'est pourtant simple. Vous voulez que votre enfant ait de bonnes notes en classe ? Il vaut mieux alors qu'il ait consommé un bon petit déjeuner avec ses céréales Kellogg's du matin. Et ne dites pas non plus que cela n'apporte rien, puisqu'un bol de céréales Kellogg's apporte des glucides, des protéines et couvre dès le matin 25 % des apports nutritionnels conseillés quotidiens en huit vitamines et 10 % en fer.

Ça vient de sortir

Clinique formule homme j'ai déjà senti les merveilles proposées par Clinique et sa formule homme : gel, shampooing, face-scrub, etc., et voici, qui vient de sortir de leurs laboratoires, un « body scrub cream ». C'est-à-dire une friction gommante pour le corps, à utiliser comme si c'était un savon sous la douche ! Elle nettoie la peau tout en la réveillant, la tonifiant et la stimulant ! Le tube de 200 ml : 145 F.

Les nouveaux territoires de Paco Rabanne

L'eau de toilette de Paco Rabanne réveille des milliers d'hommes tous les matins, mais cela ne lui suffit pas et Paco exploite de nouveaux territoires avec son « Ténéral » qui vient de sortir. Les notes de cœur sont épicées et fleurissantes, parées les notes de tête, on traverse une nouvelle base d'effluents exotiques à Paco Rabanne qui évoque l'admirable d'une brèche de cassis brisée ! Moi qui grignolais dans les bureaux dans mon enfance, je suis ravi, enfin, d'en retrouver l'odeur !

Collections Burberry enfant

Pour l'automne-hiver 1988, Burberry propose un rayon enfant de son magasin, 8, boulevard Malesherbes, une collection complète de vêtements et d'accessoires conformes à sa tradition de grande qualité. Les best-sellers : Trench en gardiens de laine marine, 1.680 F ; duffel-coat 100 % laine, doublé en traditionnel d'écossais Burberry, 1.680 F ; bermuda de flanelle, 410 F ; chemise en Oxford 100 % coton, 370 F ; cardigans et pulls en laine 100 %, 450 F ; kilt classique 100 % laine, 590 F ; blouse en piqué de coton blanc, col rond passepoilé marine et brodé de deux papillons, le 8 ans, 320 F.

La sports watch

Puisque fumer devient de plus en plus démodé, il ne faut pas croire que les grands spécialistes d'articles pour fumeurs se découragent ! Au contraire, Dunhill, qui crée les montres Millénium, continue avec une nouvelle-née, façon sport cette fois, la « Sports watch », plus grosse mais pas moins élégante pour autant, bref, Dunhill quoi ! 8 700 F, 15, rue de la Paix, 75002 Paris. G.P.

TOUS LES MATINS, PETIT-DEJEUNER

Kellogg's!

© 1988 KELLOGG COMPANY

ALEPH

ÉCRIRE POUR LES ENFANTS

Création en atelier d'écriture, dialogue avec des professionnels (auteur et éditeur). Stage en deux week-ends à Paris. Doc. sur demande à ALEPH 14, rue Roger-Salengro, 94270 Le Kremlin-Bicêtre. Tél. : 46-71-25-01.

BBC English

L'ANGLAIS DE LA BBC

manuels, audio-cassettes, vidéo-cassettes

Documentation gratuite : ÉDITIONS-DISQUES BBC (M) 8, rue de Berri, 75008 PARIS. Tél. : (1) 45-62-44-24.

CHEVIGNON

4, rue des Ciseaux 75008 Paris

six pieds trois pouces

chaussures enfants du 16 au 40

85, rue de Longchamp, PARIS-16^e 78, avenue de Wagram, PARIS-17^e

VOUS AVEZ DE 15 A 21 ANS

PASSEZ UNE ANNÉE SCOLAIRE

- En High School aux USA (15-18 ans) en Australie (15-18 ans)
- En Community College aux USA (18-21 ans)
- Cours de langue à San-Francisco (4 de 18 ans)
- Beaucoup plus de détails

ASPECT

Tél. : 46-34-22-05

18 SEPTEMBRE 1988

le plus grand rendez-vous de la forme !

notre temps - VVF - avec France Inter

1 ENFANT 1 CARTE KIWI ET ON VOYAGE A MOITIÉ PRIX

SNCF C'EST POSSIBLE!

Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages et par téléphone : 3615 code SNCF. Prix de la carte au 31-03-88 : 350 F.

« Les Chemins » INSTITUT LESCHI

Cours privés secondaires de la 6^e aux terminales

- Formation aux baccalauréats ABCDG
- enseignement artistique
- arts plastiques
- théâtre (2^e - 1^{re} A3 - terminale A3)
- Préparation paramédicale
- B.T.S. action commerciale
- B.T.S. comptabilité et gestion des entreprises

Renseignements et inscriptions : 16, rue Matheron - 13100 AIX-EN-PROVENCE. Tél. : 42-63-10-60 88, cours Julien - 13006 MARSEILLE. Tél. : 91-48-10-04

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, TÉLÉMATIQUE.

Tandis que l'agitation nationale arménienne reprend

M. Gorbatchev poursuit une difficile campagne en Sibirie

MOSCOU

de notre correspondant

Au Sud, dans le Caucase, la grève générale a repris à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, et l'Arménie a frôlé le nouveau Nord, comme si de rien n'était.

Réponse de M. Gorbatchev : « Ce n'est pas si facile que ça d'écrire des manuels [sur] ce qui se passe dans le monde... »

« Un ouvrier », dit-il, « mais parfois on nous recommande d'écrire quelque chose... »

Laissez-nous tirer sur les états-majors

« Un ouvrier », poursuit-il, « m'a envoyé une lettre me disant : « Mikhaïl Sergueïevitch, laissez-nous tirer sur les états-majors... »

Lillehammer (Norvège) accueillera les Jeux olympiques d'hiver de 1994

Les Jeux olympiques d'hiver de 1994 ont été attribués, le 15 septembre, par les quatre-vingt-sept membres du Comité international olympique réunis à Séoul.

Avec le service télématique du « Monde »

Jeux olympiques en direct

Le direct sera à l'ordre du jour du service télématique du Monde durant les Jeux olympiques.

Dès samedi pour les épreuves ou dès maintenant pour les rappels de performances, branchez-vous : 3616 LM.

La réforme de l'audiovisuel MM. Giscard d'Estaing et Chirac refusent de se rendre à Matignon

La consultation entre le pouvoir et l'opposition a bien du mal à entrer dans les habitudes françaises.

M. Pierre Méhaignerie a été couvité, et, pour ne pas oublier le PR, M. François Léotard l'a été aussi.

Sur le vif

Vive le « crack » !

Faut qu'on se parle, là, aujourd'hui. Non, sérieux, je suis scardisé. Le coup de rapatriement sur le trafic des stupéfiants en Colombie interdit d'antenne.

gent toutes les solutions. Ouvrément. Dans les médias, à la Chambre des représentants. Au fil des discours des candidats à la Maison Blanche.

L'agitation s'apaise dans les prisons

Après le mouvement de protestation collectif des prisonniers contre leurs conditions de détention (le Monde du 14 septembre), les établissements pénitentiaires ont peu à peu retrouvé un rythme de vie « normal ».

Aux Baumettes, des surveillants à cheval sur le règlement

une centaine de détenus sur 650 sont restés dans la cour de promenade avant de regagner dans le calme la détention à l'arrivée des CRS.

Le Monde AFFAIRES

A Séoul, 13 000 athlètes représentant 160 pays s'affrontent devant le monde entier. A l'ombre des vestiaires, les chaînes de télévision, les agences en marketing olympique et les multinationales se livrent çà et là à une dure compétition.

Égaleme... L'ASSURANCE EN FUSION

Tant que l'UAP s'allie à une compagnie britannique, les AGF et le GAN hésitent encore à s'épouser. Pourtant, le marché européen oblige, le gouvernement français devra trancher au plus vite.

CRÉDIT LYONNAIS : L'AIDE AU DÉPART

Face aux sureffectifs, le banque dégraisse en douceur. Mais ce sont les 35-60 ans qui sont visés !

LA PASSION DU « RIFIDUS »

A l'origine, une simple biacière pour lait fermenté. Aujourd'hui, un segment qui représente 10 % du marché des yaourts.

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 septembre

Calm

A l'image des marchés monétaires, le calme est revenu à la Bourse de Paris où l'indicateur instantané perdait 0,14 % en fin de matinée.

Le Monde

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1988 a été tiré à 513 589 exemplaires

